MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL
TOUSSAINT-L'OUVERTURE
ÉCRITS PAR LUI-MÊME.
LE MÊME OUVRAGE SE TROUVE :

A Saint-Thomas, chez M. Guillaup.
A Cap-Haïtien, chez M. Frémiétons Etc.
A JACHEL, chez M. PIETRO LAPONTAIRE.
A Port-au-Prince, chez M. BORDAT FILLIÉRE.
A Jérémie, chez M. RICHMOND ROUSSEL.
Aux Cayes, chez M. TOURENC BANEAT.
Aux Gonaïves, chez F. RICHELIEU.

RESPONSABLES : TYPHOPHILIE DE FRENAY ET ROUGARRUDA.
A Madame

MADAME

MADAME.

Permettez-moi de mettre sous la protection de votre illustre nom les Mémoires qu’écrit le Premier des Noirs sur l’histoire de sa vie, ainsi que l’Étude dont j’ai fait précéder ces Mémoires. C’est un hommage que je crois devoir vous rendre, en ma qualité de membre de la race opprimée dont vous avez si généreusement, si glorieusement et si heureusement entrepris la cause.

Si la splendeur de vos talents assure à votre nom l’immortalité, la grandeur de votre âme n’assure-t-elle pas à votre personne l’estime, l’admiration et la reconnaissance des hommes de ma couleur ?
C'est au sein des États de l'Union qu'il faut aujourd'hui attaquer l'esclavage, comme vous l'avez si bien fait ; vous réussirez à vaincre le monstre, parce que vous avez pour vous la vérité, fille du ciel.

N'est-ce pas, madame, qu'il est honteux qu'au xixe siècle du christianisme, la diversité de l'épiderme puisse servir encore dans quelques contrées de signe de proscription entre les différentes branches de la famille humaine?

Daignez, madame, agréer l'expression de mon dévouement aussi sincère que respectueux.

SAINT-BEMY.

Paris, le 1er février 1853.

ÉTUDE
HISTORIQUE ET CRITIQUE

L'oligarchie coloniale n'épargne aucun moyen de compression, aucun raffinement de barbarie pour maintenir sur la race africaine et ses descendants le poids de sa toute-puissante exploitation. Alors, comme pour légitimer la violation de tous les principes du droit naturel, on proclama tout haut l'inaptitude intellectuelle et morale de cette race. Mais qui s'étonnerait donc que, sous l'empire de l'esclavage, le nègre soit resté si longtemps étranger aux bienfaits de la civilisation ? « Le moyen de marcher, a dit le chancelier Bacon, quand on a un bandeau sur les yeux et des fers aux pieds ! » Aussi l'homme noir lui-même se crut faiblement condamné par la nature à l'obéissance et à la servitude. Bien plus n'a-t-on pas vu l'homme blanc dans

1 Vultur Organum.
ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

le même état de dégradations, alors que les esclaves du moyen âge couvraient de leurs liens l'intelligence des peuples européens ? En double phénomène prouve que l'esclavage enfante partout les mêmes âmes. N’est-ce pas alors le comble de la péatitude que de dire au nègre : Ton serviteur se réclame que vous soyez ignorant. A cela ne pourra-t-on pas répondre : Avez-vous ignoré qu'ils étaient esclaves en Egypte, qu'ils étaient esclaves en Grèce, et qu'ils étaient esclaves en Chine ?

L’Egypte, qui fut le centre d’une grande civilisation, n’était peuplée que de noirs. Ces noirs ne créèrent-ils pas des choses prodigieuses qui jusqu’à présent font l’objet de notre admiration ? Que si l’on ne veut pas admettre que la population primitive de l’Egypte fût noire, — contre l’autorité d’Hérodote, qui visitas ces contrées sous les Pharaons 1 ; de Volney, qui, par sa propre investigation, confirme l’expérience de son devancier 2 ; d’un grand nombre d’autres savants des temps antiques et modernes 3 — ne suffirait-il pas, comme on l’a déjà souvent fait remarquer, de voir le célèbre Sphinx 4 pour y reconnaître parfaitement le type distinctif de la race éthiopienne ?

Mais en considérant que la population égyptienne fût d’origine caucasienne, — l’on sait, à n’en pas douter, qu’au moment où la terre des Pharaons était au plus haut degré de civilisation, l’Europe était dans la plus complète barbarie ; rien n’y manquait pour caractériser l’état sauvage.

1 Hérodote, traduction de Lacner, Paris, 1760, livre III, § 104.
3 Sphinx, épée de dieu de l’ancienne Egypte. Il se trouve près des Pyramides, à 24 myriamètres du Caire, vers l’occident. Sa grande est telle qu’il a été taillé sur place dans un immense rocher. Il est enfoui dans les sabots jusqu’à épaules. Il a, dit Volney, le rude caractéristique des noirs.
ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

On a dit encore que l'angle facial du noir, excessivement aigu, ne laisse que peu de développement au cerveau, siège de l'intelligence. — Jadis on invoquait contre tous l'autorité mystique de la Bible; on prétendait que nous descensions de Cham, que Dieu lui-même avait voulu notre asservissement. Mais ceux qui croient au péché originel ont-ils le droit de se dispenser de croire à la rédemption? Batais sur le terrain de la Genèse, on n'a que doute et confusion, les colsos en sont venus à invoquer la science contre la race noire. On nous le disait : sur quelles investigations ont-ils fondé leurs critérium? Quels crânes de nègres ont-ils palés, pressés, pesés? Sans doute ceux des malheureux qu'ils avaient abruti, dont ils avaient comprimé l'aire, lois de la résolution, et qui par cela même devaient avoir le crâne déprimé. Mais soyons justes: il ne peut pas plus appartenir aux colsos d'invoquer la science contre nous, qu'il ne peut appartenir aux seigneurs russes d'invoquer contre leurs serfs. II ne leur appartient pas plus d'expérimenter sur les crânes de quelques infortunés abrités par la misère et de conclure de là que le crâne de tous les nègres est déprimé, qu'il ne m'appartient à moi, homme noir, d'expérimenter sur le crâne de quelques esclaves taloumous et de conclure, aussi que le crâne de tous les blancs est déprimé. Mais qu'importe en somme la règle de l'angle facial, si souvent invoquée pour légitimer l'oppression des races par le racism? L'intelligence n'est-elle pas impondérable? Comment alors lui insérer un espace où elle devra s'abriter?

Je sais que la physiologie renferme deux grandes écoles.
l'étude historique et critique.

la carte de notre planète. Il y venait en effet, en partant du pôle Nord et se dirigeant au pôle Sud, les populations se colorer et arriver progressivement au noir. Mais si nous la même latitude et à l'antipode correspondant, il ne voit pas le même phénomène se reproduire, — qu'il ne s'étonne point. S'il regarde plus attentivement, il reconnaîtra par exemple que la population du Mexique n'est pas aussi noire que celle du Dongola: — d'abord l'Amérique fut peuplée plus tard que l'Afrique, et de plus le royaume de Dongola est situé non loin de grands déserts qui augmentent l'intensité de la chaleur, tandis que le Mexique se trouve situé au centre d'imenses forêts couvertes en tous sens de rivières et de lacs. Il est vrai qu'on peut me dire, avec Virey, que si la coloration de l'épiderme dépendait de la température des différentes zones, un nègre né en Europe devrait avoir la coloration des habitants de cette partie du monde. À cela, je répondrai d'abord que la nature procède lâchement, que les siècles sont pour elle moins que les secondes, que si bon que puisse s'étendre notre imagination, nous n'avons rien embrassé de la marche de l'éternité. Puis je laisserai parler M. Prichard: « les variétés de couleur, dit-il, dépendent en partie du climat, de l'élevation du pays au-dessus du niveau de la mer, de la distance plus ou moins grande où il se trouve la côte. Ces mêmes conditions, on ne peut guère en douter, exercent aussi une action sur la constitution du corps humain; mais on a remarqué que les formes du corps chez les différentes races paraissent se modifier plutôt sous l'influence du genre de vie des habitants de certaines climats; et cette remarque a quelque chose de vrai.
ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

16 ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

a signalé appartient à toutes les races, à un degré plus ou moins développé, suivant le degré de la cruauté des individus et de l'ignorance des masses? — Qui répondrait à l'espèce de dilemme que vient de poser Virey? L'éducation: car c'est elle qui donne à l'homme la conscience de sa dignité, le porte à élever le mal, à le réparer et à ne faire en un mot découler ses actions que de l'empire de la justice.

Maintenant entrons dans le domaine de la Langue: l'anatomie nous présente l'homme noir exactement constitué comme l'homme blanc: chez lui comme chez l'autre, mêmes organes, pour les organes mêmes fonctions. Or, si l'organisme du nègre est semblable à celui du blanc, les aptitudes, comme les appétits doivent être les mêmes. Comment un homme conçu comme moi ne pourrait-il pas aussi bien développer son autonomie? Barème mentait-il?

Il est vrai que l'anatomie trouve entre le derme et l'épiderme du noir une matière colorante qu'elle appelle pigmentation; mais si la couleur de l'homme est un phénomène du châtiment, pourquoi le pigmentation n'a-t-on provoquer il pas aussi?

Cependant la dissemblance des aptitudes existerait-elle, qu'elle n'ait rien prouvé. De même que chaque homme a son caractère, sans cesser d'être homme, chaque race a sa civilisation, sans cesser d'appartenir à la grande famille humaine. Combien d'hommes valent mieux les uns que les autres? Qu'on nous dise en quoi cette civilisation moderne vaut mieux que celle du viril Indo-Européen ou de la vieille Egypte? — Aux yeux de l'histoire toutes les races se mêlent, se confondent, comme à nos yeux tous les hommes se mêlent.
lent, se confondent dans le bruit, chacun avec son cri, son aspiration.

Je croirai de plus que la différence de la couleur, loin d'être une occasion de haine entre les hommes, devrait être la cause d'une louable et fraternelle émulation. Quand les gouvernements modernes auront bien réfléchi sur cette question qui n'est encore qu'un sujet d'embarras dans leur marche, ils trouveront sans doute les moyens de faire converger les diverses races vers la gloire et le bonheur continus; le premier pas à faire, ce me semble, serait de se donner de prérogatives qu'à l'intelligence et à la vertu.

Enfin ni la science, ni la morale, ni la logique ne peuvent laisser de doute sur les aptitudes diverses du nègre. Nous pouvons dire avec M. de Brotonne: «La variété des races n'exclut en rien l'unité de l'espèce; cette unité existe dans les véritables attributs qui la distinguent des autres générations animales. Nier l'humanité pour les nègres serait la nier également pour les blancs, car les uns et les autres sont séparés des animaux pour les mêmes attributs; leur activité seule y met des différences. De même que la différence d'organisation établit une échelle entre les animaux, la variété entre les races établit une ligne de démarcation entre les peuples. L'histoire les classe d'après le plus ou moins de perfection de leur civilisation.»

Ici les événements viennent donner une considération solennelle à la puissante parole de M. de Brotonne: ou vit à la fin du siècle dernier, dans une île de l'archipel américain, des nègres et des mulâtres courbés sous le poids de la

* Historique de la plantation et des migrations des peuples, Paris, 1832, tome 1, page 113.

plus odieuse servitude, se relever soudainement, briser audacieusement leurs fers, en forger des instruments de vengeance, conquérir leur liberté, la maintenir et la faire respecter.

Ce peuple est le peuple haitien. Parmi les fondateurs de son émancipation se détache majestueusement du fond du tableau un homme qui eût honoré n'importe quelle nation: il était petit et fluet, actif et infatigable; s'il avait la bouche vilaine, il avait des yeux magnifiques qui lançaient comme des éclairs de génie, une pose qui commandait le respect universel; il avait la voix un peu nasillarde, mais la discussion correcte. Rarement se phrase manquait d'imiquer un sens profond et judicieux. Se courant du manteau de la superstition qu'il assimilait à la religion, pour mieux flatter et diriger les passions grossières des siens; allant d'un pas indifférent du confessionnel de la pénitence à l'estrade des cours prévôtales, — qu'il présidait souvent; venant de recevoir du prétre l'absolution de pecadilles qu'il avait bien apuyer et courant sans frémir livrer à la mort même l'innocence; catholique fervent en apparence, — sait toujours à la bouche le saint nom de Dieu, — mais politique cruel sous le prétexte de la raison d'État, — prétexte si facile à invoquer par les tyrans. — Averse des diners du peuple tant pour lui que pour ses serviteurs les plus dévoués; donnant peu de temps au sommeil, toujours à cheval ou dans son cabinet; franchissant cinquante lieues par jour ou répondant à cinquante lettres dans le même espace de temps; égarrassant trois chemins dans chacune de ses traites ou attirant trois secrétaires dans chacune de ses jurys; tel était Toussaint-L'Ouverture qui, malgré les nombreux illustrations des temps modernes, brillera dans les fastes de
l'humanité comme copalite et comme politique. Et ce qui prouve qu'il n'y pas de races meilleures ou pires les unes que les autres, c'est que l'Ouverture exagère le crime comme la vertu.

C'est alors que le *Premier des Noirs*, déchu du haut rang qu'il occupait, traîné par ses propres lieutenants, enlevé à son pays, transféré brutalement sous le ciel placé de la France-Comté, écrivit les *Mémoires* que nous nous sommes lie de vous soumettre et que nous livrons tout entiers à la lumière de la publicité.

On verra en ces *Mémoires* qu'un talent n'est autant de la portée du nègre que la guerre, la législation, l'éloquence, l'Ouverture sur tout atteinte.

L'existence de ces *Mémoires* fut d'abord mentionnée par le vénérable abbé Grégoire, évêque de Blois, dans son ouvrage sur curieux et si intéressant intitulé : *de la Littérature des nègres*. En 1845 le journal la *Presse* en publia quelques fragments ; alors quelques personnes paraissent douter de leur authenticité. Mais tout récemment, par la bienveillante autorité de M. Fleutot, membre de l'université de France, il a paru de nouveau Desfourniers communication d'une copie de ces *Mémoires* qu'il avait en sa possession. Plutôt, de recherches en recherches, j'arrive à en découvrir aux *Archives générales* de France le manuscrit original. Je parcours avidement et avec une attention religieuse ces longues pages toutes écrites de la main du *Premier des Noirs*. L'émotion que leur examen me cause me sème comprendre mieux qu'elle ne peut se décrire : le souvenir d'une si haute renommée courbée sous le poids de tant d'infortune jetée l'ame dans un abîme de réflexions.

Toutefois, l'historie dira que deux choses perdirent L'Ouverture : ses fausses prétentions contre les anciens libres, nègres et mulâtres, qu'il enveloppa toujours dans le même prostration, — tandis que ces anciens libres pouvaient être si utiles aux mouvements de sa cause, — et sa ligne avec les colons pour rétablir l'esclavage, sous la forme de la gile. En effet, aussitôt qu'il eut éloigné de ses conseils les hommes de couleur, force lui fit d'y appeler les anciens matres.

C'est là la source de cette guerre sacrilège, implacable, qui éclata entre lui et Rigaud, guerre qui moissonna tout ce que le pays avait de vertus, de talents, d'héroïsme et qui semblait s'éparpiller que les méchants. L'Ouverture sent bien un jour que le nègre et le mulâtre doivent faire cause commune, au lieu de s'entre-déchirer, c'est quand, abandonner de flateurs qui le perdiront, séquestrer de l'univers, il ne trouva à ses côtés que Martial Besse, mulâtre, général de brigade, détenu comme lui au château de Joux, qui voulut bien recopier ses manuscrits et leur donner l'orthographe qui leur manquait. Ainsi dans les petites choses le doux de la Prudence se montre.

1 Besse (Martial) se joignit au Terrier-Rouge, dépendant du Fort-Duphin (aujourd'hui Fort-Liberté), le 15 septembre 1793. Son père, colon blanc, l'envoya en France pour y faire ses études. Mais Besse aimait mieux s'engager dans le Royal-Auvergne où il servit du 3 août 1779 au 7 mai 1783. Conquérant, il revint à Saint-Domingue et partit pendant la révolution au grade de chef de brigade. Repris pour France, il défendit la convention nassauaise aux journées de vendémiaire, sous les ordres du général Bonaparte et fut nommé général de brigade. Plus tard, lors de l'expédition de Saint-Domingue, il fut chargé par le général Leclerc de pacifier l'île de la Tortue. Mais comme bien d'autres, il est mort dans l'assaut d'un siège, à la tête de ses troupes.
Aujourd'hui j'aurais pu à mon tour poursuivre le travail de Martial bosse ; et, refouillant dans mes souvenirs scolaires, en tirer quelques tournures de rhétorique pour diapser les Mémoires que je publie. N'est-ce pas ainsi que l'on procède à l'Égard de ce type foule de mémoires contemporains doit la librairie nous inonde chaque jour ? Mais j'ai pensé que dans une œuvre destinée à faire prendre, pour ainsi dire, en flagrant délit le mérite littéraire d'un négre, — bien que ce négre n'ait point fait d'humanités, — il valait mieux maintenir l'intégrité du texte, même au détriment de mon amour-propre patriotic. Cependant tels qu'ils sont, malgré l'imperfection du style, les Mémoires de L'Ouverture sont empreints d'une candeur qui honore son âme, d'une ampleur d'idée et d'une élévation de forme que ne désoverraient pas bien des écrivains de profession. Ainsi quand le Premier des Noirs, racontant la conduite inique du général Leclerc à son égard, s'écrie : « Sans doute je dois ce traitement à ma couleur ; mais ma couleur... ma couleur m'a-t-elle empêché de servir ma patrie avec zèle et fidélité ? La couleur de mon corps nuit-elle à mon honneur et à ma bravoure ? Je croirais-t-on entendre Othello, dans la tragédie de Dach, quand il s'écrie aussi :

Il fut embarqué pour l'Amérique désigné au château de Joux, il y rencontre L'Ouverture. Rien ne s'inscrivit de lui jusque dans l'année. C'est ainsi que Bignou, après l'arrêt de l'Ouverture, il fut envoyé à Maceo, où il réussit à échapper à son emprisonnement, fait dans la tombe de Déméter. Christophe le fit comte et marquis de son royaume. Il mourut vers 1814. L'histoire doit lui reprocher d'avoir été de ceux des mulâtres qui, le 3 septembre 1794, jurent au Fère-Rouge respectueux à l'histoire.
privé des moindres commodités de la vie, obligé alors de faire lui-même sa tâche cuisine, séquençé de sa femme et de ses enfants, qu'il adorait, ne voyait jamais dans ses regards se réfléchir un regard ami, le lecteur ne doit pas oublier, dis-je, que L'Ouverture ait pu, sans croix de désespoir, s'abandonner à quelques pleurs, à quelques germisements, à quelques supplications. Au reste, d'autres caprices non moins illustres que lui, mais à qui l'éducation avait donné un certain charlatanisme en face de l'adversité, se sont-ils pas moins surpri plusieurs fois à verse des larmes au souvenir de leur grandeur déchue ?

Les Mémoires ne commencent pas malheureusement à la naissance de leur auteur. Quel peintre plus humble que L'Ouverture eût pu nous transmettre le tableau de la vie du noble esclave avant la révolution ; c'est la vie si laborieuse, si dure, dans le cours de laquelle beaucoup tombaient affamés sous le poids du chagrin, du désespoir, occasionna l'heroïsme des maîtres, — pendant que d'autres, moins informés, arrivaient à une sagesse, à un bonheur domestique bien supérieur à celui d'un grand nombre de délinquants ! Si L'Ouverture était de ces derniers, il eût avoir cependant plus d'une fois à gémir et à pleurer sur le sort de ses semblables dont il était le sage conseiller, souvent le confident avisé. — L'histoire de l'esclavage des nègres, racontée par un esclave nègre de l'intelligence de L'Ouverture, est été le livre le plus curieux et le plus instructif que l'ami de la humanité puô ouvrir et consulter. Cette histoire, à mon avis, est mieux vain que les déclarations du négrophiliase, à qui on peut reprocher, soit dit en passant, au moins autant de mal qu'il a fait de bien.
ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

Haiti. Ils serviront surtout à constater que l'intelligence du nègre peut s'élever à la hauteur de toutes les connaissances. En effet, le terrain est bon ; il ne lui a manqué jusqu'à présent qu'une savante culture. A-t-on encore vu, soit dans les colonies dépendantes des métropoles, soit dans celles qui s'en sont affranchies, les gouvernements établir sur quelques larges bases aucun système d'enseignement universitaire ? Le soin d'élever les générations, ce soin capital d'où dépendent l'avenir et la prospérité des peuples, est à peu près abandonné à l'incu- rie, quand ce n'est pas à l'ignorance. Et pourtant partout se montre une génération de nègres avide des bienfaits de l'instruction. Elle étonne surtout en Haïti par la précoceité de ses dispositions, par la justesse de son raisonnement.

Pourquoi le temps n'a-t-il pas respecté les jours de Granville et de Lemoine, ces deux esprits supérieurs dignes de l'antiquité par la splendeur du génie ? Quels fructueux enseignements la jeunesse de nos jours n'aurait-elle pas reçus des leçons de ces deux maîtres ?

Toi, surtout, ô Lemoine, ô mon savant maître, quelle salutaire influence n'eusses-tu pas eue sur des esprits aussi bien disposés ! Ton goûts si attirant, ta parole si brillante, ton style si suivre, sont encore présents à nos souvenirs.

Si Dumesne a chanté dans ses vers les talents et la gloire


M. Dumesne (Héréd) naquit dans la commune de Torbeck, le 16 juin 1784. Fille de maîtres de négro, c'est-à-dire grége, il s'est fait un nom en berceau, à la tribune et dans les lettres. Donnant une mémoire prodigieuse, sa vie est toute une encyclopédie. Tombé comme premier ministre de la révolution de 1843, — aujourd'hui si injustement décédée, — il est maintenant exilé. On a de M. Dumesne un ouvrage très-inté- ressant intitulé : l'Empire dans le nord d'Haïti, imprimé aux Cayes. Il serait à désirer qu'avec son grand talent, il ait acquis une histoire de la révolution de 1843, il doit se trouver à sa portée et à lui-même.

Granville (Johanne), maître, naquit en Port-de-Pays vers 1783. Il se distingua dans les armées de la métropole; aussi fut-il décoré par Napoléon. Il revint en Haïti qu'à la restauration des Bourbon. Il fut employé par le président Pétion à l'armée de génie en son grade de lieutenant, puis dans la magistrature, et était appelé à la direction du principal collège de la République par le président Boyer. Il mourut au Cap-Haitien en 1841.

Lemoine (Prosper)., blanc, naquit à Paris vers 1796, descendu de Versailles, dont le nom est célèbre, il vint se livrer à l'enseignement en Haïti. Il mourut aux Cayes en mai 1820.
marche; et, se rendant bien compte des notions du juste et
de l'injuste, elle dominerait tous les vains et sombres préjugés
qui causeraient nos maux. Plus intruée et surtout plus
conscientieuse, elle saura que l'histoire, comme une Eumé-
ride, s'attaque même par delà la tombe à ceux qui font
injustement couler les larmes de leurs semblables. Enfin,
déchirant le flambage de la discordie que des moins aussi
imprudentes que cupables ont allumé entre les diverses
races, à toutes les époques, elle surmontera le gouvernement
actuel dans son œuvre de conciliation et de progrès. Tel
doit être notre voeu. Et puisque déjà ce voeu commence à
se réaliser sous ce gouvernement qui permet de s'exprimer
en toute liberté de conscience,— choice de laquelle ne peut
découler que le plus grand bien, — il nous reste qu'à
exercer de toutes nos forces l'ardeur de l'étude parmi nos
jeunes concitoyens. L'ouverture ne leur donne-t-il pas
l'exemple de ce que peut la volonté de s'instruire? Sorti
du sein de l'esclavage, il parvint au plus haut rang qu'un
citoyen puisse occuper dans son pays; étranger à tout autre
enseignement qu'à celui que donne la méditation, il vient
aujourd'hui se révéler à nous comme écrivain. Quels vastes
sujets d'émulation!

Naguère donnant aussi aux jeunes hommes de ma race
l'exemple de sa volonté de bien faire, j'ai essayé d'esquis-
ser la mémorable carrière que parcourut et décrivit L'Ou-
verture. Ai-je réussi dans ma tâche? Je l'ignore. Mais
toujours est-il que le seul désir d'être utile à mon pays
m'insinuera toujours. Plus on est loin du ciel de la patrie,
plus on s'attache à ses revers, comme à sa gloire. Je conti-

Vie de Toussaint-L'Ouverture, Paris, 1850, chez Moquet, rue de
la Harpe, 90.
MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL
TOUSSAINT-L'OUVERTURE
ÉCRITS PAR LUI-MÊME,
POUVAINT SERVIR À L'HISTOIRE DE SA VIE.

Il est de mon devoir de rendre au gouvernement françaix un compte exact de ma conduite; je raconterai les faits avec toute la naïveté et la franchise d'un ancien militaire, en y ajoutant les réflexions qui se présenteront naturellement. Enfin je dirai la vérité, fut-elle contre moi-même.

La colonie de Saint-Domingue, dont j'étais commandant, jouissait de la plus grande tranquillité; la culture et le commerce y florissaient. L'île était parvenue à un degré de splendeur où on ne l'avait pas encore vue. Et tout cela, j'ose le dire, était mon ouvrage.

1 Ce titre est tacité.
2 Toussaint-L'Ouverture (François-Dominique), naquit le 29 mai 1743 sur l'habitation Bois, enceinte sinistre près du village du Haut-du-Cap. L'Ouverture n'est qu'un nom que lui ont donné plus tard à cause de sa hardiesse et de sa réunion de ses proprts; il souffrit pourtant sa faire ouverture.
Cependant, comme ce n'était sur le pied de guerre, la commission avait rendu un arrêté qui m'ordonnait de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les ennemis de la République de pénétrer dans l'île. En conséquence, je donnai l'ordre à tous les commandants des ports de mer de ne laisser entrer en rade aucun bâtiment de guerre, qu'ils ne fussent reconnus et qu'ils n'en eussent obtenu de moi la permission. Si c'était une escadre, de quelque nation qu'elle fût, il lui était absolument défendu d'entrer dans le port, ou même dans la rade, à moins que je ne m'assez reconnu par moi-même d'où elle venait et de quel port elle était sortie.

Cet ordre existait, lorsque le 10 pluviose l'escadre parvint devant le Cap. J'étais alors parti de cette ville pour faire une écluse dans la partie espagnole, à Santo-Domingo, pour surveiller la culture. Chemin faisant, en

1 L'an X (8 février 1802).
2 Cette ville est le chef-lieu du département du Nord ; elle était ancienne appelée le Pays des éléphants, à cause de la richesse de ses habitants, de la beauté de ses édifices, de son mouvement industriel et des agréments qu'on y rencontrait. C'est dans cette ville que, le 29 août 1793, la liberté générale des noirs fut proclamée par Soultzsch, commissaire de la République française. Cette proclamation fut confirmée par la Convention nationale le 14 pluviose III (4 février 1795).
3 Cette ville, alors chef-lieu du département de l'Océan, est la plus ancienne ville du Mouvement-Monde; elle est la capitale d'une colonie espagnole, qui fut cédée à la France par le traité de la paix de Riedesel, le 17 octobre 1809, et dont l'occupation fut posée en nom de la République, le 6 pluviose au IX (16 janvier 1811).
4 Les basanites de corps construits ne s'étaient composés jusqu'à ce que de l'île de negociante dont ils étaient un grand débouché dans le port français et dans les îles voisines. L'ouverture leur donnerait l'habitude de mieux le territoire et introduit dans cet établissement et le luxe qui leur donnant presque insaisis. sortant de la Maguana, j'avais expédié un de mes aides-de-camps au général Dusaulles, commandant en chef des départements de l'Ouest et du Sud, qui se trouvait alors à Saint-Marc, pour le lui demander de venir me joindre aux Gonaïres ou à Saint-Michel pour m'accompagner dans ma tournée. Au moment où l'escadre parut, je me trouvais à Santo-Domingo, où je restai trois jours après pour aller à Hinché : passant par Banique, arrivant aux Papiers, je rencontrai mon aide-de-camp Couppé et un officier envoyé par le général Christophe, qui me remit une lettre de ce général par laquelle il m'instruisait de l'arrivée de l'escadre française devant le Cap, et m'assu-
32

MÉMOIRES

rait que le général en chef commandait cette escadre et lui avait pas fait l'honneur de lui écrire, que seulement il lui avait envoyé un officier pour lui ordonnner de préparer du logement pour sa troupe; que le général Christophe ayant demandé à cet officier s'il n'était pas porteur de lettres pour lui ou de dépêches pour le général en chef Toussaint-L'Ouverture, en lui priant de lui remettre, pour lui faire parvenir de suite, cet officier lui aurait répondu qu'il n'en était point chargé, et qu'il n'était pas même question du général Toussaint: « Rendez S. François Ponsin, Secrétaire, Vigilant, sous le commandement de l'ami Ville-Vincendi; l'ancien Lébier, commandant des Forts Mayor, l'Aigle, la Couronne, l'Intégrale, sous le commandement de l'amiral Lavo
tre-Trebillier, la Premiere Escadre, composée de l'Union, le Patriote, l'Océan, le Drapeau, le J.-J. Rousseau, vaisseaux; de l'Union, la Cor
nette, le Sygne, conviés sont le commandement de l'amiral Villaret-
Joyeux; la Deuxième-escadre, composée du Moniteur, l'Aiglon, l'Esperance, le Scipion, le Consul, le Drapeau-Trouin, vaisseaux ou frégates; de la Fraternité, la Couronne, l'Embarcadère, au reste sous le commandement du capitaine Magon, la Troisième escadre, composée du Napoléon, l'Envo
lou, le Jumelage, la Révolution, le Méda, vaisseaux ou frégates; la Con
desse, la Terre, la Victorine, conviés sous le commandement de contre-amiral Delaunay. Le courrier se composait de la Foraine, la Fré
terain, la Fische, la Présidente, le Directoire, le Constitution, le Renard, le Poison, les voix de la Jeunesse, de la Nocivité, la Domada, etc. Cette flotte, la plus nombreuse que se fit encore montrée dans les mers de l'Améri
que, portait 71,483 hommes, tous choisis dans les meilleures légions, et elle se rendit à Cap-Sancto avec hearty devant le Cap
Français le 1er pluviose an X (14 février 1801). Voyez Ponce, recueil imprimer à Londres par Peltier, vol. 24, Rapport du général Rocham
beau en légation, le 29 brumaire an XII (9 décembre 1803).»
1 Lébrun, essais de vaisseaux, aîne-de-înîmp de l'amiral Villaret-
Joyeux.
2 Ce fut la capitale du général Leclerc de n'avoir pas écrit tout à l'étourder à l'Ouverture, en lui envoyant ses ordres qui étaient à terre de l'escadre et la lettre que lui adressa, le premier moment. Cette marche

du général Toussaint-L'Ouverte.)...
DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OUVERTEUR.

"... tant l'arrivée de l'escadre française devant le Cap. Je lui communiquai ces lettres. Il me dit alors qu'il avait vu de Saint-Marc six gros vaisseaux faisant voile du côté du Port-Républicain ; mais qu'il ignorait de quelle nation ils étaient. Je lui ordonnai alors de parir promptement pour se rendre dans ce port, vu qu'il était possible que le général Christophe ayant refusé l'entrée du Cap au général commandant l'escadre, celui-ci se serait porté au Port-Républicain dans l'espoir de m'y trouver ; dans ce cas, je lui donnai à l'avance l'ordre de prêter le général de m'attendre, en lui assurant que j'allais d'abord au Cap dans l'espérance de l'y rencontrer, et que dans le cas que je ne l'y trouverais pas, je reviendrais de suite au Port-Républicain pour conférer avec lui.

Je partis effectivement pour le Cap, passant par les Vases, chemin le plus court. En arrivant sur les hauteurs du Grand-Boucan, j'aperçus le feu dans la ville du Cap. Je poussai mon cheval à toute bride, pour me rendre dans cette ville, y trouver le général commandant l'escadre, et m'informer de ce qui pouvait avoir donné lieu à cet incendie. Mais en..."
approchant, je trouvai toutes les routes couvertes d’habi-
tants qui étaient évacués cette malheureuse ville, et ne
pas penser plus loin à cause que tous les passagers
étaient canonnés par l’artillerie des vaisseaux qui étaient
dans la rade. Je pris alors le parti de monter au fort du
Bel-Air, mais je trouvai ce fort également évacué et toutes
les pièces de canon enclouées.

Je fus en conséquence obligé de revenir sur mes pas.
Après avoir dépassé l’hôpital 1, je rencontrai le général
Christophe et lui demandai qui avait ordonné qu’on mit
le feu à la ville. Il me répondit que c’était lui. Je le
blâmé très-vigoureusement d’avoir employé ce moyen de
régueur. « Pourquoi, lui dis-je, n’avez-vous pas plutôt
fait des dispositions militaires pour défendre la ville
jusqu’à mon arrivée? » Il me répondit : « Que voulez-
vous, général? mon devoir, la nécessité, les circonstances,
les menaces réitérées du général commandant l’escadre
m’y ont forcé; j’ai fait voir à ceg général les ordres dont
j’étais porteur, mais inutilement. » Il m’ajouta « que
les proclamations répandues généralement 2 dans la ville
pour séduire le peuple et soulever la troupe ne conve-
nuaient pas à la franchise d’un militaire; que si vraiment
le commandant de l’escadre avait des intentions paciﬁc,
ques, il m’eût attendu; qu’il n’eût point employé les
moyens dont il s’est servis pour gagner le commandant
du fort de la Bouque, qui est un ivrogne 3; qu’il ne se

1 L’hôpital des Pères, situé au Haut-du-Cap, fondé par les jésuites,
ancien hôpital en ruine.

2 « Suivant les ordres qu’il avait reçus, M. Lébru avait laissé tomber
comme par mégarde un paquet de proclamations. » Pamphlet de
Lecour, Révolution de Saint-Domingue.

3 Le chef de bataille Barthélemy, homme noir.

DU GÉNÉRAL TOUSMANT-L’OUVERTURE. 37

» fût point en conséquence emparé de ce fort; qu’il n’eût
» point fait passer au ﬁl de l’épée la moitié de la garnison
» du Fort-Liberté; qu’il n’eût point fait faire des descantes
» à l’Acul, et qu’en un mot il n’eût point commis d’a-
» bord toutes les hostilités dont il s’est rendu coupable. »

Le général Christophe se joignit à moi, et nous contin-
uames la route ensemble. En arrivant au Haut-du-Cap,
notre traversées les habitations de Breda 4 jusqu’à la barri-
erie de Boulard, passant par les jardins. Là, je lui donnai
ordre de rallier sa troupe et d’aller camper au Bonnet 5 jus-
qu’à nouvel ordre, et de me donner connaissance de tous
les mouvements qu’il ferait. Je lui dis « que j’allais chez
» d’Héricourt 6; que là, je recevrais peut-être des nouvelles
» du commandant de l’escadre, qu’il m’y ferait passer sans
» doute les ordres du gouvernement, que je pourrais même
» l’y rencontrer, que je m’informerai alors des raisons
» qui ont pu l’engager à venir de cette manière, et que
» dans le cas qu’il fût porteur d’ordres du gouvernement,

4 Citèren pour avoir donné naissance à L’Ouverture. C’est sur ces
mêmes plantations que l’adjoint-général Péton commença avec la
13e et la 13e demi-brigades le guerre dont le résultat fut la pro-
cession de l’indépendance d’Haïti, entraînant à son imitaiton,
d’abord Clerveaux, puis Christophe et Pest-L’Ouverture, enfin Deno-
lieux.

5 Le Bonnet-l’Évêque est un morceau dépendant alors du quartier
de la Petite-Ase où L’Ouverture avait un dépôt considérable d’armées
de guerre. Christophe ﬁt par le suite élever, au sommet de ce morceau, le
fort Laffitte, construction gigantesque à laquelle précédèrent le bâton
et le sabre. L’unifié de macheureurs navarins y perdirent la vie. Au
pied de la forteresse, le fameux roi du Nord fond la ville de Millet
ou Saint-Sauve, groupe de cahutes en bois dont le rôle aspect contraste
avec la lourde architecture du palais où le tyran faisait sa résidence.

6 Habitation-suriné Si Xourenos du Haut-du-Cap; elle appartenait
au comte de Noi; L’Ouverture en était le fermier.
Je le prierais de me les communiquer, et prendrais en conséquence des arrangements avec lui.

Le général Christophe me quitte alors pour se rendre au poste que je lui avais indiqué; mais il rencontra en gros de troupes qui fit feu sur lui, le força de se jeter à bas de son cheval, de se précipiter dans la rivière et de la traverser à la nage. Moi-même, après m'être séparé du général Christophe, ayant à me côti l'adjutant-général Fontaine, deux autres officiers et mon aide-de-camp Coupé qui marchait en avant de moi, celui-ci me prévint qu'il découvrait de la troupe sur le chemin. Je lui ordonnai de se porter en avant. On me dit que cette troupe était commandée par un général. Je demandai alors à avoir une conférence avec lui. Mais Coupé n'eut pas le temps d'exécuter mes ordres; on fit feu sur nous à vingt-cinq pas de la barrière. Mon cheval fut percé d'une balle; une autre balle emporta le chapeau d'un de mes officiers. Cette circonstance inopinée me força d'abandonner la grande route, de traverser la savane et les forêts pour me rendre chez Héricourt où je restai trois jours, pour attendre des nouvelles du commandant de l'escadre; mais ce fut toujours inutilement. Seulement, le lendemain, je reçus une lettre du général Rochambeau, qui m'annonçait que la colonne

1 Ce n'est pas l'unique fois que Christophe se trouvait dans cette position désespérée; on le vit lors des campagnes du général Lamarre, dans le Nord, mettre à bas son uniforme de général, et se sauver sous le vœu d'un curé belle.

2 Fontaine (Jean-Pierre), ancien aide-de-camp du général Boureais. C'était parmi les hommes nés un des plus instruits; à l'éducation il joignait, chose rare à son époque, une profonde sympathie pour les malheureux, qu'il considérait sous raison comme les premiers fondateurs de la liberté de la race noire.

Du général Toussaint-l'Ouverture.
là, je donnai connaissance au général Maupesq de mes intentions ; je lui ordonnai la plus vive résistance contre tous ceux qui se présenteraient devant le Port-de-Paix, où il commandait, et dans le cas où il ne serait pas assez fort, n’ayant qu’une demi-brigade 1, d’imiter l’exemple du général Christophe, de se retirer ensuite dans la Montagne, emmenant avec lui les munitions de tous les genres ; là, de se défendre jusqu’à la mort.

Je me transportai à Saint-Marc 2 pour en visiter les fortifications. Je trouvai que cette ville était instruite des événements, flécheux qui venaient d’avoir lieu, et que les habitants l’avaient déjà évacuée. Je donnai ordre d’y faire toute la résistance et que les fortifications et les munitions pourraient être permutées.

Au moment où j’allais partir de cette ville pour me rendre au Port-au-Prince et dans la partie du Sud, et y donner mes ordes, les capitaines Jean-Philippe Dupuy et Isaac m’apportèrent des dépêches de Paul-L’Ouverture 2.

1 La 5e demi-brigade. Ce corps est une des plus célèbres phalanges d’Haiti ; il se prononça en faveur de Rigaud durant la première guerre civile, et en faveur de Péron durée la seconde, interrompant ainsi ses hostilités en faveur de la liberté.

2 Ville de l’Arkansas, célèbre pour avoir donné naissance à Pierre Pinchon, rédacteur de ses premiers traités de paix avec les colons. Elle est encore célèbre pour avoir, le 2 octobre 1810, pris les armes contre la tyrannie de Christophe.

3 L’Ouverture (Paul), frère jumeau de Toussaint, n’était comme lui occupé sur l’habitation Béda ; d’abord aide-de-camp de L’Ouverture, commandant militaire du Mirabalais, chef de la 1e demi-brigade, commandant militaire du Port-au-Prince, enfin général de brigade, il fut du petit nombre d’officiers qui, dès l’auror de la révolution, se furent remarqués par leur humanité, alors que le plus grand nombre se livrât à tous les excès, à toutes les violences.

qui commandait à Santo-Domingo. Tous deux m’annonçaient qu’une descente venait d’avoir lieu à Oyarsav ; que les Français et les Espagnols qui habitent cet endroit s’étaient soulevés et avaient intercepté les chemins de Santo-Domingo. Je pris connaissance de ces dépêches ; en parcourant la lettre du général Paul et la copie de celle du général Kervesau au commandant de la place de Santo-Domingo, qui y était incluse, je vis l’invitation que faisait ce général au commandant de la place et non point au général Paul, comme il est dû le faire, de lui préparer le logement pour sa troupe. Je vis aussi le refus qui avait été fait à cette invitation par le général Paul, jusqu’à ce qu’il eût eu reçu des ordres de moi. En conséquence, je répondais au général Paul que j’approuvais sa conduite, et je lui donnais ordre de faire tout ce qui dépendrait de lui pour se défendre, en cas d’attaque, et même de faire prisonniers le général Kervesau et sa troupe, s’il le pouvait. Je tenais ma réponse aux capitaines dont j’ai parlé. Mais prévoyant, à raison de l’interception des chemins qu’ils pourraient être arrêtés et qu’on leur demanderait leurs dépêches, je les chargeais d’une seconde lettre par laquelle j’ordonnais au général Paul de prendre, avec le général Kervesau, tous les moyens possibles de conciliation. Je prévoyais les capitaines, au cas qu’ils seraient arrêtés, de cacher la première lettre et de n’exhiber que la seconde.

Le général Paul, ne voyant pas arriver si luit qu’il le désirait : mes réponses à ses dépêches, ni envoyé un autre officier
MÉMOIRES

nationalité de ces mêmes dépeches par déposition ; je donnai
seulement un reçu à cet officier et le renvoya. De ces trois
officiers, deux étaient noirs et l'autre blanc ; ils furent arrêtés,
come je l'avais prévu. Les deux noirs furent assignés contre
toute espèce de justice et de raison, contre tous les
droits de la guerre. Leurs dépeches furent remises au général
Kerverneau qui, ayant caché la première lettre, se fit
voir que la seconde au général Paul, c'est-à-dire celle où je
lui ordonnais d'ouvrir en négociation avec le général Ker-
verneau. C'est en conséquence de cette lettre que Santo-
 Domingo s'était rendu.

Ce dépend de déduire, je repris ma route vers le Sud.
À peine étais-je en marche que je fus attiré par une or-
donnance arrêtant à toute brève : elle m'apporait un pa-
quet du général Vermot et une lettre de ma femme.

La première au X (17 février 1819). Il est à regretter que dans
une histoire récente, on ait défiguré le caractère de Paul-L'Ouvertut,
ainsi que les circonstances de sa rédaction. Quoi qu'il en soit, Paul-L'Ou-
vertut fut assisté dans son gran de par les Français. Pendant la guerre
de l'Indépendance, Désirolles le nomme commandant de l'armistement
de Lens ; mais pour se venger des créations de Christophe, nom-
ment de la mort de Saint-Soucy, les Africains de la marine furent pri-
smes à les tuer. On les voyait dans les rue principale, où un homme
de bien, espéce de savant, se fit pour la redistribution
Giverny à la fin de 1819.

Vermot (André), maître, se retient auprès de la Maréchal, en 1814 ;
il devint à la révolution, commandant militaire de cette place qu'il tenait
à l'Ouvertut, quand celui-ci combat sa liberté de son rite ;
marié à une sœur de ce général, il prit lui-même le généralat.
Il mourut au Cap (25 décembre 1819), ministre des finances sous Christo-
ophe qui l'avait fait prêter les Génois. Comme Chaptal était arrêté
de tous les crimes, le claveur perpétuel lui attribue la mort du Vermot ;
puis-être est-ce injustement.

Sussanne (Simone-Baptiste), fut d'accord placée, comme on dit et que

DU GÉNÉRAL TOMASSEY-L'OUVERTURE.

n'annonçaient l'un et l'autre l'arrivée de vingt-deux enfants
et de leur précepteur, venant de Paris, ce que j'avais
ignoré jusqu'alors. J'appuie aussi qu'ils étaient porteurs
der des ordres du premier consul pour moi. Je retournai
suis sans avoir confié à Ennery, où je trouvai effectivement
mes deux enfants et le précepteur respectable que le pre-
mier consul avait eu la bonté de leur faire donner. Je les
embrassa avec la plus grande satisfaction et beaucoup
d'empressement. Je leur demandais de suite s'il était vrai
que furent porteurs de lettres du premier consul pour
moi. Le précepteur me répondit que oui, et me remit effec-
tivement une lettre que j'avais lu jusqu'à moi : puis je
la refusai, en disant que je me réservais de la lire dans

L'un fait sortir aujourd'hui en Bavière, à la haute des bonne
mœurs, avec un maître de son nom de Séraphin, dont elle est une fille, Prisca. Elle
avait l'espoir de l'Ouvertut sans le signe de l'escalope. L'Ouvertut adopte
Prisca ; de la nouvelle et honnête union, naquissent Isaïe et
Saint-Jean.

Prisca et Isaïe-L'Ouvertut furent envoyés en France à bord du
vaisseau le Béarn en 1748 ; placés au collège de l'Académie
qui prit le nom de lyceum colonial, ils y furent élevés avec plusieurs enfants
d'Allemagne, sur la place du Christophe, à Paris, où ils
étaient endormis, et qui montrent de mince et de chevaleresque dans un hôtel de

M. Coëtpez, directeur du lyceum colonial, que le premier consul avait
chargé de m'indiquer L'Ouvertut avec deux enfants.

L'Ouvertut envoya à Ennery dans la nuit de 22 avril (11 mai), onze
Paris, qu'il était alors appelé L'Ouvertut, parce que ce
général y résidait habituellement, est un petit village situé sur la rive
des Génois à la Marquise, au sein d'une délicieuse vallée.
un moment où je serais plus tranquille 1. Je le priai ensuite de me faire part des intentions du gouvernement, et de me dire le nom du commandant de l'escadre que je n'avais pu savoir jusqu'alors. Il me répondit qu'il s'appelait Leclerc, que l'intention du gouvernement à mon égard était très-favorable, ce qui me fut confirmé par mes enfants et ce, dont je me suis assuré ensuite, en achevant de lire la lettre du premier consul. Je leur observai cependant que si les intentions du gouvernement étaient pacifiques et bonnes à mon égard et à l'égard de ceux qui avaient contribué au bonheur duquel jouissait la colonie, le général Leclerc n'avait sûrement pas suivi ni exécuté les ordres qu'il avait reçus, puisqu'il était débarqué dans l'île comme un ennemi et en faisant le mal uniquement pour le plaisir de le faire, sans s'être adressé au commandant et sans lui avoir communiqué ses pouvoirs. Je demandai ensuite au citoyen Coison, précepteur de mes enfants, si le général Leclerc ne lui avait rendu aucune dépêche pour moi, ou s'il ne l'avait pas chargé de me dire quelque chose. Il me dit que non, m'engageant cependant à aller au Cap, pour conférer avec ce général ; mes enfants rejoignirent leurs sollicitations pour m'y déterminer. Je leur représentai « que d'après la conduite de ce général, je ne pouvais avoir en » lui aucune confiance, qu'il avait débarqué en ennemi ; » que malgré cela, j'avais cru de mon devoir d'aller au » devant de lui pour empêcher le progrès du mal ; qu'alors

1 Cette lettre est du 97 brumaire an X (18 novembre 1801). Comp. —
2 les sans réserve, y était en terminant le premier consul à l'Ouverture.
3 sur nos amities, et concluons-nous comme doit le faire un des princes ;
4 peu citoyens de la plus grande nation du monde. " Elle était dans ma lettre en ce —
5 M. Granville était Euroïné ; il tenait une école aux Genesers ; c'est à lui que l'Ouverture avait envoyé le mois de l'éducation de son fils Saint-Jean. Il était père de Granville (Jouanthon), moindre dont j'ai déjà parlé qui, après avoir brillamment servi dans les armées de la moitié, rentre dans son pays s'occuper de l'enseignement, où il forme plusieurs hommes distingués par leurs familles.
6 M. Coison retourne effectivement au Cap avec M. Granville. Il
MÉMOIRES

Dans l'espoir qu'après la volonté que je venais de manifester de faire ma soumission, tout eut pu rentrer dans l'ordre, je restai aux Gonaives jusqu'au lendemain. Là, j'appris que deux vaisseaux avaient attaqué Saint-Marc : je m'y transportai et appris qu'ils avaient été repoussés. Je retournai alors aux Gonaives pour y attendre la réponse du général Leclerc. Enfin deux jours après, mes deux enfants arrivèrent avec cette réponse tant désirée, par laquelle ce général me mandait de me rendre auprès de lui au Cap, et m'annonçait qu'au surplus il avait donné l'ordre à ses généraux de marcher sur tous les points ; que ses ordres étaient donnés, il ne pouvait plus les révoquer. Il me promettait cependant que le général Boudet s'arrêterait à l'Artibonite. J'eusse alors qu'il ne communiquait pas parfaitement le pays ou qu'on l'avait trompé, car pour arriver à l'Artibonite, il faut avoir le passage libre par Saint-Marc, ce qui n'était pas, puisque les deux vaisseaux qui avaient attaqué cette ville avaient été repoussés. Il m'ajoutait encore qu'on n'attaquerait pas le Môle, que seulement on en ferait le blocus, tandis que cet endroit s'était déjà rendu.

Je répondis alors franchement à ce général, « que je ne me rendrais pas auprés de lui au Cap ; que sa conduite ne m'inspirait pas assez de confiance ; qu'il était prêt à lui remettre le commandement conformément aux ordres du premier consul, mais que je ne voulais pas être son lieutenant-général. » Je l'engageai de plus à me faire passer ses intentions, en lui assurant que je contribuerais, par tout ce qui était en mon pouvoir, au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité. Je lui ajoutais enfin que s'il persistait à marcher toujours ou avant, il me ferait à nouveau, bien que je n'avais que peu de troupes. Je lui envoyai cette lettre par une ordonnance très-préssée qui me rapporta de sa part « qu'il n'avait pas de réponse à me faire, et qu'il entrait en campagne. »

Les habitants des Gonaives me demandèrent alors la permission d'envoyer une députation au général Leclerc, ce que je leur accordai; mais il retint cette députation.

Le lendemain je fus instruit qu'il s'était emparé sans coup férir et sans tirer un seul coup de fusil du Dondon.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OÙVERTURE.

Je répondis alors franchement à ce général, « que je ne me rendrais pas auprès de lui au Cap ; que sa conduite ne m'inspirait pas assez de confiance ; qu'il était prêt à lui remettre le commandement conformément aux ordres du premier consul, mais que je ne voulais pas être son lieutenant-général. » Je l'engageai de plus à me faire passer ses intentions, en lui assurant que je contribuerais, par tout ce qui était en mon pouvoir, au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité. Je lui ajoutais enfin que s'il persistait à marcher toujours ou avant, il me ferait à nouveau, bien que je n'avais que peu de troupes. Je lui envoyai cette lettre par une ordonnance très-préssée qui me rapporta de sa part « qu'il n'avait pas de réponse à me faire, et qu'il entrait en campagne. »

Les habitants des Gonaives me demandèrent alors la permission d'envoyer une députation au général Leclerc, ce que je leur accordai; mais il retint cette députation.

Le lendemain je fus instruit qu'il s'était emparé sans coup férir et sans tirer un seul coup de fusil du Dondon.

dragons. Il donna à ces bravos la lecture de la réponse du général Leclerc et leur dit que ce général le menait, par sa conduite, dans le désespoir de faire arrêter ses ennemis et la liberté de ses concitoyens. » Et vous décidez, leur demande-t-il, à m'en servir parmi ou le danger d'appellera-t-il ? — « Général, répondissent les soldats, nous sommes décidés à mourir avec vous, s'il le faut. »

Dès ce jour, Placide et Isaac ne retourneront plus au Cap; le premier pris du service dans la gare et combatit valablement sous les yeux de nos pairs; le second, plus fidèle à la métropole, voudra garder la souvenance et elle reprennera sa mère à Ennery.

1 Cité pour avoir donné naissance à Ogé (Vimont) qui fut roi du Cap, le 23 février 1791. Il avait récidivé, par la voix des armes, l'égalité des droits politiques ou favoris des africains naifs et peints.
j'appris que le Gros-Morne venait de se rendre, et que l'armée devait marcher contre les Gonaives sur trois colonnes. Qu'une de ces colonnes, commandée par le général Rochambeau, était destinée à passer par la Gouave et à rejoindre à La Croix pour me couper le chemin de la ville et les passages du Pont-de-l'Est. 2

J'ordonnai de brûler la ville des Gonaives et, marchai au-devant de la colonne qui se dirigait au Pont-de-l'Est, à la tête de trois cents grenadiers de ma garde commandés par leur chef, et de soixante gardes à cheval, ignorant la force du général Rochambeau. Je le rencontrai dans une gorgè. L'attaque commença à six heures du matin par un feu soutenu qui dura jusqu'à midi. Le général Rochambeau commença l'attaque. J'ai su par les prisonniers que j'ai fait que la colonne était de plus de quatre mille hommes. Pendant que j'étais aux prises avec

1. Bourg situé entre les Gonaives et le Port-du-Prince, en sommet d'une haute montagne; son aspect est des plus pittoresques.
2. Canton montagneux, au sud-est de la Montagne-Noire, où la petite rivière qui haisne l'habitation La Croix et qui vient se jeter dans la rivière de la Quinte prend son source. Un nom de ce canton cette petite rivière tire celui de la Rivière-Couleur.
3. L'Estir sert de limite aux arrondissements des Gonaives et de Saint-Marc. Il peut traverser cette rivière sur un pont de bois qui porte son nom, pour se rendre de l'un à l'autre arrondissement. À l'endroit où se trouve le pont, l'Estir, suivant Mooreau de Saint-Méry, a plus de 150 pieds de large; ses eaux en ont plus de 10 d'écluse; le pont lui-même a 150 pieds de long sur 10 de large.
4. Cette ville, où commandait Vernet (Andel), fut incendiée le 22 octobre en 1817, après un bataille livré au Pont-à-Comeau la division du général Desfarges.
5. Cette gorgè ou celline ne se trouve pas sur l'habitation La Croix; c'est l'île africaine sous le nom de combat de la Rivière-Couleur.
le général Rochambeau, la colonne commandée par le général Leclerc arriva aux Gossiers.

L'affaire de La Croix terminée, je me rendis au Pont-de-l'Ester pour y prendre l'artillerie qui détenait cet endroit, dans l'intention de me rendre à Saint-Marc, où je comptais faire une grande résistance. Mais chemin faisant, j'appris que le général Dessalines, après être arrivé avant moi dans cet endroit, avait été obligé de l'évacuer, et s'était retiré à la Petite-Rivière. Je fus obligé d'après cette nouvelle de retrouver ma marche pour en voyer en avant de moi les prisonniers que j'avais faits à La Croix, et les blesser à la Petite-Rivière, et me déterminai à m'y rendre moi-même. Arrivé chez Couriotte, dans la plaine, j'y laissai ma troupe, et me portai seul en avant. Je trouvai tout le pays évacué. Je reçus une lettre du général Dessalines qui m'instruisait qu'ayant appris qu'on devait attaquer le Cahos, il s'y était rendu pour le défendre. Je lui donnai ordre de venir de suite me joindre. Je fis mettre les munitions de guerre et de bouche que j'avais avec moi dans le Fort-L'Outverture, à la Crête-a-Pierrot. J'ordonnai au général Vernet de se procurer les vases pour contenir l'eau nécessaire à la garnison en cas de siège. À l'arrivée du général Dessalines, je lui ordonnai de prendre le commandement de ce fort et de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Je lui laissai pour cet objet la moitié de mes gardes avec le chef de brigade Magny et mes deux es-

1 Ce n'était pas le général Leclerc qui commandait cette colonne, mais bien le général Desorruexes.

2 L'Outrout avait voulu se rengner dans Saint-Marc, parce que cette place est régulièrement fortifiée. Ce sont les Anglais qui, pendant leur occupation de 1793 à 1798, lui donnèrent le nom de murailles.

3 Dessalines fit incendier cette ville le 6 vendémiaire (24 février 1800), sans avoir essayé aucune attaque et alors que l'armée du général Blauert était arrivée à Mayotte. Dans les détails de guerre, de l'attaque, d'embuscade, d'attaque de différents points, la propre maison de Dessalines, à la construction, l'aménagement, les brûlures avaient coûté plusieurs millions, étant rempli de ces matériaux de la route en avant, il fallait le faire. Il fallait honorer de donner le nom de sacrifice, il le fit de manière solennelle. Après avoir distribué des torches à ses officiers, il en sauta obstiné un grand feu, qu'il alluma obsti-

4 Les habitants de la plaine de l'Artibonne n'étaient réfugiés dans les Cahos.
DU GÉNÉRAL TOUSSaint-L’OuVERTE.  

1. J’y trouvai la proclamation du général Leclerc qui me met hors la loi 1. Persuadé que je n’avais aucun tort à me reprocher, que tout le désordre qui régnait dans le pays avait été occasionné par le général Leclerc, me croyant d’ailleurs légitime commandant de l’île, je réfute sa proclamation et le met lui-même hors la loi 2. Sans perdre de temps, je me remets en marche et reprends sans coup férir Saint-Michel, Saint-Raphaël, le Dondon et la Marémade. Dans cette dernière place, je reçois une lettre du général Dessalines qui m’instruisait que le général Leclerc avait marché contre la Petite-Rivière sur trois colonnes ; que l’une de ces colonnes, passant par le Cahos et le Grand-Fonds, s’était emparée de tous les trésors de la république venant des Gonsaves, et d’argent que les habitants avaient déposé 3 ; qu’elle était tellement chargée de butin qu’elle n’avait pu se porter à sa destination, et

1 Le 12 vendée (2 mars) ; L’Ouverture incendie ce village et se dirige à la Marémade. Rapport du général Desfournes,  
2 Extrait de la proclamation du 28 prusilé au X (17 février 1809).  
3 L’ordre en ce qui suit :  
   Art. 17. Le général Toussaint et le général Christopher sont mis hors la loi, et il est ordonné à tous citoyens de courir aux et les traier comme des rebelles la République française. 
4 Il semblerait que L’Ouverture eût mis le général Leclerc hors la loi dans le basse d’Enney ; cependant la proclamation est datée du 18 vendée (1er mars) au quartier-général de la Petite-Rivière.  
5 Ces colonnes étaient commandées par le général Rochembou ; elle arrivait de Saint-Michel et se dirigeait contre la Petite-Rivière. Elle rencontra, le 11 vendée (2 mars), au Grand-Fonds, sur l’habitation Magana, un camp composé par un moûtré, le chef de bataillon Alpains, un des hommes les plus cruels dont on ait gardé la mémoire ; elle enleva ce camp à la baissont et y trouva le trésor national des Gonsaves, de Saint-Mars et l’argent de quelques officiers, notamment du général Dessalines. Les sommes étaient considérables ; elles furent enlevées au
MÉMOIRES

qu'elle avait été obligée de rétrograder pour déposer ses richesses au Port-Républicain ; que les deux autres colonnes, qui avaient attaqué le fort, avaient été repoussées par le chef de brigade Magny 1 ; que le général Leclerc, ayant réuni plus de forces, avait ordonné une seconde attaque qui avait été également repoussée par lui, le général Desalines, qui était arrivé alors 2.

Instauré de ces faits, je me portai sur Piaissac et m'emparei d'abord du camp de Bidouret, qui domine cette place 3. Ce camp était occupé par des troupes de-

Port-Républicain. Rochambeau délivra ainsi une grande quantité de prisonniers.

1 Cette attaque est lien le 13 vendém. (4 mars). Le fort, couronné par douze pièces de canon de 3 et de 12, avait une garnison de près de dix-huit cents hommes, tirés des 3e, 4e, 2e demi-brigades, de la garde d'honneur, des Mineure-Rouge, des Grenaves et de l'artillerie de Saint-Marc. Celui des lieutenant de Magny qui se distingue le plus dans cette journée, fut Lamartine, chef de bataillon à la 3e demi-brigade. Les Français per dirent à cet assaut plus de cent hommes; le général Deboelle y fut blessé.

2 Cette seconde attaque est lieu le 21 vendém (19 mars). Les Français y perdirent près de quinze cents hommes. C'est après avoir repoussé les Français que le général Desalines envoya le chef de bataillon Lamartine, avec deux cents hommes et deux pièces de canon décorer à l'est du fort une petite redoute pour contenir la division du général Rochambeau qui menaçait davantage le fort L'Ouvrouture.

3 Le 14 vendém. (3 mars). L'Ouvrouture n'avait que les six compagnies de grenadiers qu'il était déchêches de la Picelle-Rivière et que commandait le chef de brigade Gébert ; à la tête de deux compagnies, il s'empara, y ferme en bras, de la position Bidouret et de plusieurs autres qui con vinrent le place. Le lendemain, l'habitation Lefeburet, presque atollée au village de Piaissac, il y est une affaire générale dans laquelle L'Ouvourte est un chefot sous lui; il y fit même blessé. C'est dans ce combat qu'il fut d'abord superficiellement touché, en reconnaissant parmi les Français quelques compagnies de la 3e demi-brigade qu'il pensait

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OUVRURE. 33

gne 1. J'emportai également d'assaut tous les postes avancés.

Au moment où j'allais tomber sur Piaissac, je reçus une let
tre du commandant de la Marmelade, qui me donnait avis qu'une forte colonne venant de la partie espagnole se dirigeait contre cette dernière place. Je me portai alors promptement sur cette colonne, qui, au lieu de se diriger sur la Marmelade, avait marché sur Hinché, où je la poursuivis sans pouvoir l'atteindre. Je retournai rue Gonaives, et me rendis sur la place de la blaine que je considére comme cette ville, prêt à marcher sur le Gros-Morne pour aller délivrer le général Maurepas, qui devait être au Port-de-Paix, ou qui devait s'être retiré dans les montagnes où je lui avais ordonné de camper, ignorant s'il avait déjà capitulé et fait sa soumission au général Leclerc 2. Je reçus une note être encore à défendre le Port-de-Paix. Il savoura au milieu de l'action et terrassera les soldats. C'est-à-dire sur le point de repasser sous nos drapeaux, quand Pratellé, commandant les grenadiers, commanda fût sur lui.

1 La 3e demi-brigade légère.

2 Maurepas (Jacques), après avoir incendié le Port-de-Paix, le 21 plu
tembre (10 février), s'était retiré à la tête de la 3e demi-brigade, dont Bodin était le chef, dans les montagnes dites les Trois-Passons, sur l'habitation Brisset. Le général Hambert occupa les décombres de la ville et marcha, le 31 avril (12 février), contre Maurepas, qui le battit complètement. Leclerc, à cette nouvelle, envoya par le général Deboelle avec quinze cents hommes renforcer le général Hambert, Deboelle, dans la nuit du 30 pluviose au 1er vendém. (19 au 20 février), attaque à son tour; bataillon, il réussit en désordre au Port-de-Paix. Mais, Maurepas, au lieu de continuer la lutte, lui qui seul pouvait en ce moment sauver une possible diversion en faveur de l'Ouvrouture, capitula le 7 vendém. (26 février), et descendit au Port-de-Paix le lendemain 3. Le général Leclerc semble honteux de son courage en la maintenue en avantage. Impli
cé dans l'intransigeance de Capé (français), il fut embarqué sur la bri
gate la Guérillère, capitaine Beaudoin, avec le chef de brigade Bodin

2 Rapport de l'amiral Lescure-Treville, du 12 vendém (4 avril).
MÉMOIRES

la personne du général Leclerc et de tout son état-major ;
mais au moment de l'expiration, j'appris que la garnison,
manquant d'eau, avait été obligée d'œuvrer le fort 1. Si
le projet avait réussi, mon intention était de renvoyer le
général Leclerc au premier consul, en lui rendant un
compte exact de sa conduite, et en le priant de m'envoyer
une autre personne digne de sa confiance, à qui j'aurais
remis le commandement.

Je me retirai au Grand-Fonds 2, pour y attendre la gar-

1 Cette évacuation est liée à l'abattage du mur (24 mars),
après trois jours et trois nuits de bombardements ; déjà on craignait
qu'elles n'étaient pas mortes ou blessées dans le fort principal des effets des bombes
à feu. Malgré tout, ils se sont rendus. Le général rouge, pavillon sans-quartier, avait été écarté aux quatre-vingts des deux
cas, mais qui peut lui attester la faute et la souffrance ? Les troupes, dit
2 M. Dussouliers, dans son été des épuisants, privés d'aucun, de
mouvement, avec cette chaleur accablante, obligées de mettre des
balls de plomb dans les quartiers avec des dormeuses, prenait
sous la initiatives une surprise dure qu'il (sic) trouvait
soit encore plus dure à avaler. Ils (sic) souffraient sans se plaire
par l'impatiente de se reposer. Les troupes ordinairement les deux
soldats promenaient ces deux soldats ennemis sur leur figure
bientôt. Alors les bains déclarèrent la mort ou l'évacuation.
L'évacuation fut décidée et s'opéra à travers les lignes ennemies par
un nouvel arrêté. Dussouliers, professeur de la confusion générale, put se
sauver et aller joindre l'armée française. Ce n'est pas tout,
le soldat qui commanda l'évacuation, car les Français trouvèrent
en fort, L'Evacuation était cinq millions de fendeur ; cependant j'ai
vu imprimer que la cause de l'évacuation fût due principalement au dé-
faut de munitions. Il n'y eut personne qui dirigea cette évacuation.
Dès le règne où s'entraînèrent, avant de se retirer, avait abandonné ce champ de bataille pour aller chercher des

2 Il s'agissait de la Semois-Bréda, car c'est là qu'il était campé
lors de l'évacuation.
nison de la Crête-a-Pierrot et réunir mes forces. Dès que cette garnison y fut arrivée, je demandai au général Dessalles où étaient les prisonniers que précédemment il m'avait dit être au Cahos. Il ne répondit qu'une partie avait été prise par la colonne du général Rochambeau, qu'une autre avait été prise dans les différentes attaques qu'il avait essayées, et que le reste enfin s'était échappé dans les différentes marches qu'il avait été obligé de faire.

On voit par cette réponse que c'est injustement qu'on a voulu imputer les assassins qui furent commis, parce qu'il disait, comme chef, il jura de les empêcher; mais suis-je responsable du mal qui se fait en mon absence et à mon insu ?

Elant aux Gonaives, j'avais envoyé mon aide-de-camp Couppé au général Dessalles pour lui dire de donner ordre au commandant de Léogane de faire sortir tous les habitants, hommes et femmes, et de les envoyer au Port-République.

Le plus horrible des massacres de cette époque fut commis dans la nuit du 2 au 3 février en X (27 au 28 février 1807), à la Paute-Bivrière de l'Aribonie par les ordres de Dessalles. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine; ainsi que le silence de la nuit fut trouble par les cris des victimes expirantes. L'état Vidos, qui se rendait la paix, dit monseigneur, fut emmené en prison. La nuit suivante, un噪de soldats de l'armée, arrivèrent en ville, et les blancs, les esclaves et les femmes, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commandait le chef de bataillon Laffontaine. Les blancs, les noirs, les esclaves, furent conduits derrière la prison de cette place, que commanda
MÉMOIRES

C'était pour empêcher la corruption des mœurs ; c'était pour le bonheur général de l'île, pour l'intérêt de la République. Et j'avais effectivement réussi dans ma tâche ; puisqu'on ne voyait pas dans toute la colonie un seul homme désœuvré et que le nombre des messieurs était diminué au point qu'à part quelques-uns dans les villes, on n'en voyait pas un seul dans les campagnes.

Si le général Leclerc avait eu de bonnes intentions, et il reçut dans son arme le nommé Golart 1 et lui eut-il donné le commandement de la 9e demi-brigade, corps qu'il avait soulevé, alors qu'il y était chef de bataillon ? Il est-il employé ce rebelle dangereux qui fit assassiner les propriétaires sur leurs habitations ; qui envahit la ville du Môle-Saint-Nicolas, qui tira sur le général Clerveaux 2, qui y commandait, sur

1 Golart (Louis), négre, saigné aux environs du Port-de-Paix ; il prit les armes dès le commencement de la révolution. Brave, audacieux, il perdit, durant le guerre contre les Anglais, au commandement du 9e bataillon de la 9e demi-brigade à côté de la place de Jean-Baptiste. Renommé des colons et des Anglais, il se présenta haulement contre l'Ourouverture, quand il le vit accourir les uns et les autres ; il s'empara en V.H. (14 juillet 1791), il l'assida l'endroit de l'intervention avec le chef de bataillon Bellanger, qui commandait à Môle, en favor de Bignard, alors en guerre avec l'Ourouverture. Vaincu, il se retira dans les prés montagnes du Port-de-Paix, et y resta dans toute sa liberté, sans qu'on puisse l'en déloger. Renommé Jean-Baptiste à l'arrivée des Français, il fut réunifié dans ses forces. Golart mourut à Plaisance en plannée X (1807).
2 Clerveaux (Augustin), maître, saigné aux environs de Port-de-Paix. Officier dans une compagnie franche, il fut un des trente, qui le 16 brumaire en II (2 décembre 1793), vivèrent cette commune aux Espagnols. Aussi, Toussaint le fit lieutenant-colonel. Quand ce dernier passa en service de la République, le fortuné de Clerveaux ne fit qu'augmenter : Toussaint, en récompense de plusieurs hauts faits, le fit nommer colonel du 4e régiment à l'organisation de son corps, et enfin général de brigade.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OURTURE.

Le général Maurepas et sur son chef de brigade ; qui fit la guerre aux cultivateurs de Jean-Baptiste, des Monothètes et des hautesurs du Port-de-Paix ; qui poussa l'audace jusqu'à se défendre même contre moi, lorsque je marchai contre lui pour le soumettre à son chef et reprendre le territoire et la ville qu'il avait envahis ! Le jour qu'il osa tirer sur moi, une balle coupant le plumeau de mon chapeau ; Bondère, médecin, qui m'accompagnait, fut tué à mes côtés ; mes aides-de-camp furent démontés. Enfin ce brigand, après s'être souillé de tous les crimes, s'était caché dans une forêt ; il n'en sortit qu'à l'arrivée de l'escadre française. Le général Leclerc eût-il élevé également au rang de chef de brigade un autre rebelle appelé L'Amour Desrances 3, qui a fait assassiner tous les habitants de la plaine du Cul-de-Sac ; qui a soulevé les cultivateurs ; qui a saccagé toute cette partie de l'île, contre lequel deux mois seulement avant l'arrivée de l'escadre, j'avais été obligé de marcher et que j'avais forcé de se retirer dans les forêts. Pourquoi a-t-on reçu inamiablement ces rebelles et d'autres, tandis qu'à mes subordonnés

Lors de l'invasion de 1822, il livre aux Français le département du Chou qué commandait, manifestant ainsi à tout ce qu'il devait au Premier des Noirs. C'était un homme plein de bravoure, mais inutile et perfide cruel. Il mourut au Douan à la fin de 1864.

3 Desrances (L'Amour), négre africain, appartenait à l'habitation Desrances, dans les hautesurs de la Rivière-Pâtée, sur la limite des arrondissements du Port-en-Paix et de Jacmel. Lors de la guerre civile qui existait entre Bignard et Toussaint, sur s'est prononcé en faveur du premier. On lui doit à cette époque le sujet de l'Order de Cataly et de plusieurs autres jeunes hommes qui, plus tard, illustrèrent le pays par leurs armes. Comme Golart, il vécut loin du jour de fer de l'Ourouverture dans les doublins montagneux de Barthez. Il vit, le 2 janvier (21 février 1807), faire sa réunion aux Français, Pempel de Lacroute, qui reçut au Port-en-Paix cette nomination, l'envoye contre Pierre-Louis Diane. Ce de—
et à moi, qui sommes restés constamment fidèles au gouvernement français et qui avons maintenu l'ordre et la tranquillité, on nous a fait à tous la guerre ? Pourquoi veux-tu me faire un crime d'avoir fait exécuter les ordres du gouvernement ? Pourquoi veux-tu m'imputer tout le mal qui a été fait et les désordres qui ont régné ? Tous les faits sont connus de tous les habitants de Saint-Domingue. Pourquoi, en arrivant, n'as-tu pas été à la source du mal ? Les troupes, qui se sont rendues au général Leclerc, en avaient-elles réçu l'ordre de moi ? M'avaient-elles consulté ? Non. Eh bien ! ceux qui ont fait le mal ne m'avaient pas non plus consulté. Il ne faut pas à présent me donner plus de tort que je n'en mérite.

Je fais part de ces réflexions à quelques prisonniers que j'avais. Ils me répondirent qu'on craignait l'influence que j'avais sur le peuple et qu'on n'employait tant de moyens violents que pour la détruire. Cela me fit faire de nouvelles réflexions. Considérant tous les malheurs que la colonie avait déjà essuyés, les habitations détruites, les assassins commis, les violences exercées même sur les femmes, j'observai tous les torts qu'on pouvait avoir à mon égard, n'en se dédirant alors avec le 8ème bataillon de la Garde nationale et quelques officiers.

L'Amour Désarmé fut dès premiers à s'installer contre l'armée française ; il prit le titre de général en chef et reçut des volontaires et de la nourriture pour tous. Ce que ces soldats durent à Débiles, celui-ci en retour à la reine ; il leur fut invité à passer le revêtement des troupes qui étaient complètes sur l'île de Réunion. Désarmé fut ainsi arrêté le 7 mois de 1813 et conduit à la Prison de la Rivière où il fut tué.

1 Toujours l'arrêté du 16 pluviôse que prit l'agent Memrise.

2 Journal dans lequel l'Autorité Locale, adjoint-né de l'Autorité Désarmée.
prisonniers, lors de l'évacuation du Port-au-Prince. J'ordonnai qu'on me les amenât; et après avoir conversé avec eux, je les renvoyai au général Boudet, pour qui je leur remis

consulaires et qu'auquel tous les lois de son métier, qui établissent l'indévisibilité du parlementaire.

Dans un autre cas, en conduisant Sabé et Géoman à la Petite-Rivière où ils furent témoins de la terrible boucherie du 3 vendém. Ils ne durent que par une chance leur salut à l'ordre formé de L'ouverture de leurs lettres et de l'acte de mort. Le jour même de cette boucherie, ils étaient au commandement de la place, à portée du feu, au sein du bataillon d'aviat qui avait sabres et épées à l'attaque, où ils se battent contre l'ennemi malgré l'ordre de l'ouverture de leurs armes et de leurs dossiers. Ils se battent et se défendent avec une arme de la manière de L'ouverture et des Dessins insensés.

Cette loi, les deux parlementaires l'avaient-ils établies dans la préfecture de Bornefort, où le bras de la mort est établi sur notre territoire; déjà ils sont dépendants d'une partie de ses armes, bien que l'ouverture de toutes ses armes soit surveillée à Rochechouart. Leurs armes sont emportées à Rochechouart, où il y a des armes de la manière de L'ouverture et des Dessins insensés.

Bordeaux, où la branche de la mort est établie sur notre territoire; déjà ils sont dépendants d'une partie de ses armes. Ils se battent contre l'ennemi malgré l'ordre de l'ouverture de leurs armes et de leurs dossiers. Ils se battent et se défendent avec une arme de la manière de L'ouverture et des Dessins insensés.

« Tous ceux qui ont été témoins de ces événements ou faits-moi périr avec eux. L'effort était au-dessus des forces de la nature, le véritable prince

Ou un instant respect, une armée réelle d'armées d'apres les parlementaires sont sauvés. Enfin un détachement, sous les ordres du général Jean Faure, enleva, conduisit les parlementaires au Cabo sur l'habituation Vinchonnière; plusieurs fois ils y faisaient être sacrifiés; mais la bravoure et l'humanité de Jean Faure les protégeait même contre des officiers supérieurs. Ce ne fut que le 7 septembre (17 mars) que l'ouverture se fit venir à Chasseneuil et les renvoyèrent pour leur liberté.

« Toussaint-L'Ouverture se plaisait à nous parlementaires de la

Somme, en position où en était venue les choses. Le chef de brigade

Sabé est le courrier de la guerre que nous avions décrit, parce qu'il connaissait l'autorité de la métropole. Toussaint-L'Ouverture lui jeta un regard d'approbation, disant de lui répondre, et

adressant à l'officier de marine en ces termes: « Vous êtes un officier de marine, Monsieur, eh bien ! vous commandez un vaisseau

une lettre avec celle que j'avais écrite au premier consul.

À l'issue de ces expéditions ces deux officiers, j'apprends que le général Hardy a passé la Coupe-à-l'Inde avec son armée, qu'il s'est porté sur ses propriétés, qu'il les a ravagées, qu'il en a enlevé tous ses animaux et surtout un cheval nommé Bel-Argent, dont je faisais le plus grand cas. Sans perdre de temps, je me projetai contre lui avec la force que j'avais; il se tenait près du Dondon. L'affaire s'engagea et fut avec le plus grand cahier depuis onze du matin jusqu'à six heures du soir.

Avant que de partir, j'avais donné l'ordre au général Dessalines d'attendre la réunion de la garde nationale qui avait évacué la Crète-à-l'Epinet et d'aller se camper au Camp-Marshand, le prévenant qu'après le combat je me serais rendu à la Mermadele.

« de l'État, et que, sans vous donner avis, un autre officier vous

remplace en tenant à l'abordage par le gendarme d'avant, avec un

équipe double de sérénas, pourrez-vous être bientôt de chercher à

vous défendre sur le gendarme d'avant?

« Telle est ma position vis-à-vis de la France. » Révolution de Saint-Domingue, Pamplem de Lareux.

Ce texte montre à trois compagnons de dragons, commandés par Morisset et Piettie L'ouverture. L'ouverture, envoyé de Saint-Michel, ordre à Christophe, qui occupait la bataille de la Grande-Rivière, de

marcher pour prendre la division Hardy en tête, tandis que je les prendrais en queue. Il souhaitait que nous soyons les premiers des miracles de la contrep. Le combat est le 5 septembre (19 mars 1809). Christophe manque d'y être fait prisonnier. Hardy se fit frayer du chemin; il fut placé sous

poussière jusqu'à la route du Cap.

Marchand est une habitation située dans la plaine de l'Aristobule, à environ sept lieues de la Petite-Rivière. Dessalines en est plus tard se resi-

dence impériale. Alors une ville s'y dressa comme par enchantement; cette ville, bâtie en bois, perdit à mesure que son fondation; quelque baraque

que demeura quelques fortifications en mauvais état, et y attrait à

Samedi 18 huit de l'île du voyageur.
MÉMOIRES

Arrivé dans cet endroit, je reçus la réponse du général Bouquet, qu'il m'envisageait pour mon neveu Chancy qu'il avait précédemment fait prisonnier 1. Ce général m'assura que ma lettre parviendrait facilement au premier consul, qu'à cet effet il l'avait déjà envoyée au général Leclerc, qui lui avait promis de la faire partir. Sur le rapport de mon neveu et après la lecture de la lettre du général Bouquet, je crus reconnaître en lui un caractère d'honnêteté et de franchise, digne d'un officier français fait pour commander. Je m'adressai en conséquence à lui avec confiance pour le prér d'engager le général Leclerc à entrer avec moi dans des moyens de conciliation. Je lui assurai que l'ambition n'avait jamais été mon guide, mais bien l'honneur; que j'étais prêt à rendre le commandement pour obéir aux ordres du premier consul, et à faire tous les sacrifices nécessaires pour arrêter la progrés du mal. Je lui envoyai ma lettre par mon neveu Chancy qu'il reçut près de lui 2.

1 Le chef d'escadron Chancy, militaire, se joignit aux Cayes vers 1822. Son père était blanc. Sa mère, négresse, sour de L'Outravette, fut emmenée, par le sort de l'esclavage, du Nord dans le Sud de la colonie; elle y devint libre et même propriétaire. Longtemps avant le règlement. Quand L'Outravette vint prendre possession de la ville des Cayes, que Bigaud fut obligé de lui abandonner, il attacha le jeune Chancy à son état-major et le fit bien vite parvenir au grade de chef d'escadron. L'Outravette avait le plus grand confiance dans son éducation. Aussi l'empêcha-t-il de saint-Marc le 50 pluviose 9 (février) près du chef de bataille Dommage, commandant l'arrondissement de Saint-Domingue. Le commandant était préliminaire. L'Outravette, dépit sa déchéance, traitait Dommage de général de brigade, pour mieux exécuter son ordre. Il lui annonna la chute du Cap et du Port-au-Prince. Il s'ensuivit à une résistance désespérée. Chancy fut arrêté dans les hautesurs du Pétit-Goâve, cherchant à gagner l'Île-du-Cabrit et conduit au Port-au-Prince.

2 Chancy, dont on redoutait sans doute le courage et l'avidité dont il pouvait être à L'Outravette dans ses grèves occurrant.

DU GÉNÉRAL TOUBAIDU-LOUVERTE.

Mais deux jours après, je reçus une lettre par une ordonnance pressée, qui m'annonçait qu'il avait fait part de mes intentions au général Leclerc et m'assurant que celui-ci était prêt à entrer en arrangements avec moi, et que ce pouvait compter sur les bonnes intentions du gouvernement à mon égard.

Le même jour, le général Christophe me communiqua une lettre qu'il venait de recevoir du citoyen Vilain 3, demeurant à la Petite-Anse et une autre du général Hardy, lui demandant tous deux une entrevue. Je vis à tout le général Christophe, lui recommandant d'être très-circum- spect. Le général Christophe ne se rendit pas à l'entrevue indiquée par le général Hardy, car il reçut une lettre du général Leclerc qui lui proposait un autre rendez-vous 4. Il m'envoya copie de cette lettre et de sa réponse et me demanda le permission de se rendre dans l'endroit qu'on lui indiquait, ce que je lui permis et il y fut.

Le général Christophe, à son retour, me rapporta une lettre du général Leclerc, qui me disait que ce serait pour lui une belle journée, s'il pouvait m'engager à me concerter avec lui et à me soumettre aux ordres de la République. Je répondis sur-le-champ que j'avais toujours été soumis au gouvernement français, puisque j'étais constamment porté les armes pour lui; que si, dès les principes, on s'était reçu ordre du général Bouquet de ne plus sortir du Port-au-Prince. C'est de cette ville qu'il fut embarqué sur le vaisseau l'Étoile et envoyé en France après l'arrestation de son oncle.

3 Vilain, militaire, commandait la place de la Petite-Anse. Christophe le fit mourir à l'époque de sa révolte; si on ne sait pour quel motif, on sait seulement qu'il n'en fallait pas à ce chef pour accomplir aucun crime.

4 Cette entrevue est lieu au Haut-de-Cabrit le 6 février (1827), Christophe y fit sa soumission au général Leclerc.
comportais avec lui, comme il me le faisait, il n’y eût pas ou en un seul coup de fusil de tirer ; que la paix n’eût pas même été troublée dans l’île, et que l’intention du gouvernement eût été remplie. Je témoignais enfin tant au général Leclerc qu’à Christophe tout mon contentement de ce que celui-ci s’était rendu sans ordre de ma part.

Le lendemain, je dépêchais au général Leclerc mon adjudant-général Foucault, porteur d’une seconde lettre, par laquelle je lui demandais une entrevue à l’habitation d’Héricourt, ce à quoi il se refusa. Cependant Foucault m’assura qu’il avait été très-bien reçu. Je ne me rebutais point. Je lui dépêchai pour la troisième fois mon aide-de-camp Coupped 7 et mon secrétaire Nathaud, pour lui assurer que

1 Ce voit ici que la position de prisonnier et de justiciable où se trouvait l’insurGeant de l’île de l’Ouest de l’île de l’Ouest avait été rendue à la France. Les reproches qu’il s’employait à faire à ma mémoire. La statue de Christophe, contenant cette lettre, achève de consterner tous.

2 Ce voit l’un des monuments de ce général, descendu dans le Sud. La statue de lui, qui est sur la Place de la République à Paris, est rapportée à partir de ce monument. Le capitaine Boyer (Jean-Pierre), qui était général d’Hauteville; tous deux sortaient ensemble pour le Cap sur la frégate. La traversée dans la rade de cette ville tendait à la vente absolue du Duguay-Trouin, où ils participaient à la général. Marathon. Ce capit. fut envoyé en Angleterre et à Compiègne; il est célèbre et est mort dans cette ville.

D'après cette proclamation et la parole d'honneur du général, je me rendis au Cap. 1. Je fis au général Leclerc ma soumission conformément à l'intention du premier conseil ; je lui parlai ensuite avec toute la franchise et la cordialité d'un militaire qui aime et estime son camarade. Il me promit l'ouï du passé et la protection du gouvernement français. Il convint avec moi que nous avions tous deux nos torts. « Vous pouvez, général, me dit-il, vous retirer chez vous en toute sûreté. Mais dites-moi si le général Dessalines obéirait à mes ordres, et si je peux compter sur lui. » Je lui répondis qu'oui, que le général Dessalines peut avoir des défauts comme tout homme, mais qu'il connaît la subordination militaire. Je lui observai cependant que pour le bien public et pour rétablir les cultivateurs dans leurs travaux, comme à son arrivée dans l'île, il était nécessaire que le général Dessalines fût rappelé à son commandement à Saint-Marc et le général Charles Belair 1, à l'Arcahaye, ce qu'il me promit. A onze heures du soir, je pris congé de lui et me retournai chez Héricourt, où je passai la nuit avec le général Frossinet 1, et partis le lendemain matin pour la Marmelade.

Le 13 février du 18 hordel. L'Ouvertour ne se trouvaît pas douteuse de mémoire, car elles ne sont point conformes à l'état qu'on a donné du général de Laguerre, dans sa Révolution de Saint-Domingue.

1 Le 13 février (9 mai 1802).
2 Belair (Charles), jointe et bien noir, était neveu de l'Ouvertour, qui l'envoya dès le commencement de la révolution. D'autres aides de camp de son côté, il passa armé dans la ligne et devint chef de la 2e demi-brigade, puis général de brigade, commandant à l'Arcahaye. On dit qu'il était un des hommes les plus instruits de son temps.
3 Le général Frossinet avait déjà servi dans la colonie pendant la guerre contre les Anglais. C'est alors qu'il s'était lié d'amitié avec l'Ouvertour.

Le surindien, je reçus une lettre du général Leclerc qui m'invitait à lui renvoyer mes gardes à pied et à cheval. 1. Il m'adressait aussi un ordre pour le général Dessalines ; j'en pris connaissance et je fis passer au général Dessalines, en l'engageant à s'y conformer. Et pour remplir d'autant mieux les promesses que j'avais faites au général Leclerc, j'invitai le général Dessalines à se réunir avec moi à moitié du chemin de traverse de son habitation à la mi-journée. Je le persuadai de se soumettre, — ainsi que moi, je lui dis que l'intérêt public exigeait que je fisse de grands sacrifices, que je voulais les faire bien ; mais que pour lui, il conserverait son commandement. J'en dis autant au général Charles, ainsi qu'à tous les officiers qui étaient avec eux ; je vis à bout de les persuader, malgré toute la répugnance, les regrets qu'ils témoignèrent de me quitter et de se séparer de moi. Ils versèrent même des larmes. Après cette entrevue, chacun se rendit à sa demeure respective.

L'adjudant-général Perrin, que le général Leclerc avait renvoyé, passa la revue de cette garde le 15 hordel (4 mai) ; il la fit exécuter de son dévouement à sa personne et à la liberté ; il embrasa au milieu de l'éclat générale les principaux officiers et les engagea à être fidèles au nouvel ordre de choses. — La garde à pied, commandée par Magny, se rendit le 15 hordel (4 mai) à Plassans ; la garde à cheval, commandée par Morisset et Monpoint, se rendirent au Cap. Le député s'empéra des soldats ; beaucoup demandèrent leur congé. Ceux qui restèrent au service formèrent le corps des Gardes du Nord qui rendent le commandement.

1 Dessalines avait fait son séjour à l'habitation Georges, près de Gonaïves, qu'il tenait comme ferme de l'État.
2 Dessalines et Belair réunirent les débris des 3e, 4e, 5e et 6e demi-brigades, ils entrèrent à Saint-Marc le 13 hordel (17 mai 1802), se soumettant ainsi à l'autorité de la France.
envoyé à Dessalines pour lui porter ses ordres, le trouva très-bien disposé à les remplir, puisque je l'y avais engagé précédemment par mon entremise.

Comme on l'a vu, on avait promis de placer le général Charles à l'Arcachay; cependant on ne l'a pas fait 1. Il était inutile que j'eusse ordonné aux habitants du Dondon, de Saint-Michel, de Saint-Raphaël et de la Marmelade de rentrer sur leurs habitations, puisqu'ils l'avaient fait dès que je m'étais emparé de ces communes. Je leur avais enjoint seulement de reprendre leurs travaux accomplis. J'avais ordonné à ceux de Plaisance et des endroits circonvoisins de rentrer chez eux et de reprendre également leurs travaux. Ils me témoignèrent les créances qu'ils avaient qu'on les inquiétait. J'écrivis en conséquence au général Leclerc, pour lui rappeler ses promesses et le prier de tenir la main à leur exécution. Il me fit réponse que ses ordres étaient déjà donnés à ce sujet. Cependant celui qui commandait la place 2 avait divisé sa troupe et envoyé des détachements dans toutes les habitations, ce qui avait

1 Charles Belair fut néanmoins employé plus tard à la surveillance des cultures dans les dépendances de l'Arcachay. Décédé à son poste, il prit les armes après sa cessation; mais appelé à une conférence par Dessalines, qui alors servait la France avec un zèle plein de fidélité, il fut tristement arrêté le 19 fructidor (3 septembre 1807) sur l'habitation Truchot, aux environs de Plaisance et conduit au Gp. où jugé et condamné avec ses familles, le docteur Sansie, il fut fusillé le 15 vendémiaire (4 octobre), tandis que Sansie était pendu. Le courage avec lequel Mme Belair marcha à la pénose énnonce même ses bourreaux. Quant au jeune général, allait sur le plac de sa mort, il ne put s'empêcher de mentionner le comportement de Dessalines, en versant d'abondantes larmes.

2 Le commandant de la place d'Enney était le chef de bataille Perskaudès, de la légion de Saint-Domingue.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OUVERTURE. 73

éffrayé les cultivateurs et les avait forcé de fuir dans les montagnes.

Je m'étais retiré à Enney 1 et en avais donné connaissance au général Leclerc, comme je le lui avais promis. En arrivant dans ce bourg, j'avais trouvé un grand nombre de cultivateurs des Gonaïves; je les avais engagés à retourner sur leurs habitations.

Avant mon départ de la Marmelade, j'avais donné ordre au commandant de cette place 2 d'en remettre l'artillerie et les munitions au commandant de Plaisance, conformément aux intentions du général Leclerc. Depuis j'avais également donné l'ordre au commandant d'Enney de rendre la seule pièce d'artillerie qui y était, ainsi que les munitions, au commandant des Gonaïves.

Je ne m'occupai alors qu'à rétablir mes habitations, qui avaient été incendiées. Je faisais faire, dans une habitation de la montagne 3 qui avait échappé aux flammes, un logement commode pour mon épouse, car elle était encore dans les bois, où elle avait été obligée de se réfugier 4.

Pendant que j'étais occupé à ces travaux, j'appris qu'il

1 Le 19 floréal (9 mai), après le départ de la garde pour Plaisance.
2 Le chef de bataille Déée Laurent, noir.
3 L'ouverture avait dans le quartier d'Enney quatre habitations cafières, qu'il avait obtenues soit du gouvernement, soit de particuliers. Celui de Deschaux, situé dans les monts, où il avait d'abord fixé sa résidence, après sa soumission; c'est là qu'il se tenait; celle de Suncey où demeuraient Mme L'ouverture et les autres membres de sa famille; celle de Rousset et celle de Bonafond. Cette dernière habitait conçu au village d'Enney.
4 L'habitation Deschaux.
MÉMOIRES

était arrivé cing cents hommes de troupes 1, pour loger à
Ennery, petit bourg qui, jusqu'alors, n'avait pas pu conte-
nir plus de cinquante gendarmes pour la police; qu'on
avait également envoyé un très-gros détachement à Saint-
Michel. Je me transportai de suite au bourg; je vis que
toutes mes habitations avaient été pillées et qu'on avait en-
evillé jusqu'aux coffres de mes cultivateurs. À l'instant
même où je portais mes plaintes au commandant 2, je lui
fis apercevoir des soldats qui étaient chargés de fruits de
toute espèce; ces fruits n'étaient pas même mârs. Je lui fis
aussi voir des cultivateurs qui, voyant ces pillages, se sau-
vaient dans d'autres habitations de la montagne.

Je rendis compte au général Leclerc de ce qui se pas-
sait; je lui observai que les mesures qu'on prenait, loin
d'inspirer la confiance, ne faisaient qu'augmenter la mé-
fiance; que le nombre de troupes qu'il avait envoyées était
trop considérable et ne pouvait que nuire à la culture et
aux habitants. Je remontai ensuite dans mon habitation de
la montagne.

Le lendemain, je reçus dans cette habitation la visite du
commandant d'Ennery, et je m'aperçus fort bien que ce
militaire, loin de me rendre une visite d'honnêteté, n'était
venu chez moi que pour reconnaître ma demeure et les
avenues, afin d'avoir plus de facilité de s'emparer de moi,
lorsqu'on lui en donnerait l'ordre. Pendant que je causais
avec lui, on vint m'avertir que plusieurs soldats s'étaient
rendus avec des chevaux et autres bêtes de charge dans
une de mes habitations, près du bourg, où restait une de

1 La 31e demi-brigade légère.
2 Presquidou.

DU GÉNÉRAL TOURAINE-L'OUVERTURE.

mes filles, et qu'ils enlevaient les cafés et autres denrées
qu'ils y avaient trouvées. Je lui en fis mes plaintes. Il me
promit de réprimer ces brigandages et de punir sévèrement
ceux qui s'en rendaient coupables.

Craignant que ma demeure dans la montagne n'inspirât
de la méfiance, je me déterminai à venir dans cette même
habitation qui venait d'être pillée, et qui avait été presque
totale détruite, tout près du bourg, qui n'en est saisi
que de deux cents pas 3. Je laissai ma femme dans
l'appartement que je lui avais fait préparer.

Je ne m'occupais plus qu'à faire de nouvelles plantations
pour remplacer celles qu'on m'avait détruites et à faire
préparer les matériaux nécessaires pour la reconstruction
de mes bâtiments. Mais tous les jours, je m'apprêtais que
de nouveaux pillages et de nouvelles vexations. Les soldats
qui se portaient chez moi étaient en si grand nombre, que
je n'osais pas même les faire arrêter. En vain je portais
mes plaintes au commandant, je n'en reçus aucune
satisfaction. Je me déterminai enfin, quoique le général
Leclerc ne m'eût pas fait l'honneur de répondre aux deux
premières lettres que je lui avais écrites à ce sujet, à lui en
écire une troisième, que je lui envoyai au Cap par un de
mes fils, Placide, pour plus de sûreté. Je ne reçus pas plus
de réponse à celle-ci qu'aux précédentes. Seulement le
chef de l'état-major 4 me fit dire qu'il ferait son rapport.

Quelque temps après, le commandant étant venu de nou-
veau me voir un après-midi, il me trouva, à la tête de mes
cultivateurs, occupé à conduire mes travaux de reconstruc-

1 L'habitation Beaumont.
2 Le général Dupas, qui mourut de la fièvre jaune dans le cologne.
MÉMOIRES

ion... Il fut témoin lui-même que mon fils Isaac repoussait plusieurs soldats qui venaient jusqu'à la porte de mon habitation, couper des bananes et des figues-bananes. Je lui réitérât les plaintes les plus graves. Il me promit encore qu'il empêcherait ces désordres.

Pendant trois semaines que je restai dans cette habitation, chaque jour j'étais témoin de nouveaux pillages; chaque jour je recevais des visites de personnes qui venaient m'empiéter; mais elles furent toutes têmoins que je ne m'occupais uniquement que de travaux domestiques. Le général Brunet lui-même vint et me trouva dans les mêmes occupations. Malgré ma conduite, je reçus une lettre du général Leclerc qui, au lieu de me donner satisfaction sur les plaintes que je lui avais portées, m'accusait d'avoir gardé des hommes armés dans les environs d'Ennery, et m'ordonnait de les renvoyer. Persuadé de mon innocence, et que sûrement des gens malintentionnés l'avaient trompé, je lui répondis que j'avais trop d'honneur pour ne pas tenir les promesses que je lui avais faites, et qu'en lui rendant le commandement, je ne l'avais pas fait sans avoir bien réfléchi; qu'au l'éon mon intention n'était point de chercher à le reprendre. Je lui assurai au surplus que je ne connaissais point d'hommes armés dans les environs d'Ennery, et que depuis trois semaines j'étais constamment resté dans mon habitation à y faire travailler. Je lui envoyai mon fils Isaac pour lui rendre compte de toutes les vexations que j'essuyais, et le prévenant que s'il n'y mettait pas fin, je serais obligé d'abandonner le lieu où je demeurais, pour me retirer dans ma batie sur la partie espagnole.

Un jour, avant de recevoir aucune réponse du général Leclerc, je fus instruit qu'un de ses aides-de-camp, passant par Ennery, avait dit au commandant qu'il était porteur d'ordre pour me faire arrêter, adressé au général Brunet. Le général Leclerc m'ayant donné sa parole d'honneur et promis la protection du gouvernement français, je refusai d'ajouter foi à ce propos; je dis même à la personne qui me conseillait de quitter mon habitation, que j'avais promis de y rester tranquillement et de travailler à réparar les dégâts qui y avaient été commis; que je n'avais point cédé le commandement et renvoyé mes troupes pour faire des sottises; que je ne voulais pas sortir de chez moi; que si l'on venait pour m'arrêter, l'on m'y trouverait; que d'ailleurs je ne voulais point prêter maître à la calomnie.

Le lendemain je reçus une seconde lettre du général Leclerc par mon fils que je lui avais envoyé, conçue en ces termes :

Armée de Saint-Domingue.

«Au quartier-général du Cap-Français, le 10 prairial au X de la République.»

«Le général en chef au général Toussaint.»

«Puisque vous persistez, citoyen général, à penser que le grand nombre de troupes qui se trouve à Plaisance (il est à remarquer que c'est sans doute par erreur que le secrétaire à écrit Plaisance, et qu'il doit y avoir Ennery) effraie les cultivateurs de cette paroisse, je

1 On rapporte que les généraux Voisin et Paul L'Outverture auraient aussi annoncé à L'Outverture le malheur qui le menaçait; mais qu'il ne voyait point d'autre fin à leurs aventures.

2 À juin 1802.

3 Cette personne appartient à L'Outverture lui-même.
MÉMOIRES

« charge le général Brunet de se concerter avec vous pour
le placement d'une partie de ces troupes en arrière des
Convents et d'un détachement à Plaisance. Prévenez bien
les cultivateurs que cette mesure une fois prise, je ferai
punir ceux qui abandonneraient leurs habitations pour
aller dans la montagne. Faisons-nous connaître, aussitôt
que cette mesure sera exécutée, les résultats qu'elle aura
produits, parce que si les moyens de persuasion que vous
employez ne réussissent pas, j'emploierais les moyens
militaires. Je vous salue. »

Le même jour je reçus une autre lettre du général Brunet
dont suit un extrait :

ARMÉE DE SAINT-DOMINGUE.

 meu quartier-général de l'habitation Georges 1, le
15 prairial 30 X de la République 2.

« Brunet, général de division, au général de division
Toussaint-l'Ouverture.

« Voici le moment, citoyen général, de faire connaître
d'une manière incontestable au général en chef que ceux
qui peinent le tromper sur votre bonne foi, sont de mal-
honneurs coloniateurs et que vos sentiments ne tendent
qu'à ramener l'ordre et la tranquillité dans le quartier
que vous habitez. Il faut me seconder pour assurer la libre

1 C'est la même habitation que Dessalines avait ou à terre.
2 7 juin 1807.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'Ouverture.

« communication de la route du Cap qui depuis hier ne
l'est pas, puisque trois personnes ont été égorgées par
une cinquantaine de brigands entre Ennery et la Coupe-
à-Pintade. Envoyez auprès de ces hommes saignants
des hommes dignes de votre confiance, que vous paierez
bien ; je vous tiendrai compte de votre dépensé.

« Nous avons, mon cher général, des arrangements à
prendre ensemble qu'il est impossible de traiter par
lettres, mais qu'une conférence d'une heure terminerait;
si je n'étais pas excédé de travail, de tracas minuites,
j'aurais été aujourd'hui le poète de ma réponse ; mais
ne pouvant ces jours-ci sortir, faites-le vous-même ; si vous
êtes rétabli de votre indisposition, que ce soit demain ;
 quand il s'agit de faire le bien, on ne doit jamais retarder.

« Vous ne trouverez pas dans mon habitation champêtre
tous les agréments que j'ose désirer réunir pour vous
y recevoir ; mais vous y trouverez la franchise d'un
galant homme qui ne fait d'autres vœux que pour la
prospérité de la colonie et votre bonheur personnel.
« Si madame Toussaint, dont je désire infiniment faire
la connaissance, voulait être du voyage, je serai content.
« Si elle a besoin de chevaux, je lui enverrai les miens.

« Je vous le répète, général, jamais vous ne trouverez
d'ami plus sincère que moi. De la confiance dans le
capitaine général, de l'amitié pour tout ce qui lui est
subordonné et vous joindrez de la tranquillité.

« Je vous salue cordialement.

(Signé) BRUNET. »

« P. S. Votre domestique qui va au Port-au-Prince a
passe ici ce matin : il est parti avec sa passe en règle. »
NÉCROLOGIE

Ce même domestique porteur de cette passe en règle était au contraire arrêté : c’est lui qui est dans les prisons avec moi 1.

Après ces deux lettres, quoique indisposé, je me rendis aux sollicitations de mes fils et d’autres personnes, et partis pourtant la nuit même pour voir le général Brunet, accompagné de deux officiers seulement 2. À huit heures du soir, j’arrivai chez ce général. Quand il m’eût introduit dans sa chambre, je lui dis que j’avais reçu sa lettre, ainsi que celle du général en chef, qui m’invitait à me concéter avec lui et que je venais pour cet objet ; que je n’avais pas pu emmener mon épouse, suivant ses désirs, parce qu’elle ne sortait jamais, ne voyant aucune société et ne s’occupant uniquement que de ses affaires domestiques ; que si, lorsqu’il serait en tournée, il voulait bien lui faire l’honneur de la visiter, elle le recevrait avec plaisir. Je lui observai qu’étant malade, je ne pouvais pas rester longtemps avec

1 Ce domestique s’appelait Mars Piusier, était maitre de la Porte-princesse. Le fidèle qu’il conserva à L’Ouvrure jusqu’à ses meilleurs jours de santé, à son retour de ce mémoire. II se servait par à-dire arrêté au service de ses maitres, et conçu en chef de brigand en compagnie jusqu’à Nantes, où il fut mis en prison. Ce fut la le coup le plus douloureux pour L’Ouvrure. Elles, lors qu’il fut complètement séquestré. Il ne recevait, et encore que rarement, le visite du commandant de chasse, le chef de bataillon Baill (Louis-Henri), et du secretaire, M. Jeanin. 

2 Mars Piusier, qui était aussi renommé dans le sort d’un certain M. Rigaud, qu’on vint d’y envoyer, essuyèrent voilement d’appartenir à cette grande entreprise de consolation. Le cas de tant de rigueur provoqua sans doute de nouvelles désastres qui le gouvernement recevait de Saint-Domingue.

Mars Piusier demanda à être jugé ; alors il fut mis en liberté et retourna plus tard dans son pays où il mourut.

Les chefs d’escadron Coas et Plaisance L’Ouvrure.

DU GÉNÉRAL TOUSSEIN-L’OUVRURE.

Lui, que je le prains en conséquence de terminer le plus tôt possible nos affaires, afin de pouvoir m’en retourner. Je lui communiquai la lettre du général Leclerc. Après en avoir pris lecture, il me dit que je ne lui avait encore reçu aucun ordre de se concéter avec moi sur l’objet de cette lettre ; il me fit ensuite des excuses sur ce qu’il était obligé de sortir un instant ; il sortit en effet, après avoir appelé un officier pour me teurer compagnie.

À peine était-il sorti, qu’un aide-de-camp 3 du général Leclerc entra accompagné d’un, très-grand nombre de grenadiers, qui m’entourèrent, s’emparaient de moi, me garrotaient comme un criminel et me conduisaient à bord de la frégate la Créole 4. Je réclamai la parole du général Brunet et les promesses qu’il m’avait faites ; mais infâlement, je ne le vis plus. Il s’est probablement caché pour se sauver aux reproches bien mérités que je pouvais lui faire 5. J’apris depuis qu’il s’était rendu coupable des

3 Le chef d’escadron Bara.

4 L’Ouvrure fut embarqué à nuit ; il avait emprunté presque un mois complet à Ennery, depuis sa nomination au général Lecercer.

5 Brunet (Jean-Baptiste), né en Seine, le 31 août 1763 ; les soldats français eux-mêmes, le surmirent le Gendarme, en casse de l’arrestation du Premier des Ours. Cette promesse ne fut pas son seul acte de hérésie. Il prépare, avec la coopération de Dascalique, celle du général Maupeou. Le lecteur ne sera pas étonné de connaître le jugement que le général Brunet portait sur le compte de ses expéditions ; il écritait dans une lettre de trois sous joignant complémentaire en X (10 septembre 1810), datée du Gres-Marie et adressée au général Lecercer : « Ne cruyez pas, mon général, que je dise des Delapalme une confidence avouée ; je sens que vous avez bousqué de lui et que je vous ai révélé sans un homme de sa trame et de son caractère. Il s’agit de cher cher ou en former un, afin de tout terminer dans la colonie : voici une opinion sur son compte. — Il m’a dit en toute sa confiance et son amitié près de vous, je lui ferai tout dire ; il a beaucoup d’amour-
plus grandes vexations envers ma famille ; qu’au-dessous de mon 
arrestation, il avait ordonné à un détachement de se porter
sur l’habitation où je demeurais avec une grande partie de
ma famille, pour la plupart femmes, enfants ou cultivateurs,
qui il avait ordonné de faire fou dessus, ce qui avait formé
ces malheureuses victimes à fuir à demi nues dans les bois;
que tout avait été pillé et saque ; que l’aide-de-camp 
1 du
général Brunet avait même enlevé de chez moi cent dix
portugaises qui m’appartenaient et soixante onze 2 qui
appartenaient à une de mes nièces, avec tout mon linge et
celui de mes gens.

Ces horreurs commises dans ma demeure, le commandant d’Ennery se portant à la tête de cent hommes sur l’habitation
où étaient ma femme et mes sœurs, les arrêta sans leur
donner même le temps de prendre du linge, ni aucun de

1 propre ; il n’aime pas ; il veut la liberté en ce qu’il croit être la
2 liberté de se couler ; le mot escrache le révoltait insensiblement.
3 d’approuver tout ce qu’il m’a proposé. Mais je sais lui faire faire ce
4 que je veux, surtout quand il est avec moi ; ni vous pouvez vous passer
5 de lui après, je le ferai venir près de moi ; je lui démontrerai la
6 perte de Béarnapis ; il ne sera convaincu et ne proposera lui-même
7 de nous l’envoyer pour le faire jouer ; alors il se met
8 lui-même plus farouchement au but de notre campagne, et il devient de
9 plus en plus la terre des traitres et un épouvantail plus efficace pour
10 les cultivateurs.

11 Le général Brunet gouvernait en dernier lieu 44 ville des Cayes ; il
12 l’écrase devant le général Goffan. Il fut un des généraux qui signèrent
13 les capitulations de Paris en 1814. Il mourut à Paris, le 29 septembre 1814.
14 1 Cet aide-de-camp s’appelait Grand-Singe ; il était chef d’escadron.
15 Il portait une veste cinquante dix contins. Or, les cent quatre-vingt dix
16 portugaises nous représentaient près de sept mille trois cents quatre-vingt-cinq
17 francs. C’était la totalité du premier des Noirs, que nous en
18 prétendons qu’il avait subi ces sommes inouïes.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L’OuVERTURE. 83
leurs effets, ni aucun des miens qui étaient en leur pouvoir.
On les conduisit comme des coprophages aux Gonaïves et de là
tout de bord de la frégate la Guerrière.
1

Lorsque je fus arrêté, je n’avais d’autres vêtements que
celui que je portais sur moi. J’écrivis à mon épouse pour la
prier de m’envoyer les choses dont j’avais le plus pressant
besoin au Cap, où j’espérais qu’on allait me conduire. Ce
billet avait été remis à l’aide-de-camp du général Leclerc
avec prière de le faire passer ; mais il ne parvint pas à sa
destination, et je ne reçus rien.

Dès que j’eus à bord de la frégate la Crédité, on mit à la
voile et on me conduisit à quatre lieues du Cap, où se
trouvait le vaisseau le Héros à bord duquel on me fit
monter. Le lendemain mon épouse, ainsi que mes enfants
qui avaient été arrêtés avec elle, y arriva aussi. On mit de
suite à la voile pour France 3. Après une traversée de trente-
deux jours, perdant laquelle j’essuyai non-seulement les
plus grandes fatigues, mais même des désagréments tels
qu’il était impossible de se l’imaginer, à moins d’en avoir été
5 1 C’est la même frégate qui devait porter au Cap le général Maurepas.
2 Le Héros était commandé par le chef de division Savary. « En me
3 renversant, dit le premier des Noirs au capitaine Savary, en montant
4 à son bord, on m’abattit à Saint-Domingue que la troue de l’arbre de
5 liberté des Noirs ; il répondit, parce que les racines en sont pro-
6 fundes et sombres. » Pamphlet de Larkin. Révolution de Saint-
7 Domingue.
8 2 Le Héros mit à la voile dans la nuit du 26 au 27 mai (16 au 16
8 juin 1802).
9 Le Héros arrive à Brest le 23 août (7 juillet) après une traversée
10 de vingt-sept jours. L’Ouverture, en repoussant encore deux jours, se
11 trouve en désaccord avec le Moniteur et avec son file, R. Lasse. Voyez les
12 Moniteurs si intéressants publiés à la suite de l’Histoire de l’expédition
13 du Français en Saint-Domingue, par Antoine Miret.
dû me dire : "Je vous avais donné ma parole et promis la protection du gouvernement ; aujourd'hui, puisque vous vous êtes rendu coupable, je vais vous enverger auprès de ce gouvernement, pour rendre compte de votre conduite."

Ou bien : "Le gouvernement vous ordonne de vous rendre auprès de lui, je vous transmets cet ordre."

Mais point du tout : il a au contraire agi envers moi avec des moyens qu'on n'a jamais employés même à l'égard des plus grands criminels. Sans doute je dois ce traitement à ma couleur ; mais ma couleur... ma couleur m'a-t-elle empêché de servir ma patrie avec zèle et fidélité ? La couleur de mon corps n'a été à mon honneur et à ma bravoure ?

A supposer même que je fusse criminel et qu'il y eût des ordres du gouvernement pour me faire arrêter, était-il besoin d'employer tant de moyens pour arrêter ma femme et mes enfants sur leurs propriétés, sans respect et sans égard pour le sexe, l'âge et le rang ; sans humanité et sans charité ? Fallait-il me faire fou sur mes habitudes, sur ma famille, et faire piller et saccager toutes mes propriétés ?

Nou. Ma femme, mes enfants, ma famille ne sont chargées d'aucune responsabilité. Ils n'avaient aucun compte à rendre au gouvernement ; on n'avait pas même le droit de les faire arrêter.

Le général Leclerc doit être franc : avait-il craint d'avoir un rival ? Je le compare au sénat romain, qui poursuivit Annibal jusqu'au fond de sa retraite.

A l'arrivée de l'escadre dans la colonie, on a profité de mon absence pour s'emparer d'une partie de ma corres-

par nos amis bienveillants Clervaux, Christophe et Deslauriers. Ce dernier fut le plus aimé à la porte du Premier des Noirs, Mémoires d'Isaac L'ouverture.

1 L'ouverture se trouva encore ici ; il ne resta que trente-trois jours en route de Brest ; car, suivant la lettre du préfet maritime au ministre de la marine, il fut débarqué à Landerneau, le 18 thermidor (13 août 1802).

2 Beaucoup de rapports furent, en effet, dirigés contre L'ouverture.
pandance qui était au Port-Républicain; une autre par-
tie, qui était dans une de mes habitations, s'était éga-
lement saisie après mon arrestation. Pourquoi ne m'a-t-
ou pas envoyé avec cette correspondance pour rendre
compte de mes opérations? On a donc saisi tous mes pa-
pier pour m'imputer des fautes que je n'ai pas commises;
mais je n'ai rien à redouter; cette correspondance suffir-
ait pour ma justification. On m'a envoyé en France ou comme un
ver; on a saisi mes propriétés et mes papiers; on a répandu
les calomnies les plus atroces sur mon compte.
N'est-ce pas couper les jambes à quelqu'un et lui ordonner
de marcher? N'est-ce pas lui couper la langue et lui dire de
parler? N'est-ce pas enterrer un homme tout vivant?

Au sujet de la Constitution, pour laquelle on a voulu
m'accuser, après avoir chassé de la colonie les ennemis de
la République, calmé les factions et réuni tous les partis;
après la prise de possession de Saint-Domingue, voyant
que le gouvernement ne voyait ni lois ni arrêtés concer-
nant la colonie, sentant l'urgence d'établir la police pour
la sûreté et la tranquillité de chaque individu, je fis une
invitation à toutes les communautés d'envoyer des députés
pour former une assemblée centrale composée d'hommes
sages et éclairés, et leur confier le soin de ce travail.
Cette assemblée formée, je fis connaître à ses membres
qu'ils avaient une tâche pénible et honorable à remplir,

1 L'assemblée centrale était composée de six députés: MM. Bollène,
ancien maire du Port-au-Prince, père du général mulâtre du même
nom, Lacour, André Cyflet, Gestion Noiglet, Jean Moncreif, François
Morin, Charles Ross, André Magnan, Étienne Viart et Jilein Ray-
mund. Ce dernier seul était mulâtre, les autres blancs. Ce fut Bollène qui
préside l'assemblée. La Constitution fut publiée le 14 mens en IX
(3 juillet 1801).

1 L’Ouvrage se fut nommer par la Constitution gouvernement à vie de la
colonie, avec le droit d'élire son successeur et de nommer à toutes les
charges. C’était la proclamation de l'Indépendance de Saint-Domingue.
Le métropolitain, sous la pression de ce droit, résolut
l'expédition de l’an X. « Tousaint avait bien, dit Napoleon dans ses Mé-
moires, qu’un proclamat de constitution, il avait jeté le masque et
s'ajouté l'épée du foureau pour toujours. »

2 Extrait de la lettre du premier conseil du 27 brumaire au X (18 no-
embre 1801), déjà citée : « La constitution que vous avez faite, en
renfermant beaucoup de bonne chose, en changeant qui sont centraux
à la dignité et à la souveraineté du peuple français, dont Saint-Da-
mongue se forme qu'en partie. »

3 Ces paroles revinrent souvent à la bouche de L'Ouvreur; il
aimait encore à dire : " Si ne faut pas que le mal péste pour le bien et
le bien pour le mal; il ne faut pas que ce qui est deux soit une et que
Dans une conversation que j'eus au Cap avec le général Leclerc, il me dit qu'étant à Sémara ; à la tête de l'île, il avait envoyé un espion à Santo-Domingo, pour savoir si j'y étais ; que cet espion lui avait rapporté qu'effectivement j'étais dans cette ville. Pourquoi ne vint-il pas m'y trouver pour me transmettre les ordres du premier consul, avant de commencer les hostilités ? Il eût vu l'empressement que j'aurais mis à y souscrire. Il profita au contraire de mon séjour à Santo-Domingo pour se rendre au Cap et envoyer des détachements sur tous les points de la colonie. Cette conduite prouve qu'il n'avait l'intention de rien me communiquer.

Si le général Leclerc est allé dans la colonie pour faire du mal, on ne doit pas me l'imputer. Il est vrai qu'on ne peut s'en prendre qu'à un de nous deux ; mais, pour peu qu'on veuille me rendre justice, on verra que c'est lui seul qui est l'auteur de tous les maux que l'île a essuyés, puisque, sans me prévenir, il est entré dans la colonie, qu'il l'a trouvée intacte ; qu'il est tombé sur les habitants qui travaillaient, et sur tous ceux qui avaient contribué à la conservation de la colonie, en versant leur sang pour la mère-patrie. Voilà précisément la source du mal.

Si deux enfants se battent ensemble, leur père ou leur mère ne doit-il pas les en empêcher, s'informer quel est l'agresseur, le punir ou les punir tous deux, en cas qu'ils aient tous deux tort ? De même le général Leclerc n'avait pas le droit de me faire arrêter. Le gouvernement ne qui est amer soit doux. Il appelait cette foison de l'espraiser parler négre.

C'est à ce cap que l'escadre française se rallia pour la dernière fois.

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OUVERTEUR.

seul pourroit nous faire arrêter tous les deux, nous entendre et nous jurer. Cependant le général Leclerc juit de la liberté, et moi je suis dans le fond d'un cachot...

Après avoir rendu compte de ma conduite depuis l'arrivée de l'escadre à Santo-Domingue, j'enterrai dans quelques détails sur celle que j'ai tenue avant le débarquement.

Depuis que je suis au service de la République, je n'ai jamais reçu un sol d'appointments ; le général Laveaux, les agents du gouvernement, toutes les personnes comptables qui avaient l'inspection de la caisse publique pouvaient me rendre cette justice, que personne n'a été plus délicat, plus désintéressé que moi. J'ai seulement reçu quelquefois le traitement de table qui m'était accordé ; encore, très-souvent je n'ai pas demandé. Si j'ai donné l'ordre de pendre quelques sommes à la caisse, c'était toujours pour le bien public, l'ordonnateur les faisait passer où le bien du service l'exigeait. J'ai comparaison qu'une fois seulement, étant éloigné de chez moi, j'ai emprunté six mille livres du citoyen Smith, qui était ordonnateur du département du Sud.

Voici en deux mots ma conduite et les résultats de mon administration : à l'évacuation des Anglais, il n'y avait pas un sol au trésor public ; on était obligé de faire des emprunts pour payer les troupes et les salaires de la

1 L'Odéter, qui, comme tous les colons insurgés du Nord, avait passé au service du gouvernement espagnol, alors en guerre avec la France, fit à la Parmesac, le 15 prairial an II (14 mai 1794), sa résignation au général Laveaux, gouverneur de Saint-Domingue. Il fut fait par ce gouverneur chef de brigade, commandant aux Gonaïves et dépendances.
RÉPUBLIQUE. A l'arrivée du général Leclerc, il a trouvé trois millions cinq cent mille livres en caisse 1. Quand je rentrai aux Cayes, après le départ du général Rigaud 2, la caisse était vide; le général Leclerc y a trouvé trois millions; il en a trouvé de même et à proportion dans toutes les autres caisses particulière de l'île. Ainsi on voit que je n'ai servi ma patrie pour l'intérêt; mais qu'au contraire, je l'ai servie avec honneur, fidélité et probité, dans l'espoir de recevoir un jour des témoignages flatteurs de la reconnaissance du gouvernement; toutes les personnes qui m'ont connu me rendront cette justice.

J'ai été esclave, j'ose l'avouer; mais je n'ai jamais essuyé mesures répréhensibles de la part de mes maîtres 3.

1. Bien que dans la caisse du Port-Royaliste.
2. Rigaud (André), maître, auquel aux Cayes, le 17 janvier 1801. Il s'est avec délicatesse et rage pour l'ouverture se mêler avec les Anglais et les colons contre la France républicaine; il prit les armes dans le Sud, le 29 prairial au VII (17 juin 1799); après une lutte mémorable, il fut contraint de s'enrôcher pour l'Europe, le 16 thermidor au VIII (19 juillet 1800). Il revint avec l'expédition française; déporté, il se répandit dans la colonie qu'en 1810. Rigaud était taillé pour les grandes choses: son seul chef-d'œuvre, jusqu-il souvint, c'était de ne pas être nitre.
3. Il aimait encore à répéter: « Le premier qui fut moi fut un soldat honnête ». 

Cette réminiscence dénue quelle était l'étendue de son ambition. Il mourut aux Cayes, le 16 septembre 1811.

Le maître de L'ouverture était le comte de Brede, cousin du comte de Noé, qui avait aussi des habitation dans la Plaine-du-Nord; on qui dit souvent créée que L'ouverture appartenait à cette dernière famille. Le comte de Brede, comme tous les grands plantateurs, passa dans les contrées que les Anglais occupaient à Saint-Domingue; réfugié à Arca-

haye où commandant le tailleur maître Lapeinte (Jean-Baptiste), rican, pouvait, chagrins, découragé surtout par le proclamation de la liberté

91

DU GÉNÉRAL TOURAINT-L'OUVERTURE.

Je n'ai jamais rien lié à Saint-Domingue pour le bonheur de l'île; j'ai pris sur mon repos pour y contribuer; je le sais tout sacrifié; je me faisais un devoir et un plaisir de développer la prospérité de cette belle colonie. Zèle, activité, courage, j'ai tout employé.

Il était évident par les ennemis de la République; je n'avais alors qu'une quarantaine de mille hommes armés de piques. Je les renvoyai à la culture et organisai quelques régiments, d'après l'autorisation du général Laveaux 1.

La partie espagnole s'était jointe aux Anglais pour faire généralement, il passa un jour un singulier marché avec Lapeinte. Le tiers de la prise des ennemis, Lapeinte, qui ne reçut pas à la durée de la liberté générale, dit au contre, pour lui relever le moral:

"Tenez, je vous achète votre vieux nitre. — Lequel, répond le vieux "contre, comme se révélant en souriant? — Votre cousin de Troussault, « qui se dit L'ouverture, je vous l'achete tout générale qu'il est. » La vente de L'ouverture fut effectivement passée du bon ordre, moyennant huit cent guirons [environ quatre quinze quatre-vingt francs].

Lapeinte évacua la colonie avec les Anglais; il ne revint au Port-au-

Prince que vers 1811. Le capitaine La Ruine Laveaux, dont il avait fait devenir un frère à L'archevêque dont on se rappelle, au Port-au-Prince, la violence du caractère, jura de le mettre sur le rouage, s'il avait y déserter. Lapeinte, convaincu que l'indépendance était le nomme, était depuis huit jours confiné à son bord. Mais Pélon, alors préfet de la République, bien qu'il professait contre Lapeinte un juste et profond respectement à cause du grand mal qu'il avait fait à la cause de la liberté, ordonna, avec sa grandeur d'âme ordinaire, que Lapeinte descendit à terre, en faisant venir ses gouvernants La Ruine et l'autorissant que s'il avait l'audace de toucher à Lapeinte, il le ferait passer par les armes sous jugement. Pélon refusé de voir Lapeinte, qui se glissa jusqu'aux Cayes où il vécut et mourut dans l'ignominie.

1. Comme il était au Cap les 1er, 2e et 3e régiments, L'ouverture organisée aux Gominaux, aux Dondon, à la Marmelade, etc., le 4e régiment, dont Dessalines est le commandement; le 5e, Mapou; le 6e, Corneaux; le 7e, Desroulède; le 8e, Ridel-Caroume.
la guerre aux Français. Le général Desfournes fut envoyé pour attaquer Saint-Michel avec de la troupe de ligne bien disciplinée; il ne put prendre cette place. Le général Laveaux m'ordonna de l'attaquer, je l'emportai. Il est à remarquer que lors de l'attaque du général Desfournes, la place n'était pas fortiée, et que lorsque je m'en emparai, elle était fortiée et flanquée de bastions dans tous les coins. Je pris également Saint-Raphaël, Hinche, et rendis compte au général Laveaux. Les Anglais étaient retranchés au Pont-de-l'Estre, je les en chas-
sai. Ils étaient en possession de la Petite-Rivièrè; je n'avais pour toutes munitions qu'une caisse de cartouches qui était tombée dans l'eau en allant à l'attaque; cela ne me rebuta pas. Je m'emparai aussitôt cette place avant le jour avec mes dragons, et fis toute la garnison prisonnière. Je l'envoyai au général Laveaux. Je n'avais qu'une pièce de canon; je pris neuf à la Petite-Rivièrè. Au nombre des postes que je pris à la Petite-Rivièrè, j'attaquai et emportai d'assaut une fortification défendue par sept pièces de canon. Je m'emparai également sur les Espa-
gnols des camps retranchés de Mireut et de Dubourg aux Verrettes. Je livrai et gagnai aux Anglais une fameuse bataille qui dura depuis six heures du matin jusqu'à la nuit. Cette bataille fut si sanglante que les chemins étaient couverts de morts, et qu'on voyait de toutes parts des ruissaux de sang. Je m'emparai de tous les bagages et munitions de l'ennemi; je fis un grand nombre de prisonniers. Je l'envoyai tout au général Laveaux, en lui rendant compte de l'action. Tous les postes des Anglais

1 Cette sanglante action est liée à la fructidor en III (9 août 1793).

DU GÉNÉRAL TOUSSAINT-L'OUVERTURE.

sur les hauteurs de Saint-Marc furent repris par moi; les fortifications en mur dans les montagnes du Fond-Baptiste et des Délits, le camp de Droëut dans la montagne des Matheux, que les Anglais regardaient comme imprenables, les citadelles du Mirebalais, appelé le Gibraltar de l'île, occupées par onze cents hommes, le fameux camp de l'Ardil-
du-Saint, les fortifications à trois étages en ménagère du Trun-d'Éau, celles du camp de Décaye, et du Beau-
Rien, en un mot toutes les fortifications que les Anglais avaient dans cette partie ne purent me résister, non plus que celles de Naye, de Saint-Jean de la Magallana, de Las-
Mathas, de Bonique et autres lieux occupés par les Espagnols; tout fut remis par moi au pouvoir de la Répu-
blique. Aussi, je cours les plus grands dangers; je faisais plusieurs fois être fait prisonnier; je versai mon sang pour ma patrie; je reçus une balle dans la hanche droite, que j'ai encore dans le corps; je reçus une contusion violente à la tête, occasionnée par un boulet de canon; elle m'é-
braisa tellement la mâchoire que la plus grande partie de mes dents tomba, et que celles qui me restent sont, encore très-vacillantes. Enfin je reçois dans différentes occasions suivant le rapport de L'Ouverture général Laveaux; elle se passa

du général Laveaux; elle se passa depuis le soir du bourg des Verrettes jusqu'à l'habitabilité Morau, sur la route de Saint-Marc. Le colonel Besseaur, qui commandait pour les Anglais, y perdit quatre pièces de canon, lors des bagages et ses blessés; lui-même il fut obligé d'abandonner son cheval et de jeter à travers les bois Duboutreuil, Doisselins, Valleray, Coreveux se faisaient particulie-

ment remarque dans cette mémorabile journée.

1 Voyez pour les détails de la plupart de ces combats, Vie du Toussaint-

L'Ouverture, par Saint-Béat. Poés, 1569, chez Mouet, rue de La

Harpe, 90.

"C'est donc à cette terrible occasion que L'Ouverture reçut pendant

une de ses nombreuses tentatives vers Saint-Marc, qu'il défit la part de ses désirs. Cependant ce n'est que faire remonter cette part de désir

à une époque antérieure à la révolution, et on fera dire le surmonde de.
du général Tourland—L'ouverture.

dix-sept blessures dont il me reste encore les cicatrices honorables. Le général Laveaux fut témoin de plusieurs de mes actions. Il est trop juste pour ne pas me rendre justice : il dira si jamais j'assistai à sacrifier ma vie, lorsqu'il s'agissait de procurer quelque bien-être à mon pays et quelque triomphe à la République.

Si je voulais compter tous les services que j'ai rendus dans tous les genres au gouvernement, je me fardais plusieurs volumes ; encore n'en finis-je ? Et pour me récompenser de tous ces services, on m'a arrêté arbitrairement à Saint-Domingue ; on m'a garotté et conduit à bord comme un criminel, sans égard pour mon rang, sans aucun ménagement ! Est-ce là la récompense due à mes travaux ? Ma conduite me faisait-elle attendre un pareil traitement ?

J'avais de la fortune depuis longtemps ; la révolution m'a trouvé avec environ six cent quarante-huit mille francs.

Je les ai épargnés en servant ma patrie. J'avais seulement acheté une petite propriété pour y établir mon épouse et sa famille. Aujourd'hui, malgré mon désintéressement, on cherche à me couvrir d'opprobre et d'infamie ; on me rend le plus malheureux des hommes, en me privant de la liberté, en me séparant de ce que j'ai de plus cher au monde, d'un père respectable âgé de cent cinq ans, qui a besoin de mes soins.

L'Ouverture, comme significatif du grand vice qui existait entre ses maires.

1 Ist il faut interpréter : L'Ouverture parce sa douce de la révolution du 10 août où Louis XVI fut arrêté et prononcé. À l'époque de nos, je pense ainsi, parce que j'ai remarqué que dans beaucoup de ses lettres, il ne manque jamais d'ajouter au mot de révolution, ceux-ci : du 10 août. En effet, à cette époque seulement, il pouvait me percevoir une fortune si considérable, bien qu'il fût déjà riche de ses émotions, alors qu'il était root.

secours, d'une femme adorée qui sans doute ne pourra pas supporter les maux dont elle sera accablée, loin de moi, et d'une famille chérie qui faisait le bonheur de ma vie.

En arrivant en France, j'ai écrit au premier consul et au ministre de la marine, pour leur rendre compte de ma position et leur demander des secours pour ma famille et moi. Sans doute, il ont senti la justice de ma demande, et ordonné qu'on m'accorderait ce que je demandais. Mais au lieu d'exécuter leurs ordres, on m'a envoyé de vieux habitants de soldats, déjà à moitié pourris, et des souliers de même. AVais-je besoin que l'on ajoutât cette humiliation à mon malheur ?

En descendant du vaisseau, on m'a fait monter en voiture. J'espérais alors qu'on m'aurait traduit devant un tribunal pour y rendre compte de ma conduite, et y être jugé. Mais loin de là : on m'a conduit, sans me donner un instant de repos, dans un fort sur les frontières de la République, où on m'a enfermé dans un affreux cachot.

C'est du fond de cette triste prison, qu'j'ai recours à la justice et à la magnanimité du premier consul ; il est trop généreux et trop bon général pour laisser un ancien militaire, couvert de blessures au service de sa patrie, sans lui donner même la satisfaction de se justifier, et de faire prononcer sur son sort.

Je demande donc être traduit devant un tribunal ou
En traversant la France, j'ai lu sur les papiers publics un article qui me concerne. On m'accuse dans cet article, d'être un rebelle et un traître; et pour justifier cette accusation, on dit avoir intercepté une lettre, par laquelle j'engeais les cultivateurs de Saint-Domingue à se soulever.

La lettre était adressée à l'adjutant-général Fontaine, alors au Cap; on voici un extrait:

« Le général Toussaint-L'Ouverture au citoyen Fontaine. »

On dit la santé du général Leclerc mauvaise, à la Tortue, ce doit-il «faire avoir grand œuf de ma maturité.» Puis L'Ouverture parle de fermeté qu'il voudrait débarrasser au-delà; s'engageant d'empêcher les cultivateurs de travailler, de voir à faire maitre en liberté un homme... qui était alors en prison au Cap. La note ferme fut interprétée par celui de pouvoir.

Cette lettre vraie ou fictive occasionna la mort de Fontaine; il fut passé par les armées. « Un instant avant sa mort, l'officier fut, par écrit, soi-même à sa famille dans les termes les plus touchants. Cet écrit était un chef-d'œuvre d'éloquence et de résignation. »

Quant à l'initiale D, un ermite national, M. Madiou, dans son Histoire d'Haïti, imprimé au Port-au-Prince, a voulu y découvrir le nom de Leclerc, bien que ce dernier fût alors dans son commandement à Jérémie. Quoi qu'il en soit, disons ici que Jean-Baptiste Roncherot, pape de Lescure, Révélations de Saint-Domingue.

Je n'ai jamais écrit de pareille lettre, et meus au défi qui que ce soit de la prouver, de me citer à qui je l'ai adressée et de faire paraître cette personne. Au reste cette colonie, tombe d'elle-même; si j'avais eu l'intention de prendre les armes, les aurais-je déposées, et aurais-je fait ma soumission? Un homme raisonnable, encore moins un militaire, ne peut supposer une pareille absurdité.

 Addition aux prises mémoires 1.

Si le gouvernement avait envoyé un homme plus sage, il n'y aurait eu aucun mal, ni un seul coup de fusil destiné.

Pourquoi la peur a-t-elle occasionné tant d'injustice de la part du général Leclerc? Pourquoi a-t-il manqué à sa parole? Pourquoi à l'arrivée de la frégate la Guerrière, qui conduisait notre épouse, ai-je vu plusieurs personnes qui avaient été arrêtées avec elle? Plusieurs de ces personnes qui les soldats avaient donné le surnom de Dommage, parce que L'Ouverture le voyant blessé dans une action, s'était écrit: « C'est dommage! » Quoi qu'il en soit enfin, Dommage, arrêté à Jérémie, fut condamné au Cap à être pendu, malgré sa position militaire. Comme aucun des deux bourreaux du Cap ne voulait remplir ce fonc qui incomba à un officier, le 14 septembre au matin, les soldats, effrayés par la remarque de la Flèche Royale, où il restait exposé quarante-huit heures.

Ce pouvoir tié est tenté.

1 La remise tardive de la lettre du premier consul dont le général Leclerc était porteur et dont j'ai donné quelques fragments, « a plu indûment qu'on penserait un peu, dit Pampolle de Larouzel, sur les déterminations de Toussaint-L'Ouverture, déterminations qui ont entraîné les destinées de Saint-Domingue. »
MÉMOIRES

n’avaient jamais tiré un coup de fusil. C’étaient des inno-
cents, des pères de familles, qu’on a arrachés des bras de
leurs femmes et de leurs enfants. Toutes les personnes qui
avaient versé leur sang pour conserver la colonie à la France,
les officiers de mon état-major, mes secrétaires, n’ont ja-
mais rien fait que par mes ordres ; tous ont donc été arri-
lés sans motifs 1.

En me débarquant à Brest, mes enfants ont été envoyés
tà une destination à moi inconnue, et mon épouse dans une
autre que jeignore 2. Que le gouvernement me rende plus

1 Il y avait parmi ces personnes les chefs d'escadrons Morant, Mons,
point, Cénac, Ménoz ; elles furent dirigées en France sur la frégate le

2 Madame L'Fund, Issac, Saint-Jean, modénouillie Chancy qui
devait plus tard madame Isaac, furent transférées de Brest à Bayonne le
14 fructidor au X (1er septembre 1809). Ils furent mis sous la surveil-
nance du général de brigade Ducey, commandant de la dernière place.
Ducey fut élu à la vue du test de malheur. « Si j’étais plus fortuné,
« écrivait ce dégénéré respectable soldat, au ministre de la marine,
« le 17 fructidor (4 septembre 1809), je serais aujour dans leur secours.»

Picard, à qui on ne perdurait pas sa coopération à ce que nous appelions
alors le rêve de mon père, fut le jour même où on débarqua L’Ouver-
ture à Landerneau, dirigé sur le brick la Naiso de Belle-Isle-en-Mer.
Chancy se trouvait à bord du vaisseau l’Aigle arrivé et mourut près du
Île de Béar depuis plusieurs jours. Il avait ignoré jusqu’alors qu’il allait en
pris de sa famille. On le destinait aussi à être transféré à Belle-île ; mais l’amiral
Guillaume en eut soin de lui ; il s'enfuya à Toulon, Quelque sur-
viiellement à Toulon, Chancy, dont le caractère entreprenant se dévelop-
ouvait davantage à mesure que les difficultés augmentaient, monta et en
fit le projet hardi de retourner à Saint-Domingue pour venger son sort et
defendre la liberté de ses fères. Il ne put y parvenir qu’après la guerre de
l'Indépendance. Néanmoins, Péron, alors général commandant le
département de l'Ouest, l'attacha à son état-major, d'abord par rapport à
l’infortune de sa famille, ensuite parce qu’il savait apprécier les hommes
de cœur. Chancy eut trop malheureusement, dit-on, des rapports d'oi-

DU GÉNÉRAL TOUBERT-L'OUVERTURE.

de justice : ma femme et mes enfants n'ont rien fait, et
sont sans doute à rendre ; ils doivent être renvoyés
car eux pour surveiller nos intérêts. C'est le général Le-
clerc qui a occasionné tout le mal ; cependant moi, je suis
au fond d'un cachot sans pouvoir me justifier. Le gouve-

Tout le monde me dit, qu’ici le gouvernement était
juste ; ne dois-je pas participer à sa justice et à ses biens-
faits ?

Le général Leclerc dit dans sa lettre au ministre que
j’ai vue dans la gazette, que j’ai entendu la maladie de ses
mâité avec la princesse Cléobille, fille de Drossalin, elle
mère. Le Tournay, ainsi que le général Vincen est Drossalin, le Tournay qui
pour son compte, coûtant tous les jours les bonnes mœurs, sans per-
missière aux pères, ou si on marie de se plaire, ne serait blessé au cœur.
Il ne voulut pas même entendre parler du mariage des deux jeunes gens.
Une alliance, prinett, entre son sang et celui de L’Ouverture réjou-
issait à son homme ! L’honneur de Drossalin qui fut le principal instru-
ment des cruautés de L’Ouverture et qui souvent même s’entendait pas
d’ordre pour commettre le mal ! Le sort de Chancy fut résolu. Empris-
sonné au Port-au-Prince, ce brave homme, à l’âge de vingt-deux ans,
se blesa la cervelle à la fin de 1806, se débattant ainsi aux esclaves et
aux tortures par lesquelles il n’est pas manqué de passer.

La fuite de Chancy avait attiré à d’autres membres de sa famille de L’Ouver-
ture un secret de différentie ; sous prétexte qu’ils pourraient
tenter de s’évader, ils furent transférés de Bayonne à Agen. Là, Picard
obligea le détenu à recueillir sa mère, Saint-Jean, maîtresse de maitre,
eut coup un chapitre s’il n’est mieux que de se faire, qu’il en mourut
le XVIIe siècle (7 janvier 1803). Madame L’Honnorée
de vivre pour le consummation de ses enfants faults, le 19 mai 1816,
à l’âge de 74 ans, elle abjura ce mensonge où elle avait joué de tete de
trois ans et se dit découverte bientôt de douleurs.
trois pour lui tair à guerre, et prendre le commandement 1 . C’est un mensonge atroce et abominable; c’est une lâcheté de sa part. Bien que j’ais peu de connaissances, et que je n’ais pas reçu d’éducation, j’ai assez de bon sens, pour m’empêcher de lutter contre la volonté de mon gouvernement; je n’y ai jamais pensé. Le gouvernement français est trop fort, trop puissant, pour que le général Leclerc le compare à moi, qui suis son subalterne; à la vérité, quand le général Leclerc a marché contre moi, j’ai dit plusieurs fois que je n’aurais pas attaqué, que je me serais défendu seulement, jusqu’au mois de juillet ou août; qu’à lors j’aurais commencé à mon tour. Mais depuis, je réfléchis sur les malheurs de la colonie et sur la lettre du premier consul; je fis ma soumission.

Je le répète encore; je demande que le général Leclerc et moi; nos comparaisons ensemble devant un tribunal, et que le gouvernement ordonne que l’on m’apporte toutes les pièces de ma correspondance; par ce moyen, l’on verra mon innocence, et tout ce que j’ai fait pour la République, quoique j’aie que plusieurs pièces seront interceptées.

Premier consul, pire de tous les militaires, juge inintègre, défenseur de l’innocence, prononcez donc sur mon sort:

1 Lettre du général Leclerc au ministre, du 29 prairial au X (14 juin 1803): « S’il l’Outremer réfléchit à ce que les généraux Christian ... en insurrection pour les faire favoriser en masse. Les rapport qui me sont parvenus ... en même temps du général Deme ... ne me laissent aucun doute à cet égard. »
APPENDICE.

Mort du chef de bédague DOMMAGE.

Le premier devoir de l'écrivain est de signaler les sources où il puis, afin qu'on en puisse constater la pureté. C'est donc à monsieur Dat, je l'avoue, que je dois la certitude du genre de supplice infligé au malheureux Dom- mage. Ce bon et digne vieillard blanc, qui habita longtemps Jérémie, me permit même d'extrait de ses mémoires inédits le récit si honorable pour lui des derniers et lamentables instants du valeureux lieutenant de L'Ouverture.

"Boosar m'écrit, dit monsieur Dat, que le commandant Dommage a été victime d'un goulet-d'or dressé par son secrétaire blanc (Savary), pour lui faire perdre son commandement qui a été donné au général Darbois, que Dommage a été enlevé à Jérémie et conduit au Cap, pour y être jugé comme traître et conspirateur, que Dommage n'a rien à se reprocher, que tout ce qu'on lui impute est..."
La barre de justice est vigoureusement conseillée sous les noms africains de gaolmona ou homondouou. En Espagne, aussi instable qu'elle est, est morte un jour en Bolivie: l'humanité est une corneuse morte au poison impitoyable qui mette le bois à l'emploi abusif qu'il revêtait qu'en font souvent des officiers subalternes.
aux États-Unis pour tout concilier, et parce qu'il savait la vérité ; mais il est mort. Je n'ai plus d'espoir, pas même dans vos démarches qui, j'en suis certain, ne seront pas méprisées, mais qui resteront sans succès.

Je laisse Dommage avec un sentiment indiscutable de douleurs diverses.

En sortant, le goélette blanc me dit : « Je plains bien ce pauvre Dommage qui, d'après ce qu'il m'a démontré, ne peut pas être coupable, et cependant, il va être pendu demain matin à sept heures ; je viens de recevoir les ordres pour les préparatifs ; mais les deux bourreux noirs viennent de me déclarer positivement qu'ils ne mettront pas la main sur lui, qu'ils préfèrent Mourir eux-mêmes. Il faudra bien, continue le goélette, qu'on trouve un bourreau blanc : je voudrais bien qu'on n'en trouvât d'aucune couleur ! »

Cette nouvelle m'atteinte ; je ne sais plus que faire, que devenir. Le goélette me sert un petit verre d'eau-de-vie, que j'aval mon tremblant de tous mes membres ; je reprends de la vigueur, je pars comme un éclair et j'arrive chez l'ordonnateur en chef, qui n'est pas chez lui. Désolé, je me couche en travers de la porte de son cabinet, pour l'attendre et ne pas le manquer. Il arrive et me dit : « Que diable faites-vous dans cette position. »

— « Je ne suis ni l'un ni l'autre, quoique bien affligé de ce qui se passe. Je sais positivement que le comman- dant Dommage n'a rien à se reprocher ; je le tue de mon association Boccar, voilà sa lettre ; cependant le goélette me dit qu'il doit être pendu demain matin. »

— « Je vous proteste, Dat, que je ne savais pas ce que j'en sais maintenant par vous ; je sais même très-éloquemment que le chef de l'état-major (Boyer) ne m'en ait rien dit ; je le quitte à l'instant. »

— « Ceci s'accorde bien avec ce que m’a dit Dommage ; vous n'avez pas encore été travaillé ; on veut attendre le dernier moment pour surprendre votre signature, sans vous donner le temps de vérifier l'affaire ! Vous savez qu'au nom d'un Dommage, de manière à garantir toute sa conduite ; je suis certain qu'il n'est pas coupable ; mais quand on a intérêt à se défiler de lui, il faut le sauver ; vous le pouvez, vous le deviez ; vous savez qu'il a sauvé la vie à plus de quatre mille blanches et décidé la soumission du général Laplume, ce qui a conservé le reste du département du Sud ; un pareil dévouement mérite toute votre attention, lorsqu'on veut le livrer à la potence. »

— « Je vais de suite me faire rendre compte de cette affaire et vous proposer de faire tout ce qui sera de mon pouvoir pour éviter à Dommage cette fin tragique et déshonorante ; je ne voudrais pas que cette exécution, juste ou injuste, éût lieu pendant le peu de jours que je dois commander en chef. »

« Je convins avec-fe cloison Daure de revenir à dix heures du soir ; à dix heures du soir, je ne manquais pas de me trouver chez le capitaine-général ; je fus obligé de l'attendre jusqu'à minuit : « Tout est fini, me dit-il, Dommage sera embarqué pour les États-Unis. La décision sera portée demain matin à ma signature ; vous pouvez dormir tranquille. »

— « Pour faire une bonne action qui ne doit coûter que quatre lignes d'écriture, on n'attend pas jusqu'à demain. »

J'ai mauvais augure de ce délai inutile ; donnez-moi un
108. APPENDICE.

» mot pour le géolier, par lequel il lui sera défendu de
» livrer Dommage à qui que ce soit. »

— « Je vous ai déjà dit et je vous répète que tout est
» décidé; demain matin, vous serez satisfait; en vous don-
» sant le mot que vous me demandez, ce serait prouver à
» l'état-major que je n'ai eu aucune confiance en lui; ce
» serait mal débuter. »

— « Ce refus de votre part, quoique motivé, me démon-
» tre que Dommage m'a dit vrai; je le regarde déjà comme
» mort; vous, ne ferez rien pour lui ni pour vous, quoique
» vous soyez autant et peut-être plus intéressé que lui à
» ne pas commencer votre généralat par une faiblesse ou
» une imprévoyance qui vous laissera de cuisants regrets
» pour le reste de vos jours! »

Cependant le lendemain à cinq heures du matin, je
» cours chez l'ordonnateur; on me dit qu'il est sorti; je
» n'en crus rien. À six heures, j'étais chez le chef d'état-
» major, il n'y était pas! Je cours chez le commandant de
» la place, il est en tournée! Je retourne chez le citoyen
» Daure, il n'y est pas rentré!! »

» Puah Dommage, tu vas donc perdre la vie! Je vois
» que c'est un parti pris, comme si ta mort pouvait sauver
» la colonie. J'ai obtenu de toi, sans difficulté, la vie de
» plus de quatre mille blancs, et la conservation d'un riche
» département, et j'échoue près d'un blanc qui pouvait
» et devait même protéger ton existence pour son intérêt
» et celui de son gouvernement.

» Je dirige mes pas chancelants vers la Place-Royale où
» l'exécution doit avoir lieu; je vois la potence qui attend
» la victime; mais je ne puis en approcher; la force armée,
» et la foule de curieux de toutes couleurs garnissent la

APPENDICE. 109

» place; plus de doute, plus d'espoir! Cependant j'entends
» qu'on se dit, qu'on se répète: « Malheurs Dom-
» mage, tes bourgeois ne sont pas ceux qui couchent à
» la geôle! »

» Je compris qu'on avait voulu devancer l'exécu-
» tion, mais que les bourgeois noirs qui couchaient à la
» geôle avaient refusé leur ministère et qu'aucun blanc
» n'avait voulu les remplacer; qu'en outre, Dommage n'é-
» tait pas encore arrivé sur la place. Je vais droit à la geôle
» qui est entourée de curieux; la troupe de ligne, quoiqu'en
» force imposante, recevait un renfort considérable qui re-
» pousse le public et s'empare de tous les abrutissons de
» la geôle; bientôt la populace se porte vers le chemin qui
» conduit à la Fossette. Dommage y est conduit et fusillé
» en y arrivant! »

PROCLAMATION.

TOUSSAINT-L'OUVERTE, gouverneur de Saint-Domingue.

À tous les habitants de cette infortunée colonie:

« Citoyens après avoir tombé sur tous les points de la
» colonie comme la foudre dans les tempêtes les plus vio-
» lentes tombant sur la cime de l'arbre le plus élevé, l'écrase
» en mille morceaux; après avoir attaqué tous les points
» de la colonie, passé au fil de l'épée la garnison du Fort-
» Liberté, quoique ceux qui commandaient cette ville,
» trompés par les plus fâcheuses séductions, la lui eussent li-
APPENDICE.

« Citoyens, je suis venu ici au nom du gouvernement français vous apporter la paix et le bonheur ; je craignais de rencontrer des obstacles dans les vues ambitieuses des chefs, je ne me suis pas trompé. »

TOUSSAINT-L’OUVERTURE.

Cité de l'Ouest, voyez la perfidie du général Leclerc ; il est venu, dit-il, dans cette colonie pour y apporter la paix et le bonheur ; avait-on besoin qu’il y apportât la paix et le bonheur qui y existaient longtemps avant son arrivée ? Si le général Leclerc était parti de France avec de bonnes intentions, il n’aurait pas cherché à sacrifier à son ambition particulière, non-seulement une colonie relevée de ses cendres, non-seulement les hommes de coule et les cors, mais encore les colonia blancs, et qui sous la garde des lois et d’une bonne constitution jouissaient du bonheur de leurs biens qu’ils voyaient journellement se relever. S’il eût cru, comme il le dit, de rencontrer des obstacles de la part des chefs de cette colonie, il se fût adressé directement à moi, au lieu de chercher à ga-

APPENDICE.

« Guer par les séductions les généraux, commandants et officiers sous mes ordres, afin de me mettre dans mon tort ; s’il eût voulu enfin le bonheur de la colonie et de ceux qui l’habitent, il n’aurait pas forcé l’entrée des ports et déchargé sur différentes villes les batteries de ses navires. »

LECLERC.

« Citoyens, les chefs qui annonçaient leur dévouement à la France dans leurs proclamations, ne pensaient à rien moins qu’à être Français ; ils voulaient Saint-Domingue pour eux ; s’ils partaient quelquefois de la France, c’est qu’ils ne croyaient pas en état de la ménager auvernement. »

TOUSSAINT-L’OUVERTURE.

« Citoyens, oui sans doute les chefs de cette colonie étaient, comme ils l’annonçaient dans leur proclamation, dévoués à la France ; comme moi ils aimaient leur liberté, et toujours fiers de cette pensée, ils craignaient tout de la perfidie des agents du gouvernement français, d’ail-

LECLERC.

« Aujourd’hui leurs intentions perfides sont démasquées, le général Toussaint m’avait envoyé ses enfants avec une lettre dans laquelle il m’assurait qu’il ne désirait rien que le bonheur de la colonie et qu’il était prêt à obéir aux ordres que je lui donnerais. »
APPENDICE.

TOUSSAINT.

« Seconde perfidie plus noire encore que la première ; j'avais besoin d'attendre l'arrivée de ce général avec des forces pour démasquer mes intentions, si je n'eusse voulu séparer cette colonie de la France, en monstrent perfidie sur perfidie ! Le général Leclerc dit que je lui ai renvoyé mes enfants, c'est une fausseté, c'est luit, au contraire, qui, après avoir occasionné l'incendie du Cap et de ses richesses, par sa conduite astucieuse, m'envoya mes enfants porteurs de la lettre du premier consul, sans me faire l'honneur de m'écrire. L'amour de mon pays, l'égoïsme de mes concitoyens me porta alors à renvoyer auprès de lui mes deux enfants porteurs d'une lettre de moi, par laquelle je le priais de me manifester les intentions du gouvernement français, auxquelles j'étais prêt à obéir, si elles devaient procurer à mes concitoyens la paix, le bonheur et la tranquillité que le général Leclerc leur avait fait perdre. Au lieu de me participer les ordres dont il était porteur, il s'est mis en marche avec son armée qui a porté sur son passage le ravage, la mort et la désolation. »

LECLERC.

« Je lui ai ordonné de se rendre auprès de moi ; je lui ai donné ma parole d'honneur de l'employer comme mon lieutenant-général ; il n'a répondu à cet ordre que par des phrases, il cherche à gagner du temps. »

TOUSSAINT.

« Commandant de cette colonie pour la France, nommé chef de cette colonie par la Constitution qui n'avait été faite que sur le droit que donnait la Constitution française de l'an VIII aux habitants de cette colonie de se faire une constitution locale, si le général Leclerc n'avait voulu le bien, s'il était agi comme un bon militaire, il m'aurait exhibé ses pouvoirs. Si j'eusse voulu d'obliger aux ordres du gouvernement français, tout le tort aurait été de mon côté et il n'aurait pas le droit de faire le mal, d'autant plus que je lui avais manifesté clairement dans ma lettre que la conduite folle et stupide qu'il avait tenue en arrivant dans cette colonie, m'ayant inspiré les plus grands soupçons sur la pureté de ses intentions, je ne me rendais pas auprès de lui, mais que j'étais décidé à faire tous les sacrifices possibles pour rendre à mes concitoyens la tranquillité qu'il leur avait ôtée ; car enfin comment se fier à un homme qui amena avec lui une armée nombreuse et des vaisseaux portant et débarquant des troupes sur tous les points de la colonie, sans en prévenir le premier chef ; quelle confiance les habitants de cette colonie pouvaient-ils en avoir ? Le général Leclerc, Kerverneau et Desfourneaux, n'ont-ils pas été dans la baie du Nord, l'Ouest et le Sud, les tyrans les plus achevés de la liberté des noirs et des hommes de couleur ? Aux lacs de ven, Rochambeau n'a-t-il pas été le destructeur des hommes de couleur et des noirs ? Il n'a-t-il pas périr, il y a cinq ans, qu'il fallait envoyer à Saint-Domingue des troupes pour désarmer les cultivateurs ? Au reste, si M. Leclerc se fût présenté comme il devait le faire, je lui aurais cédé les pouvoirs dont il est si jaloux, pouvoirs que je n'ai jamais recherchés que pour
APPENDICE.

» faire le bonheur de mes concitoyens; non pas, comme il
» le dit, pour être son lieutenant-général, mais pour me
» retirer au sein de ma paisible famille, pourvu que j’euze
» eu la gloire de voir employer honorablement les officiers
» de tous grades qui ont si vaillamment combattu sous mes
» ordres pour la cause sacrée de la liberté. En disant que je
» cherchais à gagner du temps, lorsque tout ce temps était à
» moi et que je pouvais en profiter, le général Leclerc dé-
» masquait la perfidie de ses intentions; il me prouve, ainsi
» qu’à mes concitoyens, qu’il n’est venu ici que pour réussir
» à ravager cette belle colonie qu’il a trouvée intacte. »

LECLERC.

» J’ai ordre du gouvernement français de faire régner
» promptement la prospérité et l’abondance ici; si je me
» laissez amuser par des détours astucieux et perfides, la
» colonie serait le théâtre d’une longue guerre civile. »

TOUSSAINT.

» Parce qu’il avait ordre du gouvernement français de
» faire régner ici l’abondance et la prospérité, le général
» Leclerc, au lieu de se faire convoyer par des bâtiments
» chargés de troupes, devait anéantir avec lui des bâtiments
» chargés de marchandises, qu’il aurait échangées pour les
» précieuses denrées de cette colonie, et nous provoquer,
» comme il l’a fait par sa conduite astucieuse et perfide, la
» destruction de cette île; conduisant bien différente des vues
» manœuvrées dans le lettre du premier conseil; qu’il ne
» m’a fait parvenir qu’après les plus cruelles hostilités; lui
» seul a usé de détour et de perfidie, parce qu’au lieu de
» s’adresser directement à moi, comme il le devait, il a

APPENDICE.

» employé le vil moyen de la séduction pour corrompre et
» gagner les officiers sous mes ordres. J’ai l’honneur de
» prêder au général Leclerc, et l’avenir le prouvera, que
» quand bien même il aurait sous ses ordres deux à trois
» cent mille hommes, il n’opèrera que le ravage et la de-
» struction; mais il ne réussira jamais la colonie au degré
» de splendeur où je l’avais poussé; et je suis persuadé
» d’avance qu’il n’y réussira pas; le gouvernement fran-
» çais se verrà contraint d’en remplacer, parce que la con-
» duite qu’il a tenue, en abordant dans cette île, prouve à
» tous ceux qui l’habitent, qu’il ne peut que perturber le
» désordre qu’il vient d’y mettre. »

LECLERC.

» Je reste en campagne, et je vais apprendre à ce rebelle
» la force du gouvernement français. »

TOUSSAINT.

» Si le général Leclerc est lui seul entré en campagne,
» je ne le plaindrais pas; mais je dois gérer sur le sort qui
» est réservé aux officiers et soldats sous ses ordres; venus
» d’Europe où ils avaient si bien combattu pour la liberté,
» et qu’il n’a amenés ici pour opérer leur destruction;
» je vois aussi avec regret qu’ils a trompés, ainsi que ceux
» de cette colonie qui avaient l’esprit faible. Malgré son en-
» trée en campagne et ses troupes nombreuses, le général
» Leclerc ne parvint jamais au but qu’il a projeté; il se
» trompa en disant qu’il va apprendre à ce rebelle la force
» du gouvernement français.

» Nous n’autorions pas conservé jusqu’aujourd’hui cette
» colonie à la France, si nous ne connaissions pas toute la
APPENDICE.

force du gouvernement français ; et nous n'avons pas be-
soin du général Leclerc pour nous l'apprendre. S'il est
voulu le bonheur de cette colonie, il est substitué la
justice et la modération à la force qu'il a employée ; fort
de la justice de ma cause, je vais repousser de tous mes
moyens l'injustice et l'oppression ; j'entre aussi en cam-
pagne. »

LECLERC.

« Dans ce moment il ne doit plus être aux yeux des bons
Français qui habitent Saint-Domingue qu'un monarque
a préféré la destruction de son pays au sacrifice du pou-
voir. »

TOUSSAINT.

« La conduite que j'ai tenue à Saint-Domingue est con-
nue de tous mes concitoyens ; ils sont convaincus de mon
amour pour la liberté, parce que la majeure partie d'en-
tre eux, comme moi était esclave, et que le petit nombre
de ceux qu'on appelait libres était encore, comme le
reste, sous le joug accablant du despotisme le plus ab-
solu. Devant vous au mépris le plus souverain les men-
songes qui remplissent la proclamation du général Le-
clerc, je laisse à mes concitoyens, aux amis de la liberté,
le soin de la réfuter. »

LECLERC.

« J'ai promis la liberté à tous les habitants de la colo-
nie, je saurai leur en faire jouir. »

TOUSSAINT.

« On ne peut pas donner à une personne ce dont elle a

APPENDICE.

déjà la jouissance ; le général Leclerc ne peut donc don-
ner aux habitants de la colonie une liberté qu'ils avaient
déjà reçue de Dieu, qui leur avait été ravie par l'injus-
tice de leurs tyrans, et qu'ils ont dû reconquérir et con-
server au prix de leur sang ; ce paragraphe, par consé-
quent, ne mérite pas plus de réponse que le précédent :
la futilité de cette promesse démasque aux yeux les inten-
tions perfides du général Leclerc, aussi clairement que
s'il se présentait devant un miroir où il verrait et fêter
voir sa figure, puisque il est dans l'impossibilité de tenir
la promesse qu'il a faite. »

En conséquence, et en vertu des pouvoirs qui me sont
attribués par la Constitution de Saint-Domingue, et vu
que le général Leclerc ne m'a pas encore exhibé les pou-
voirs dont il est nanti,

J'ordonne ce qui suit :

TOUSSAINT.

« Article 1. Comme destructeurs de la colonie, les géné-
raux Leclerc, Rochambeau, Kerverseau, et Desfours, et
sont mis hors la loi : j'ordonne à tous les citoyens de
cette colonie, amis de leur liberté et de leurs droits, de
leur courir sus, et de les arrêter morts ou vivants.

« Art. 2. Les autres généraux de l'armée française qui,
ne connaissant pas la colonie, auront été pris les armes à
la main, seront faits prisonniers de guerre, traités avec
tout le respect dû à leur condition, pour être renvoyés au
gouvernement français. »

LECLERC.

Art. 1. Le général Toussaint et le général Christophe.
APPENDICE.

« sont mis hors la loi; et il est ordonné à tous les citoyens
de leur courir sus, et de les traiter comme rebelles à la
République française.

Art. 2. A dater du jour où l'armée française occupera
un quartier, tous les officiers soit civils ou militaires,
qui obtiendront à d'autres ordres qu'à ceux des généraux de
l'armée française que je commande, seront traités comme
rebelles.

Art. 3. Les cultivateurs induits en erreur, et qui
 trompés par les perfidies insinuations des généraux re-
belles auront été pris les armes à la main, seront traités
comme des enfants épars et renvoyés à la culture, si tou-
defois ils n'ont point cherché à exercer de souleverment. »

TOUSSAINT.

« Art. 5. Les officiers et soldats des troupes venues d’Eu-
rope, et qui ont été trompés ou corrompus, seront aussi
faits prisonniers; tous ceux qui, parmi eux, reconnaissant
leur erreur ou la trahison de leurs chefs, voudront se
rendre auprès de moi ou des chefs sous mes ordres, se-
ront traités comme bons Français et comme frères. »

LECLERC.

« Art. 4. Les officiers et soldats des demi-brigades qui
abandonneront l'armée de Toussaint seront partis de l'ar-
mée française. »

TOUSSAINT.

« Art. 4. A dater du jour de la promulgation de la présente
proclamation, tous les officiers et soldats de l'armée de
Saint-Domingue, et tous citoyens quelconques qui, aveu-

APPENDICE.

« glés par l'erreur ou la trahison, se seraient rangés sous
les drapeaux de Lederc, peuvent rentrer sans crainte au-
près des généraux sous mes ordres, leur promettant de
ne voir en eux que des frères que la faiblesse ou la bonne
foi aura portés à méconnaître un instant la liberté. »

LECLERC.

« Art. 5. Le général chef de l'état-major général fera
publier et imprimer la présente publication.

Au quarantaine général du Cap. le 28 pluviôse an X de
la République française (17 février 1801), (signé)
Leclerc. Pour copie conforme, le général de division,
chef de l'état-major général, Duqua.

TOUSSAINT.

« Art. 5. La présente proclamation sera envoyée à tous
les généraux et commandants de l'armée sous mes or-
dres, pour qu'ils prennent les mesures les plus conven-
bles pour la répandre dans l'armée ennemie, dans tous
les points de la colonie, afin de sauver, s'il est possible,
une infinité d'innocents.

Au quartier-général de la Petite-Rivière, le 10 vendée,
en X (1er mars 1802) de la République française. Le gou-
vérneur de Saint-Domingue, (signé) Toussaint-L'Ouver-
ture. Pour copie conforme, le général de brigade, com-
mandant l'arrondissement du Cap, Henri-Cristophe. »
OPINIONS DE NAPOLEON

sur les événements de Saint-Domingue.

La situation prospère où se trouvait la République dans le courant de 1801, après la paix de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment où l'Angleterre serait obligée de poser les armes, et où l'on serait prêt à adopter un parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en présenta alors deux aux méditations du premier consul : le premier de rétablir l'autorité civile et militaire et du titre de gouverneur général de la colonie, le général Toussaint-L'Ouverture ; de confier le commandement aux généraux noirs ; de conserver, de légaliser l'ordre de travail établi par Toussaint, qui était déjà couronné par d'immenses succès : d'obligir les fermiers noirs à payer un aumône et de redevance aux anciens propriétaires français : de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant surveiller les côtes par de nombreuses croisées. Le second parti consistait à conquérir la colonie par la force des armes, à rappeler en France tous les noirs qui avaient occupé des grades supérieurs à celui de chef de bataillon, à désarmer les noirs, en leur assurant la liberté civile et en restituant les propriétés aux colons. Ces projets avaient chacun des avantages et des inconvénients. Les avantages du premier étaient palpables...
lonel Vincent arriva à Paris. Il était porte de la Constitu-

tion qu’avait adoptée de sa pleine autorité Toussaint-

L’Ouverture, qui l’avait fait imprimer et mise à exécution

eut qu’il notifia à la France. Non-seulement l’autorité,

mais même l’honneur et la dignité de la République

étaient outragés ; de toutes les manières de proclamer

son indépendance et d’arborer le drapeau de la rébellion,

Toussaint-L’Ouverture avait choisi la plus outragante,

celle que la métropole pouvait le moins tolérer. De ce mo-

ment, il n’y eut plus à délibérer ; les chefs des noirs furent

des Africains ingrats et rebelles, avec lesquels il était im-

possible d’établir un système. L’honneur, comme l’intérêt

de la France, voulut qu’ont les fêtrent dans le néant.

Ainsi la ruine de Toussaint-L’Ouverture, les malheurs

qui pesaient sur les noirs, furent l’effet de cet dérâche

insensé, inspiré sans doute par les agents de l’Angle-

terre, qui déjà avaient pressenti tout le mal qu’il deviendrait

sa puissance, si les noirs se contenaient dans la ligne de

modération et de soumission, et s’attachaient à la mère-

patrie. Il suffit, pour se faire une idée de l’indignation

que dut éprouver le premier consul, de dire que Tou-

saint non-seulement s’attribuait l’autorité sur la colonie

pendant sa vie, mais qu’il s’investissait du droit de nom-

mer son successeur, et voulait tenir son autorité, non de

la métropole, mais de lui-même, et que sci-disait as-

semblée coloniale qu’il avait créée. Comme Toussaint-

L’Ouverture était le plus modéré des généraux noirs ; que

Dessalines, Christophe et Clervaux, etc, étaient plus exa-

gérés, plus désaffectionés et plus opposés encore à l’au-

torité de la métropole, il n’y eut plus à délibérer : le pre-

mier parti n’était plus praticable ; il fallut se résoudre à

apprendre le deuxième et à faire le sacrifice qu’il existait.  

Après la restauration, disait l’empereur, le gouverne-

ment français y avait envoyé des émissaires et des propo-

sitions qui avaient fait rire les nègres. Pour moi, ajouta-

il, à mon retour de l’île d’Elbe, je me fusse accommodé

avec eux ; je m’assurerais leur indépendance ; je me

fusse contenté de quelques comptoirs, à la manière des

côtes d’Afrique, et j’aurais été de les rallier à la mère-

patrie, et d’établir avec eux un commerce de famille, ce

qui, je pense, était facile à obtenir.

J’ai à me reprocher une tentative sur cette colonie,

lors du consulat ; c’était une grande faute que de vouloir

la soumettre par la force ; je devais me contenter de la

gouverner par l’intermédiaire de Toussaint. Le père

n’était pas encore assez établi avec l’Angleterre. Les ri-

chesses territoriales que j’aurais acquises, en la soumet-

tant, n’auraient enrichi que nos ennemis. L’empereur

avait d’autant plus à se reprocher cette faute, disait-il,

que l’il avait vue et qu’elle était contre son inclination. Il

n’avait fait que céder à l’opinion du conseil d’état et à celle

de ses ministres, entraîné par les criaillements des colons,

qui formaient à Paris un gros parti et qui de plus, ajouta-

taient-ils, étaient presque tous royaux et vendus à la

faction anglaise."

Je parlai de Toussaint-L’Ouverture et je dis qu’en-

» autres colonies débiles sur son compte par ses

1 Mémoire du Negro, vol. 4, page 566.

APPENDICE.

* » déraisonne, on avait répandu le bruit qu'il l'avait fait » mettre à mort secrètement en prison. « Cela ne » mérite pas de réponse, répondit Napoléon. Quelle » pouvait-être la raison qui m'eût déterminé à faire » mourir ce génie après son arrivée en France ? Et » qu'aurais-je en vue en committing ce crime ? Mais l'une » des plus grandes folies que j'ai faites et que je me repro- » sche, continue-t-il, a été d'envoyer une armée à Saint- » Domingue. J'aurais dû voir qu'il était impossible de » réussir dans le projet que j'avais conçu. J'ai omis » une faute, et je suis coupable d'imprévoyance, de ne » pas avoir reconnu l'indépendance de Saint-Domingue » et le gouvernement des hommes de couleur ; de » n'avoir pas envoyé des officiers français pour les secou- » der avant la paix d'Amiens. Si je me fusse pris de cette » manière, je vous aurais fait un tort incalculable. Je » vous enlaisse la Jamaïque et le sort de vos autres » colonies se trouver compromis. L'indépendance de » Saint-Domingue reconnue, je n'aurais pu y envoyer une » armée pour combattre les noirs. Mais lorsque la paix » fut signée, les anciens colons, les marchands, et les » spéculateurs m'assemblèrent de demandes de toute espèce » la nation elle-même désirait vivement recouvrir cette » riche colonie, et je crus devoir céder à des vœux aussi » ardentes exprimés. Si,contraire, j'avais fait ma » paix avec les Hétitiens, avant celle d'Amiens, j'aurais pu » refuser de faire aucune démarche pour reprendre Saint- » Domingue, car agissant différemment, j'aurais été en » contradiction avec moi-même ! »

1 Napoléon en veit en l'Écho de Saint-Hilaire, par O'Meara, vol. 9, page 714.

APPENDICE.

J'ajoute ici, pour compléter la plus qu'il est en mon pouvoir les opinions de l'empereur Napoléon sur les événements de son pays, un rapport adressé par le général Daunou-Lavayse au président Pétion 1, après les cent-jours.

Ce rapport, dont je dois la communication à l'amitié de M. Léonard, avocat en Haïti, est, à mon très-grand désespoir, plein de lacunes ; trouvé dans la cour du gouvernement du Port-au-Prince, il aura été sans doute mutilé pendant la révolution de 1843 ; peut-être ne serait-il pas impossible d'en découvrir les autres fragments ; je recommande, si le moins la recherche au patriotisme de mes concitoyens...

« L'empereur... C'est un drôle de roï que ce » Christophe !...

— « Sire, sa majesté très-Christophinée est certainement » très-folie et très-bourgeoise, mais c'est un très-naufrage » plaisant ; c'est un bateau qui fait trancher la tête de ses » généraux, de ses médecins, de ses favoris, au moindre » caprice de son humeur sanguinaire ; et l'on assure qu'il » n'est jamais d'avec bien appétit que lorsqu'il fait » décoller par ses seprés quelques-uns de ses sujets. »

— « Pest ! vous avez donc bien fait de ne pas aller » lui rendre visite 2... et les noirs ? la culture ?

1 Pétion (Anne-Alexandre) au Port-au-Prince, le 2 avril 1791. Monc neuf plus grand, avant comme après, dans les fossés de l'Amé- rique. Il s'écrira le 29 mars 1818, à l'âge de 48 ans.

2 L'adjoint-général Lavayse (Destouches), le colonel Francesco Molina (Auguste) et un autre Daumet foram envoyés, en 1814, lors de la première restauration, en Haïti, pour reprendre la colonie en la revanche. Alors Haiti était divisée sous l'administration de n'effet de Christophe et du vendeur Pétion. Daumet, arrêté à la Jamaïque ; France du Molina débarqua sur le territoire espagnol, et Lavayse au Port-au-Prince. Leurs instructions secrètes, rédigées sous le ministère de M. de
« Sire, il leur dit qu'ils sont libres; mais ils sont enchaînés du sol de telle ou telle habitation; en un mot, attachés à la gibie, et au lieu d'être fusillés comme autrefois, lorsqu'ils désertaient les plantations, on leur donne la bastonnade pour la première fois, et lorsqu'il récidivent on leur tranche la tête ou bien on les fusille. »

« L'empereur: belle liberté! Et Péton? »

« Oh! Sire, c'est un tout autre homme. Le général Péton est un homme lettré, éclairé, de mœurs douces, quoiqu'un peu têtu. »

« L'empereur, souriant: ah! il n'est pas le seul qu'on accuse d'être un peu têtu... Quel titre prend-

Maçon, ennemi de la liberté des noirs, portait en substance la mort ou l'exil de ses principales autorités nationales, le rétablissement de l'esclavage. Pendant que le président Péton accommodait le général Lavayse avec tout le respect exigé par le droit des gens et toute la dignité qu'il se devait à lui-même, le colonel de Medina se dirigeait vers la frontière du Nord, où il était arrêté et conduit au Cap. Désœuvré de ses folles instructions, Medina fut livré à une commission militaire; exposé pendant plusieurs jours sur la place publique, battu de verres par une populace ignoble, on le fit à la fin assassiner, dans une ombre ténébreuse de nuit, à une mesure de requêtes; puis il disparut au milieu d'affreux tourments. Le gouvernement de Château, dit M. Lepetitier de Saint-\n
Mery, est tout dans cette catastrophe judiciaire. Mais ce n'est pas tout; le roi d'Haiti a imprimer les instructions de la mission et les envoi au président d'Haiti. Péton, qui désespérait de bonne foi, pensa de l'événement à l'indig-\n
nation. Le général Lavayse avait tous les redoutables! Mais, loin d'imputer la faute unique responsable que venait de lui donner le roi du Nord, Péton se hâta d'enquêter son médecin particulier, M. Mirambeau, homme qui avait survécu aux massacres ordonnés par Dessalines, en 1804, tranquilliser le général français sur son sort: « Le peuple de la République, lui dit, il dit, prend le droit des gens; je vais d'ailleurs comme toujours donner aux bienfaits de la magnanimité de ma race. » Les négociations furent dès lors interrompues.

« Quelle est la forme de son gouvernement? »

« Sire, il a trop d'esprit et de bon sens, pour s'imaginer, comme son ignare voisin et d'autres petits chefs sauvages de l'ancien et du nouveau monde, que l'on peut sérieusement prendre le titre de roi, parce que l'on commande une douzaine de paroisses, peuplées de serfs. Point de titre pompeux dans la République d'Haiti; point d'autorité arbitraire. Ce pays est une sorte de république municipale dont le général Péton est le président et le gouverneur, et qu'il administre comme un Jefferson ou un Washington, comme un bon lancier de Suisse, en un mot en guerrière, en sage et en père. »

« L'empereur: Avez-vous remarqué à quelques autres hommes de mérite? »

« Deux fois, Sire. Celui que j'ai dû le plus à portée de connaître et d'apprécier est le général Boyer. Il a l'esprit cultivé, le cœur noble et excellent. »

« Le roi, qu'il se fasse appeler roi, tant qu'il lui plaît, aussi bien nous ne sommes plus roi. Nous avons fait une grande faute, de grandes fautes à la paix d'Amiens. Elles ont coûté bien du sang et des trêves, parce que l'on se laissait aller aux conseils. »

« J'ai souligné ces phrases, note que j'avais notées dans l'extrait que j'avais rendu pour vous au général Toledo. Plus de treize cent, membres d'état, généraux, etc., ont participé de la conférence. »

« Montargis, de Beauness, Feuillia, des généraux Rapp, Würz, de Billard, etc., ont été témoins de cette conversation. »

« Boyer (Jean-Pierre), militaire, républicain en 1800. Il conteste au président Péton; malgré toutes les explications qu'il prononça, son système gouvernemental ne fut qu'une longue et aléatoire compression; replié par la révolution de 1848, il mourut à Paris, le 9 juillet 1848. »
APPENDICE.

« Il serait trop long de vous raconter ici, et d'ailleurs je ne puis actuellement confier au papier tout ce que l'empereur me dit à votre sujet dans ce tête-à-tête. »

M. Colombel à qui j'ai plus d'une fois raconté ces choses afin qu'il prît des notes et qu'il vous en fit le récit fidèle, doit s'en être acquitté. Je dois cependant vous dire que, lorsque j'eus si fait connaître l'organisation de votre République, il convint de l'injustice en même temps que de l'impossibilité de vous faire rentrer sous la souveraineté de la France. »

Votre proposition d'accorder une indemnité aux colonies expropriées lui donna toute haute idée de la probité, de la modération et de la générosité de votre gouvernement et de vos compatriotes. Et à ce sujet, il disait : « C'est plus que n'ait jamais fait aucun gouvernement et aucun pays dans de pareilles circonstances. »

« Son projet était donc de reconnaître votre indépen-

Colombel, militaire, né à Saint-Michel du Fonds-de-Nacre, vers 1784. Son père était blanc, notaire de la paroisse. Il fut envoyé en France pour y faire ses études ; il ne revint en France qu'en 1816. Le président Pétion, qui aimait à encourager le talent partout où il le rencontrait, le prit pour son secrétaire particulier. Dans ce poste où il avait appelé le confesseur du grand homme, Colombel fut à même de recevoir des notes précieuses sur l'histoire de ces révolutions ; il en a même le soin de composer la Vie d'Alexandre Pétion. Ainsi issu de Billassé de Varennes, que le soulèvement révolutionnaire avait jeté au Port-au-Prince, et qui y mourut, il était en son possession des manuscrits précieux de ces insurrections conventionnelles, rapportés pour l'Europe par le brave le Verchuren, en avril 1812, pour faire imprimer ses travaux et ceux de Billassé de Varennes, il pèrit avec le navire qu'il montait. — Il nous a laissé si précieux manuscrit : le principal a pour titre : Essai d'un pamphlet ayant pour titre : États sur les anciens de la révolution et des guerres civiles d'Haïti, par Verchuren, Port-au-Prince, novembre 1819.
APPENDICE.

« ce sujet que je n’y revins plus. Mais ce minable qui était un de ceux qui traînaient alors l’empereur, ou du moins de ceux qui ne voulaient pas se compromettre avec les Bourbons, craignait légèrement tout ce que je lui dis que je ne revins plus chez lui, pour lui parler de ces choses.

Néanmoins comme je m’étais mis en tête de faire prévaloir en France les idées favorables à la liberté des Haitiens, je me rendis... (Lacene).

— «... Excellent. Il a l’esprit cultivé, il écrit en homme de lettres ». Il connait bien son métier. En un mot, il serait un général distingué dans les armées de V. M. »

... « l’empereur : En vérité ! »

— « Oui, Sir ; et il n’est pas le seul ; mais je n’ai pas eu le temps de bien connaître les autres, par exemple le général Gédéon, un aide-de-camp du président nommé...

Le lendemain un jour à MM. Scard, Roger, Lays et autres honnête homme de lettres, qu’un jour je montrais au général Boyer une lettre, laquelle, bien entendu, je lui disais au président. Le général Boyer me proposa de changer deux expressions que je lui montris. C’est... (Lacene) observa Lays... (Lacene).

Gédéon (Autana), après, retournant à Léogane, vers 1771, il joua un grand rôle dans ces événements qui amenaient le sort de Dessalines. Il mourut en Port-au-Prince, en 1819. On prétend qu’après le mort de Pélicon, survint en 1816, plusieurs vagabonds voulaient porter à la présidence de la République, en guise de général Boyer. Il est dit aussi, l’habitude de décliner son insuffisance comme homme d’État. Cette particularité, vraie ou fausse, n’est pas moins honorable pour sa mémoire, car elle prouve qu’à quel point s’étendait sa réputation de citoyen désintéressé, d’homme de bien, chose si rare de nos jours, où tout le monde a la main de gouverner les âmes. »

Il n’y eut de décret rendu contre la traite qu’à Paris ; ce décret est du 29 mars 1816.

Il n’y eut de décret rendu contre la traite qu’à Paris ; ce décret est du 29 mars 1816.
Hugo*, ses secrétaires Ingéria*, Garbage*; et enfin
j'étais en train d'en nommer d'autres, Napoléon m'inter-
rompt par ces questions :

« Quelles sont les forces de monseigneur Christophe? »

— « Environ huit mille hommes, infanterie, cavalerie,
artillerie, etc. »

— « Et celle de Pétion? »

— « Sire, environ vingt mille hommes de toutes armes. »

— « Et comme j'envisage dans les détails, l'empereur m'in-
terrrompt encore en disant : « de manière que le républica-
în est plus puissant que le monarque! »

1 Hugo (Augustin Roquet), ministre, naquit à la Croix-des-Borgeaux, vers 1776. C'était un des plus braves et des plus intelligents officiers de l'état-major de Pétion. Il rendit à la chose publique de grands services pendant la sépulture de 1813. Général de brigade en retraite, il mourut au Port-au-Prince, en mai 1846.


3 Garbage (François), ministre, naquit au Port-au-Prince, vers 1779. Son intelligence le laissa apprécier, en 1794, par le général Moncey, dans les bureaux de l’adjudant-général de l’armée. Beaucoup plus tard, Alexandre Pétion le s’attache comme secrétaire. Les capacités qu’il a demandé développées avec l’âge, son directement bien approuvé aux intérêts de ses pays, lui méritèrent de plus en plus la confiance de Pétion. Ainsi, créa-
toie, après la mort de Dupuy-Lamy, le général Alexandre, pour amuser, sous la médiation du cabinet haitien, les soumis de notre Indépendance par la France. Le retour inespéré de Ney-
opolis de l’Orléans dérange les négociations; néanmoins Garbage est plusieurs conférences avec lord Liverpool, premier ministre du congrès. Depuis une faible santé, il mourut à Londres le 14 juillet 1841, sans avoir pu terminer sa mission.

Il est évident que Dupuy-Lamy élimina les forces de Chris-
tophoré pour mieux disposer l’Empereur Napoléon en faveur de la Répu-
tique, car les armées des deux États étaient à peu près du même

— A propos, — c’est toujours l’empereur qui parle,
— est-il vrai que vous fussiez au président Pétion
— et aux autres l’éclat des honneurs et de la considération
— dont étaient complés ici par le premier gouvernement les
— hommes célèbres de la révolution, il vous a répondu qu’il
— lui semblait les voir figurer comme les multitudes de
— la France?

— Oui, sire, le mot est du président.

— L’empereur: Et ce n’est pas le mot d’un homme
— ordinaire! Il voyait mieux la France du Port-au-Prince
— qu’on ne la voyait des Tuileries.

— Sire, Pétion ajoute qu’il ne concevait pas qu’une
— nation aussi nombreuse et aussi forte que la nation fran-
— caise eût pu souffrir l’insulte que les alliés lui avaient
— faite, en déclarant qu’ils ne traîneraient n’avaient avec vous, ni
— avec aucun membre de votre famille; qu’il ne croyait pas
— qu’aucune autre nation européenne eût toléré une pareille
— insulte, c’est-elle gouvernée par un prince qu’elle
— aurait mérité.

— L’empereur m’interrrompt en protestant devant cette
— nation nombreuse et ilustre assemblee ces mémorables pa-

1. Comment je lui disais (à Pétion) qu’il n’y avait plus de projets et
— que le roi était encouragé de la révolution et de l’empereur
— aussi bien que de ceux de l’ancien régime, il me répond : « Vous ne
— croyez donc pas l’Amiral royal, parce que vous ne figurez
— dans les grands journaux que vous que deux hommes de la révolution : un
— et un traitre... Quand aux hommes de l’empire, sont les
— soldats de la restauration... Comment puis-je jurer avec vous ?
— avant trois mois, vous verrez Bonaparte entrer en France et les
— Bourbons s’abattre plus vite qu’il ne sont venus. » Correspondance
— de Dupuy-Lamy, pages du ministère de la marine. Voyez Stanis-
— Dominique, Édouard et solitaire nouveau de la guerre haitienne, par Le

— J’aime à prendre à témoin ces personnages qui, je crois, sont tous
— en vi, mon camarade Labbébière emplumé, et j’ajoute que l’empereur
— qu’ils ne m’ont jamais offensé à l’imitar, d’hommes que manger ou trahir de rebelles qu’ils faisaient
— exterminer.»
DÉCRET IMPÉRIAL.

« Au Palais des Tuileries, le 29 mars 1815.

« NAPOLEON, empereur des Français, »

« Nos ministres d'État entendus, »

« Nous avons décreté et décrétions ce qui suit : »

« Art. 1er. A dater de la publication du présent décret la traite des Noirs est abolie. »

« Il ne sera accordé aucune expédition pour commerce, ni dans les ports de France, ni dans ceux de nos colonies. »

« Art. 2. Il ne pourra être introduit pour être vendu dans nos colonies aucun noir provenant de la traite soit française, soit étrangère. »

« Art. 3. La contravention au présent décret sera punie de la confiscation du bâtimcnt et de la caissaise, laquelle sera prononcée par nos cours et tribunaux. »

« Art. 4. Néanmoins les armateurs qui auraient fait partir avant la publication du présent décret des expéditions pour la traite, pourront en vendre le produit dans nos colonies. »

« Art. 5. Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret. »

« [Signé] NAPOLEON. »

Par l'empereur,

« Le ministre secrétaire d'État, (signé) le duc de BASSANO. »

APPENDICE.

Je crois devoir ajouter à cet appendice l'ordonnance par laquelle le roi Charles X reconnaît l'indépendance de mon pays. Sans doute, il eût été plus glorieux pour l'anti de traiter de puissance à puissance avec la France, ainsi que l'avait entendu le grand Pétion, et non point de subir un ultimatum qui ressemble tant soit peu aux fourches caudines de l'ancienne Rome. Mais je prêterai le lecteur de faire peu d'attention à la contestation de cette ordonnance, car Charles X, roi absolu, niant, comme son prédécesseur, toutes les conquêtes de la révolution, ne relevait que de son libre arbitre. Ainsi Louis XVIII, dans la charte de 1814, avait écarté au peuple français les droits politiques et civils que cependant il tient de la nature comme tous les autres peuples. Or, quelles formes plus honorables les Haïtiens pourraient-ils attendre de la restauration?

ORDONNANCE DU ROI.

« Paris, le 17 avril 1825.

« CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, »

« A tous ceux qui ces présentes verront, salut : »

« Vu les articles 14 et 73 de la charte ; »

« Voulant pourvoir à ce que réclament l'intérêt du commerce français, les malheurs des anciens colons de Saint-Domingue, et l'état précaire des habitants actuels de cette île, »

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : »

« Art. 1er. Les ports de la partie française de Saint-Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations. »

« Les droits perçus dans ces ports, soit sur les navires, soit sur les marchandises, tant à l'entrée qu'à la sortie, »
APPENDICE.

 seront égaux et uniformes pour tous les pavillons, excepté
 le pavillon français, en faveur duquel ces droits seront
 réduits de moitié.

 « Art. 2. Les habitants actuels de la partie française de
 Saint-Domingue verseront à la caisse générale des dépôts
 et consignations de France, en cinq termes égaux, d'an-
née en année, le premier échéant au trente-un décembre
 mil huit cent vingt-cinq, la somme de cent cinquante
 millions de francs, destinés à indemniser les anciens co-
 lonis qui réclameront une indemnité.

 « Art. 3. Nous concédons à ces conditions par la présente
 ordonnance aux habitants de la partie française de Saint-
 Domingue, l'indépendance pleine et entière de leur gou-
 vernement.

 « Et sera la présente ordonnance scellée du grand sceau.

 « Donné à Paris, au château des Tuileries, le 17 avril,
 l'an de grâce 1825, et de notre règne le premier.

 CHARLES.

 « Par le roi,
 « Le pair de France, ministre secrétaire d'État au dépar-
 tement de la marine et des colonies,
 « Comte de Chamblé.

 « Vu au sceau :
 « Le garde des sceaux de France, ministre secrétaire
 d'État du département de la justice,
 « Comte de Peyronnet.

 « Viz. :
 « Le président du conseil des ministres,
 « J. de Villèle. »

« RAPPORT AU ROI.

« Sire,

« Depuis les sinistres événements qui, en 1791 et 1792,
bouleversèrent une de nos plus importantes colonies, et
menaçèrent toutes les autres d'une destruction générale,
la vigilance des divers gouvernements qui se sont succédé
n'avait cessé d'être portée sur une possession si précieuse et
qui était l'un si grand poids dans la balance du commerce
de la France.

« À l'époque du traité d'Alien, une expédition forai-
dable se prépara dans nos ports : vingt vaisseaux de ligne,
vingt frégates et un grand nombre de vaisseaux de transport
y débarquèrent successivement près de 50,000 hommes ;
on connaissait les résultats déplorables de cette expédition. Je
n'en signalerai point ici les causes : quelles que soient les
fautes qui furent commises et les conséquences qui en furent
la suite, il n'en reste pas moins démontré à tous les gens
sages et éclairés, que de toutes les chances que pouvait
présenter une expédition de ce genre, celle de la conquête
n'était ni la seule, ni peut-être même la plus difficile à
obtenir.

« Depuis cette époque, les relations avaient été entière-
ment rompues avec cette colonie; une mort certaine était
mêmo réservée à tout Français qui aurait osé s'y introduire.

« À l'époque heureuse de la restauration, diverses tenta-
tives furent faites, soit pour renouer avec elle des relations
favorables à notre commerce, soit pour assurer à l'anciens
propriétaires une indemnité des pertes qu’ils avaient subies, soit enfin pour rattacher par les liens d’une dépendance au moins extérieure, et toute de protection, la colonie à son ancienne métropole.

» Ces tentatives n’eurent aucun résultat ; mais il fut facile d’apprécier, que les anciennes Haines s’étaient affaiblies, que de vieux souvenirs s’étaient réveillés, qu’un système plus régulier de gouvernement s’était établi, et que les relations pouvaient se renouer avec des avantages réciproques et mutuellement appréciés.

» C’est surtout depuis que la force des événements avait fait tomber le pouvoir entre les mains du président actuel, que ces dispositions avaient été plus remarquées, et qu’un système de protection et d’égards pour le commerce étranger et même pour le commerce français, avait remplacé ces mesures de défense dans lesquelles l’île avait si longtemps cherché sa sûreté.

» Plusieurs expéditions se dirigèrent donc vers les ports de France sur Saint-Domingue ; mais elles n’y étaient admises que sous un pavillon simulé, et les droits auxquels elles étaient assujetties, étaient doublés de ceux auxquels étaient soumis les navires d’autres nations plus favorisées.

» V. M. a pensé, sire, qu’un pareil état de choses ne pouvait se maintenir plus longtemps ; qu’il fallait ou renoncer à toutes relations avec cette île, ou les établir sur un pied qui fût respectivement avoué, et qu’il importait à la dignité de la couronne que le commerce de France ne fût dans aucun cas obligé de dissimuler son pavillon et d’emprunter des couleurs étrangères.

» La sagesse de V. M. avait aussi apprécié ce que la marche progressive des événements pouvait amener de chances nouvelles dans le rapport de l’ancien avec le nouveau monde, et elle avait marqué elle-même ce point délicat, qu’il dans les affaires graves et importantes est souvent unique et presque toujours définitif.

» V. M. se détermina à rendre l’ordonnance du 17 avril.

» Satisfait aux besoins du commerce français en lui ouvrant un débouché avantageux, assurer une indemnité aux anciens Colons de Saint-Domingue, faire cesser l’état précaire où se trouvaient les habitants de cette île ; tels furent les motifs qui déterminèrent V. M. Ils étaient dignes de son cœur paternal et de la haute protection qu’elle accorda à tous les intérêts du pays.

» V. M. m’avait chargé de faire parvenir cette ordonnance au président du gouvernement de Saint-Domingue, comme la dernière condition sous laquelle elle consentirait à renoncer à ses droits de souveraineté, et à accorder à cet état l’indépendance pleine et entière de son gouvernement.

» En même temps que V. M. annonçait ces déterminations nobles et généreuses, elle me donnait l’ordre de faire toutes les dispositions nécessaires pour que de pareilles intentions n’eussent pas été manifestées en vain ; et sans doute un instant qu’elles ne fussent reçues avec la reconnaissance qu’elles méritaient, elle avait voulu qu’elles fussent accompagnées de cet appareil de force et de dignité qui convient à tout ce qui émane d’un Roi de France.

» D’après les ordres de V. M., le baron de Mackau, capitaine de ses vaisseaux et gentilhomme de sa chambre, a été chargé de porter cette ordonnance, et il est parti de Rochefort, le 4 mai dernier, sur la frégate la Gérée.

» Ses instructions lui préservaient de se rendre immédiatement à la Martinique, pour s’y commuter avec le lieute-
nant-général comte Donzelot, gouverneur de cette colonie, et avec M. le contre-amiral Jurien, commandant la station navale de V. M., dans les Antilles.

Le contre-amiral Jurien recevait en même temps l'ordre de rallier tous les bâtiments dépendant de la station, en sorte qu'ils fussent réunis au Fort-Royal, du 1 au 20 juin, et le contre-amiral Grivel, commandant la station navale du Brésil, devait se rendre à la même époque à la Martinique, et s'y réunir à l'escadre du contre-amiral Jurien.

La Médée, partie de France, vers le milieu de mai, recevait la même destination, et arrivait au Fort-Royal le 17 juin.


Les ordres de Votre Majesté ont été promptement exécutés, et avec une précision que ne comportent pas toujours des expéditions qui sont subordonnées à tant de causes éventuelles.

L'escadre, réunie sous les ordres de M. le contre-amiral Jurien, à l'époque du 20 juin, se composait du vaisseau l'Egide, de 80 canons ; du Jean-Bart, de 74 ; des frégates la Vénus et la Clarinde, portant du 24 ; de la Nymphé, de la Thémis, de la Magicienne, de la Cercle, de la Médée, de la Salamandre, portant du 18, et de cinq bricks, ou bricks-goëlettes, armés de 16 canons, de 18 et de 20.

M. le baron de Mackau, commandant la Cercle, avait ordre de précéder de quelques jours le départ de l'escadre, qui devait se montrer dans les parages du Port-au-Prince, que d'après l'avis qui lui en serait donné.

Cet officier a appareillé de la Martinique, le 23, avec une division composée de la frégate la Cercle, et des deux bricks le Rué et la Bermonde. Il a pari devant le Port-au-Prince, le 3 juillet. Le surplus de l'escadre a appareillé le 27 juin, du Fort-Royal.

L'accueil que reçut M. le baron de Mackau, fut de nature à lui faire conserver de justes espérances sur le succès de la mission dont il était chargé.

A peine se fut-il signalé, que deux officiers vinrent à son bord, et qu'un logement convenable lui fut désigné au Port-au-Prince, ainsi qu'aux officiers sous ses ordres.

Des conférences s'ouvrirent de suite entre lui et trois commissaires qui avaient été délégués par le président du gouvernement d'Haiti ; et comme au bout de trois jours, elles n'avaient pas été amenées à un point de solution, elles furent reprises avec le président lui-même, aux intentions conciliantes duquel M. le baron de Mackau se plait à rendre la plus entière justice.

Ce fut le 8 juillet, et après quelques discussions préliminaires qui n'étaient pas sans importance, mais qui furent traitées avec cet esprit de conciliation qui termine les affaires, quand on veut franchement les terminer, que le président écrivit à M. de Mackau : que d'après les explications qui lui avaient été données, et conformes dans la loyauté du Roi, il acceptait, au nom du peuple d'Haiti,
l'ordonnance de Votre Majesté, et qu'il allait faire les dispositions nécessaires pour qu'elle fut entérinée au séant avec la solennité convenable.

» Je ne dois pas laisser ignorer à Votre Majesté qu'avant de prendre cette détermination, le président avait eu do renoncer consulter plusieurs membres du séant et les principaux officiers de l'île; que les difficultés qui s'étaient élevées dans la discussion furent mises sous leurs yeux; que tous déclarèrent s'en remettre à la sagesse du chef de la république; que la confiance dans la parole et dans les intentions généreuses de Votre Majesté a seule aplanis tous les obstacles, et que lorsque M. le baron de Mackau fut introduit du cabinet du président dans la salle où se trouvaient réunis tous les principaux officiers, les cris de vive le Roi! vive le Dauphin de France! vive la France! se firent entendre avec une acclamation unanime, et se mêlèrent aux cris d'indépendance nationale, que l'ordonnance de Votre Majesté venait proclamer et de reconnaître.

» Ce fut le 11 juillet que le séant fut convoqué, pour procéder à l'entérinement de l'ordonnance, d'après les formes prescrites par les lois constitutives du pays.

» Ce jour fut un véritable jour de fête pour les habitants de l'île. La population tout entière s'était réunie dans les places publiques et dans les rues qui devait passer le cortège. Une foule nombreuse de la meilleure tenue formait la haie depuis le rivage jusqu'à la place du séant. L'escadre avait reçu l'invitation d'entrer dans le port. M. le baron de Mackau, accompagné de MM. les contre-amiraux Jurino et Grivel et des sous-officiers de l'escadre, porta avec l'appareil le plus solennel l'ordonnance de
qu’elles croyaient taries. Les anciens Colon, dépouvrus
puisque présent; ils n’ont même
plus les illusions de l’espoir, éprouveront un soulage-
ment indescriptible. Ce fait est définitif et soumis à toutes les règles
d’égards et de convenances que la civilisation a introduites
parmi les nations, et dont elle a fait la première base du
droit public, remplacera cet état précaire qui n’était pas
sans danger pour toutes les colonies européennes.

Je ne terminerai pas ce rapport, Sire, sans mettre
aux pieds de Votre Majesté l’expression du dévouement
du commandant et de tous les officiers de son escadre.
Tous ont rivalisé de zèle pour exécuter ponctuellement les
ordres de Votre Majesté. Les rapports de M. de Mackau,
que j’ai mis sous ses yeux, ne lui permettraient point de
douter, j’ose l’espérer, que cet officier n’ait répondu à la
confiance qu’elle lui avait témoignée.

Se mission, pour me servir de ses propres expressions
dans ses conférences avec le président d’Haiti, lui donnait
le caractère de soldat et non celui de diplomate ou de
négociateur. La franchise de ses explications, entièrement
en harmonie avec celle que le président n’a cessé de
montrer dès le premier instant, a, je n’en doute pas,
suppléant beaucoup de difficultés et écarté beaucoup d’obsta-
cles. Je crois que le recommander aux bonnes de Votre Majesté.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre
Majesté, le très-humble et très-fidèle sujet,

» Comte de CHABROL. »

Extrait du Télégraphe, gazette officielle d’Haiti
N° 29.

» Port-au-Prince, le 17 juillet 1925, en XXII.

» HAITI RECONNAIT INDEPENDANCE.

Dimanche, 3 de juillet, à dix heures du matin, la
vigie signala une frégate et deux bateaux. On était loin
de penser que c’étaient des bâtiments de S. M. T. C. À
deux heures de l’après-midi, ils mouillaient en grande
râde et lon reconnaît alors que c’était une frégate, un
brick et une goélette, sous pavillon français, la frégate
ayant au sable de mission le pavillon basien. Le colonel
Boisblanc, chef des mouvements du port, se rendit à
bord lorsqu’il rencontra un canot de la frégate ayant pavil-
lon parlementaire, dans lequel était un officier porteur de
dépêches pour le gouvernement. Le colonel Boisblanc prit
les paquets et le canot retourna à bord de la frégate.
S. E. le président d’Haiti, ayant reçu ces paquets, fit appeler
le général de brigade B. Inganac, secrétaire-général, et lui
donna ordre de répondre à la lettre que lui avait adressée
M. le baron de Mackau, capitaine de vaisseau comman-
dant la frégate la Ciroé, pour lui annoncer qu’il était
chargé par S. M. T. C. d’une mission toute pacifique au-
près du gouvernement d’Haiti, de laquelle il espérait qu’il
réussirait les plus grands avantages pour le pays. Le se-
crétaire-général envoya le soir même un de ses aides-de-
camp à bord de la frégate, apporter la réponse à M. de
Mackau. Il lui annonçait dans sa lettre qu’il serait reçu avec les égards dus au monarque qui l’avait envoyé. Aussitôt des ordres furent donnés pour la réception de M. le baron de Mackau et de sa suite. Le lendemain, 4 du cou rant, vers les sept heures du matin, le noble envoyé de S. M. T. C. descendit à terre et se rendit en voiture à l’hôtel du secrétairé-général, où après une conférence particulière avec lui, qui dura plus de deux heures, M. de Mackau se retira dans les appartements qui lui avaient été destinés. Dès que le secrétairé-général eut eu rendu compte à S. Ex. de son entrevue avec M. le baron, le président nomma trois commissaires [le colonel Frémont, aide-de-camp de S. Ex., le sénateur Rouannez et le secrétairé-général] afin de prendre connaissance de la mission de M. de Mackau, et de traiter avec lui pour le grand objet de la reconnaissance de l’indépendance d’Haïti. Messieurs les commissaires et M. l’envoyé eurent une première conférence, le 4 au soir, laquelle dura plusieurs heures, et le 5, à midi, ils en eurent une nouvelle qui fut prolongée jusqu’à quatre heures de l’après-midi. Dans ces deux conférences, les intérêts des deux gouvernements furent défendus de part et d’autre avec dévouement et patriotisme. Le soir du même jour, S. Ex. le président d’Haïti eut une première entrevue avec M. le baron de Mackau. Le 7, à midi, S. Ex. convoqua au Palais-National le secrétairé d’État, le grand-juste, le secrétairé-général, les généraux et les sénateurs présents dans la capitale, le trésorier-général, le doyen du tribunal de cassation et divers officiers civils et militaires, afin d’avoir leur opinion sur les propositions offertes. Le même soir, il eut une nouvelle conférence avec M. de Mackau. Le 8, au matin, S. Ex. le président d’Haïti annonça par une lettre à M. le baron que le gouvernement de la république acceptait, d’après les explications qu’il avait données, l’ordonnance qui reconnaît, sous certaines conditions, l’indépendance pleine et entière du gouvernement d’Haïti. Aussitôt le brig de Rose, commandé par le capitaine de frégate M. Luneau, fut expédié au-devant de la flotte qui se trouvait dans nos eaux, sous les ordres des contre-amiraux Jurien, de la Gruyère et Grivel, pour leur annoncer la conclusion de la négociation, et le soir de la même journée, la goélette de S. M. T. C. la Béarnaise, commandée par le lieutenant de vaisseau H. Derville, fut expédiée pour la France afin d’en apporter la nouvelle. »

Dès lors, la cérémonie de l’entérinement et accueil de l’ordonnance au sénat fut arrêtée pour le 11.

Le 8, au soir, la flotte composée de treize bâtiments fut signalée, et le 9, à midi, elle monça en dehors de la grande rade.

Dans l’après-midi, M. les amiraux Jurien et Grivel, avec leurs officiers, descendirent et allaient visiter le secrétairé-général et ils obtinrent de S. Ex. le président d’Haïti une audience qui fut des plus agréables.

Le 11, à l’heure indiquée, M. de Mackau, MM. les amiraux et officiers de l’escadre devant le port, s’étant rendus à terre dans l’ordre arrêté, et ayant reçu les compliments du général Thomas et des généraux qui l’accompagnaient, le cortège est parti du quai pour se rendre au sénat, où étant entré, M. le baron de Mackau prit la parole et prononça le discours suivant:
Messes du Sénat.

Le roi m’a ordonné de venir vers vous et de vous offrir en son nom le pacte le plus généreux dont l’époque actuelle offre l’exemple. Vous y trouverez la preuve, Messieurs, qu’en ces grandes circonstances, la royale pensée de S. M. ne s’est pas moins portée sur l’état précaire des Hâtiens, que sur les intérêts de ses propres sujets.

Sans doute, Messieurs, les hautes vertus de votre digne président, et l’intérêt d’un prince qui est tout à la fois l’orgueil et de son père et de la France, ont exercé une grande influence sur la détermination de S. M.; mais il suffisait qu’il y eût du bien à faire à une réunion d’hommes, pour que le cœur de Charles X fût vivement intéressé.

Dieu bénir, Messieurs, cette sincère et grande réconciliation, et permettra qu’elle serve d’exemple à d’autres États déchirés encore par des maux dont l’humanité gémît.

Aussi nous est-il permis d’espérer que dans le nouveau monde comme dans l’ancien, nous trouverons tous les cours ouverts à cet amour qui nous fut légué par nos pères, dont héritera notre postérité la plus éloignée, pour cette auguste Maison de France, qui, après avoir fait le bonheur de notre pays, a voulu fonder celui de ce nouvel État.

Et il dépose l’ordonnance sur la table du président du sénat.

Le président du sénat se leva et répondit au discours de M. le baron par celui qui suit :
APPENDICE.

On ait mérité l’estime des hommes impartiaux de toutes les nations, il est juste de rendre ici un hommage éclatant à la gloire immortelle que, par cet acte mémorable, le monarque de la France vient d’ajouter à l’éclat de son règne. Puisse la vie de ce souverain être longue et heureuse, pour le bonheur de l’humanité !

« Depuis vingt-deux ans, nous renouvelons chaque année le serment de vivre indépendants, ou de mourir. Désormais, nous ajouterons un vœu cher à notre cœur et qui, j’espère, sera exaucé par le ciel : Que la confiance et une franchise réciproque émanent à jamais l’accord qui vient de se former, entre les Français et les Haïtiens ! »

M. de Mackau se leva et s’adressa à S. Ex. le président d’Haïti, dans les termes suivants :

« Monseigneur le Président.

Le Roi a su qu’il existait sur une terre éloignée, autrefois dépendante de ses États, un chef illustre qui ne se servit jamais de son influence et de son autorité que pour soulever le malheur, désarmer la guerre de ruses inutiles, et courir les Français, surtout, de sa protection.

Le Roi m’a dit : « Allez vers cet homme célèbre, offrez-lui la paix, et, pour son pays, la prospérité et le bonheur. » J’ai obéi ; j’ai rencontré le chef que m’avait signalé mon roi, et Haïti a pris son rang parmi les nations indépendantes. »

Les présidents d’Haïti prenant la parole, s’est exprimé en ces termes : »
« Monsieur le Baron,

Mon âme est émue à l'expression des sentiments que vous vénérez de manifester. Il m'est glorieux et satisfaisant tout à la fois d'entendre ce que vous m'annoncéz, dans cette grave solennité, de la part de S. M. le roi de France. Tout ce que j'ai fait n'a été que le résultat de principes fixes qui ne varieront jamais.

J'éprouve une véritable satisfaction de pouvoir, dans cette circonstance, vous témoigner combien je me félicitez d'avoir été à portée d'apprécier les qualités honorables qui vous distinguent. »

Après que le président eut fini de parler, il donna l'ordre au secrétaire-général de faire la lecture de l'ordonnance de S. M. T. C., et ensuite de la décharge donnée à M. de Mackau de la remise de l'ordonnance dont il était porteur ; cette décharge ayant été agréée, le signal convenu fut fait, et aussitôt les bâtiments composant l'escadre française déistant le port, ont salué le pavillon d'Haïti comme celui d'une nation indépendante. Le fort Alexandre, tous les forts de la ligne et les garde-côtes sur rade ont salué le pavillon royal de France.

Les cris d'allégresse de vive S. M. T. C. ! vive la famille royale de France ! vive le président d'Haïti ! vive l'Indépendance ! vive la France ! vive Haïti ! se firent simultanément entendre.

Le cortège se rendit à l'église paroissiale pour y entendre le Te Deum. Le soir, il y eut un grand dîner, auquel assistèrent M. l'envoyé de S. M. T. C., les deux amiraux,
éclairer tous les hommes sur leurs véritables intérêts !

M. Frédéric : Aux dames haïtiennes, dont la présence va compléter si agréablement pour nous cette immortelle journée.

Le secrétaire-général Inginac : A la loyauté et à la bonne foi : les Haïtiens ont juré sur l’honneur d’en faire la base de leurs rapports avec ceux qui traverseront les mers pour arriver, avec des vues amicales, aux rives de leur île fortunée.

Le colonel Frémont : Aux vrais philanthropes de tous les pays. Aux progrès de la civilisation : puisse-t-elle
qui tenteraient de vous troubler dans la juste et paisible possession de vos droits.

« Soldats ! vous avez bien mérité de la patrie. Dans toutes les circonstances, vous avez été prêts à combattre pour sa défense. Vous serez toujours fidèles à vos devoirs. La confiance dont vous avez donné tant de preuves au chef de l'État, est la plus douce récompense de sa constante sollicitude pour la prospérité et la gloire de la république.

« Haïtiens ! montrez-vous toujours dignes de la place honorable que vous occupez parmi les nations ; et, plus heureux que vos pères, qui ne vous avaient transmis qu'un sort aileux, vous léguerez à votre postérité le plus bel héritage qu'elle puisse désirer, la concorde intérieure, la paix au dehors, une patrie florissante et respectée.

« Vive à jamais la liberté !

« Vive à jamais l'indépendance !

« Donné au Palais-National du Port-au-Prince, le 11 juillet 1825, an 22 de l'Indépendance.

« BOYER.

« Par le président : »

« Le secrétaire-général,

« B. INGHAM. »